10F0011XPF
1998

c.2

# Conseil consultatif fédéral-provincial de la politique statistique

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
1999
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Les 5 et 6 mai 1998
Ottawa (Ontario)

# PROCÈS-VERBAL

# CONSEIL CONSULTATIF FÉDÉRAL-PROVINCIAL DE LA POLITIQUE STATISTIQUE

Réunion des 5 et 6 mai 1998

Ottawa, Ontario

## TABLE DES MATIÈRES

### Procès-verbal de la réunion des 5 et 6 mai 1998


1. Mot d'ouverture ..... 1

2. Mise à jour sur Statistique Canada ..... 1

3. Rapports des provinces et des territoires ..... 2

4. Rapport du Comité du programme ..... 2

5. Rapport sur le programme des comptes nationaux et des études analytiques ..... 2

   a) Révisions historiques des comptes économiques provinciaux ..... 2
   b) Formation sur le système de comptabilité nationale ..... 3
   c) PIB provincial aux prix du marché ..... 3

6. Rapport sur le programme de la statistique sociale, des institutions et du travail ..... 3

   a) Recensement de 2001 ..... 3
   b) Études sur la couverture et estimations de la population ..... 4
   c) Mesure du panier de consommation de DRHC ..... 4
   d) Estimateurs composites pour l'Enquête sur la population active ..... 4

7. Accès aux données de Statistique Canada ..... 4

8. Mise à jour sur le PASEP ..... 5

9. Rapport sur le programme de la statistique du commerce et des entreprises ..... 5

   a) Ententes de partage des données ..... 5
   b) Profils des petites entreprises ..... 5
   c) Remaniement de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM) ..... 6
   d) Données sur le commerce international ..... 6

10. L'an 2000 ..... 6

11. Nominations au Comité du programme ..... 6

12. Autres questions ..... 6

## Annexes


1. Liste des délégués et participants ..... 7

2. Ordre du jour ..... 11

3. Rapports des provinces et des territoires ..... 15
   - Alberta ..... 17
   - Colombie-Britannique ..... 21
   - Île-du-Prince-Édouard ..... 33
   - Manitoba ..... 35
   - Nouveau-Brunswick ..... 39
   - Nouvelle-Écosse ..... 41
   - Ontario ..... 47
   - Québec ..... 51
   - Saskatchewan ..... 57
   - Terre-Neuve ..... 59
   - Territoires du Nord-Ouest ..... 65
   - Yukon ..... 71

4. Rapports des comités fédéraux-provinciaux ..... 75
   - Comptes économiques provinciaux ..... 77
   - Conseil de la statistique de l'état civil au Canada ..... 79
   - Démographie ..... 81
   - Diffusion des données ..... 83
   - Recensement de la population ..... 87
   - Statistique agricole ..... 93
   - Statistique des administrations publiques ..... 95
   - Statistique des entreprises ..... 97
   - Statistique des minéraux ..... 107
   - Statistique des transports ..... 111
   - Statistique du travail ..... 113
   - Statistique sociale ..... 115

5. Procès-verbal de la réunion du Comité du programme ..... 121

# PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DES 5 ET 6 MAI 1998

## 1. Mot d'ouverture

Le président souhaite la bienvenue aux délégués à la 25e réunion annuelle du Conseil consultatif fédéral-provincial de la politique statistique. Il souligne également le retour de John Palmer (Île-du-Prince-Édouard) après deux ans d'absence et accueille Claude Dionne (Québec), qui remplace Guy Savard, absent. (La liste des délégués et des participants se trouve à l'annexe 1.)

L'ordre du jour proposé pour la réunion de 1998 (annexe 2) est approuvé et le procès-verbal de la réunion de l'an dernier est adopté tel quel.

## 2. Mise à jour sur Statistique Canada

M. Fellegi fait état des récents progrès dans le cadre de Lacunes statistiques II depuis que Statistique Canada a présenté sa proposition en vue d'un système d'information amélioré à la greffière du Conseil privé. On a attribué à cette initiative, qui vise à améliorer la base d'information requise pour renforcer la capacité décisionnelle du gouvernement fédéral, des fonds pour la première année afin de réaliser des travaux préparatoires. On s'efforce maintenant d'obtenir l'approbation pour son financement permanent.

La proposition prévoyait le maintien du programme de la statistique sur l'environnement et du programme des sciences et de la technologie ainsi que l'élaboration de plusieurs nouvelles enquêtes. Ces dernières comprennent l'Enquête sur le lieu de travail et les employés, qui est une étude longitudinale des caractéristiques économiques et sociales du marché du travail, et l'Enquête sur les avoirs et les dettes. On songe également à réaliser, en collaboration avec les provinces, une étude de faisabilité dans le domaine des statistiques sur l'éducation qui porterait sur le développement d'une base de données administratives longitudinales sur les étudiants. Des activités élargies ou améliorées ont aussi été proposées pour répondre aux besoins supplémentaires en matière de données découlant du PASEP.

Le délégué de la Colombie-Britannique veut savoir s'il faudra procéder à des modifications législatives pour être en mesure d'accéder aux fichiers sur les entreprises quand le nouveau processus de collecte des données résultant du PASEP aura été mis en œuvre. M. Ryan confirme que le cadre légal actuel ne permet pas à Statistique Canada de partager des données administratives obtenues auprès de Revenu Canada. Il informe le Conseil qu'un comité de travail réunissant du personnel juridique de Revenu Canada et de Statistique Canada a été mis sur pied pour déterminer si la *Loi sur le revenu* peut être modifiée en ce sens. On prévoit obtenir les commentaires des membres de ce comité de travail au cours des prochains mois.

Le délégué des Territoires du Nord-Ouest demande des éclaircissements sur la politique de Statistique Canada à l'égard de la production de données pour le Nunavut et veut savoir si la qualité et la portée des données seraient les mêmes que pour les autres provinces et territoires. M. Fellegi souligne que la population peu nombreuse des Territoires du Nord-Ouest est une contrainte inévitable qui a une incidence sur la qualité

et l'exactitude des données produites. Lorsqu'il sera possible de le faire, des données distinctes seront toutefois produites pour le Nunavut et son voisin à l'ouest, les Territoires du Nord-Ouest. De plus, Statistique Canada et les deux territoires continueront à collaborer.

### 3. Rapports des provinces et des territoires

Les délégués provinciaux et territoriaux présentent chacun leur rapport d'activité. Les rapports écrits des provinces et des territoires se trouvent à l'annexe 3.

Le délégué de la Saskatchewan présente le rapport d'une étude sur les données et les méthodes utilisées par Statistique Canada et par le Bureau de la statistique de la Saskatchewan pour calculer les exportations de blé. Cette étude tente de déterminer la cause de l'écart croissant entre la valeur annuelle des exportations de blé des deux organisations et met l'accent sur le besoin de créer un mécanisme d'examen. M. Ryan déclare que ce rapport pourrait servir de modèle pour une étude approfondie des écarts entre les flux commerciaux et recommande qu'un groupe soit formé pour travailler à l'harmonisation des données.

Le délégué de Terre-Neuve signale que les membres de l'Association of Atlantic Provinces Statistics Agencies, nouvellement créée, ont tenu leur première rencontre. Le but de l'association est de travailler aux intérêts des provinces de l'Est. Les membres de cette association échangeront de l'information, se lanceront peut-être dans des projets conjoints et rencontreront régulièrement le personnel du bureau régional de l'Atlantique de Statistique Canada afin d'être tenus au courant des activités d'enquête menées dans leurs provinces.

### 4. Rapport du Comité du programme

Le président, M. Emmet Weatherhead, signale au Conseil que le Comité a tenu une téléconférence le 15 février 1998 pour dresser la liste des sujets dont les membres souhaitaient discuter à la réunion du Conseil et pour établir un ordre du jour. Il mentionne que la plupart de ces sujets — Lacunes statistiques II, l'Enquête sur les avoirs et les dettes, la disponibilité des données pour le Nunavut et les nouvelles données provinciales générées par le PASEP — ont déjà fait l'objet de discussions. (Les rapports des comités fédéraux-provinciaux se trouvent à l'annexe 4 et le procès-verbal de la téléconférence du Comité du programme figure à l'annexe 5.)

### 5. Rapport sur le programme des comptes nationaux et des études analytiques

#### a) Révisions historiques des comptes économiques provinciaux

M. Wells explique les différents jalons du calendrier de diffusion établi pour les révisions historiques des comptes des revenus et des dépenses, du produit intérieur brut et des comptes économiques provinciaux. Il indique que les échéances seront vraisemblablement respectées et qu'il faudra peut-être revoir le calendrier quand les

résultats des diverses enquêtes du PASEP commenceront à sortir. Il demande aux représentants des provinces et des territoires de fournir à Statistique Canada un calendrier des dates auxquelles leurs gouvernements respectifs doivent au plus tard obtenir les séries de données essentielles à l'établissement de leur budget.

**b) Formation sur le système de comptabilité nationale**

M. Wells annonce que Statistique Canada invitera des employés des bureaux provinciaux et territoriaux de la statistique à participer à des séances de formation sur les concepts et les méthodes du système de comptabilité nationale. Après la tenue de consultations avec les provinces et les territoires, une séance de formation sera élaborée à partir de la rétroaction obtenue.

**c) PIB provincial aux prix du marché**

Le délégué de l'Ontario est d'avis que la portion analytique des communiqués sur le PIB provincial devrait mettre l'accent sur le taux de croissance aux prix du marché plutôt que sur le taux de croissance au coût des facteurs par industrie. Cela permettrait, d'une part, d'éviter de semer la confusion lorsqu'on fait une comparaison avec les comptes économiques nationaux, qui mettent l'accent sur le PIB aux prix du marché, et, d'autre part, de s'harmoniser à ce qui semble être la norme utilisée par les établissements financiers et les prévisionnistes. Selon M. Wells, Statistique Canada devrait pouvoir accéder à cette demande. M. Fellegi explique que, actuellement, l'accent est mis sur le coût des facteurs étant donné que les comptes des revenus et des dépenses ont une portée nettement plus nationale et globale. À son avis, les séries au coût des facteurs par industrie brossent un portrait beaucoup plus intéressant, car c'est dans ces estimations qu'on retrouve les véritables différences provinciales.

**6. Rapport sur le programme de la statistique sociale, des institutions et du travail**

La réunion du Comité fédéral-provincial de la statistique sociale ayant eu lieu le jour précédent, M. Petrie limite sa présentation aux points suivants :

**a) Recensement de 2001**

M. Petrie rappelle aux délégués que le Test du recensement national aura lieu en octobre, avant que ne soient formulées les recommandations au Cabinet sur le contenu du questionnaire du Recensement de 2001. Il souligne qu'il faudra examiner les questions relatives à l'origine ethnique et aux couples du même sexe et que les suggestions des coordonnateurs statistiques sont les bienvenues. Le délégué du Manitoba demande qu'on prête une attention spéciale à la cohérence des questions posées afin d'assurer la comparabilité des données dans le temps.

Le délégué de la Colombie-Britannique veut savoir pourquoi Statistique Canada songe à utiliser des unités de diffusion pour le Recensement de 2001 plutôt que les unités de dénombrement traditionnelles. Il craint que ce changement dans le nombre et la taille des

unités n'affecte grandement la comparabilité des données dans le temps. Il demande qu'on lui communique de l'information sur les méthodes employées afin qu'il comprenne mieux les raisons de ce changement. M. Petrie lui rappelle que la comparabilité des données serait affectée même si on utilisait les unités de dénombrement traditionnelles. Il lui explique également que ce changement était surtout motivé par le passage à la méthodologie du contrôle centralisé pour le questionnaire 2B.

### b) Études sur la couverture et estimations de la population

M. Petrie signale que l'analyse des résultats des études sur la couverture devrait prendre fin d'ici septembre 1998. D'ici là, on devrait aussi avoir déterminé le processus approprié pour la production des estimations. Il remercie les coordonnateurs statistiques pour leur contribution au processus d'analyse et signale que d'autres discussions seront entamées sur les processus statistiques et les critères de décision utilisés pour déterminer la méthodologie. À la suite de la suggestion du délégué des Territoires du Nord-Ouest, on convient de communiquer aux coordonnateurs statistiques la décision définitive sur la méthodologie avant la diffusion de septembre des estimations de la population.

### c) Mesure du panier de consommation de DRHC

Le délégué du Territoire du Yukon demande qu'on lui fasse parvenir par écrit un éclaircissement sur la participation de Statistique Canada à la mesure du panier de consommation proposée par Développement des ressources humaines Canada (DRHC) afin de dissiper l'impression que Statistique Canada souscrit à l'approche de DRHC en matière de mesure de la pauvreté. M. Fellegi confirme que la participation de Statistique Canada à l'effort de DRHC se limite strictement à fournir des données ou des éclaircissements.

### d) Estimateurs composites pour l'Enquête sur la population active

En réponse à une question soulevée par le délégué du Manitoba au sujet des estimateurs composites pour l'Enquête sur la population active, M. Petrie déclare qu'il ne reste plus qu'à déterminer le moment de la mise en œuvre. Les délégués s'entendent sur le mois de janvier de l'an 2000 pour la mise en œuvre afin que cela coïncide avec les révisions annuelles régulières et la mise en application de la pondération révisée qu'entraînent les estimations révisées de la population. Cela permettrait d'éviter que les séries chronologiques fassent l'objet d'une discontinuité deux années de suite.

## 7. Accès aux données de Statistique Canada

Le délégué de la Nouvelle-Écosse propose la création d'un groupe de travail qui examinerait la question de l'accès aux données de Statistique Canada. Dans sa présentation, M. Pilkey explique la raison d'être d'un tel examen et traite des questions dont il faudrait tenir compte en formulant les recommandations. M. Fellegi fait remarquer que les paramètres et les résultats attendus de cet examen ne sont pas clairs. Il souligne qu'un examen ne pourrait pas conduire à l'abandon de la politique de recouvrement des

coûts de Statistique Canada, qui est une politique du gouvernement fédéral que Statistique Canada applique de manière uniforme tant aux gouvernements fédéral et provinciaux qu'au secteur privé. Une table ronde permet ensuite de conclure qu'il n'y a pas, en fait, suffisamment de problèmes pour justifier un tel examen. M. Pilkey choisit de retirer sa proposition et remercie le Conseil de l'avoir étudiée.

## 8. Mise à jour sur le PASEP

Après la mise à jour de M. Philip Smith sur le PASEP, le délégué de l'Ontario demande si l'on fournira des estimations améliorées des bénéfices des sociétés, estimations qui seront basées sur les données sur les entreprises. M. Smith répond que les données du nouvel Index général des renseignements financiers (IGRF) de Revenu Canada combinées à celles de l'Enquête unifiée sur les entreprises permettraient de mesurer les bénéfices des sociétés de façon beaucoup plus exhaustive. Les données trimestrielles seront aussi améliorées une fois que les modifications découlant du remaniement du Registre des entreprises seront apportées à l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières et que celle-ci sera conforme à la Classification des industries de l'Amérique du Nord. Statistique Canada s'attend à produire des données provinciales fiables pour l'année civile 1998 au moyen de l'IGRF vers la fin de 1999.

Le délégué de l'Alberta demande si les entreprises sans salariés ont été ajoutées au Registre des entreprises. M. Smith explique que cela se fera en trois étapes et que d'ici l'automne 1998, le Registre des entreprises comprendra en tout et partout 2,1 millions d'entreprises.

## 9. Rapport sur le programme de la statistique du commerce et des entreprises

### a) Ententes de partage des données

M. Ryan rappelle qu'il a été question, à la réunion du 27 janvier d'un sous-groupe du Comité fédéral-provincial de la statistique des entreprises, du besoin d'apporter des changements aux ententes de partage des données en raison de la mise en œuvre du PASEP. Des ententes de partage des données ont été préparées pour chacun des bureaux de la statistique des provinces et des territoires et ont été distribuées pour examen. Ces accords de portée générale sont basés sur celui signé avec la Colombie-Britannique. Ils attribuent au statisticien en chef et aux directeurs des bureaux de la statistique des provinces et des territoires le pouvoir de modifier la liste des enquêtes dans les annexes sans devoir obtenir de décrets additionnels ni l'approbation des ministres ou sous-ministres. On demande aux coordonnateurs statistiques d'étudier leurs accords respectifs et de faire part de leurs commentaires d'ici la fin de mai.

### b) Profils des petites entreprises

M. Ryan fait remarquer qu'Industrie Canada financera le programme des Profils des petites entreprises, tandis que les provinces sont invitées à partager le coût de la série de la Dynamique de l'emploi. À la fin de mai, les membres d'un groupe formé de

participants d'Industrie Canada et de Statistique Canada ainsi que de parrains provinciaux se rencontreront pour préciser l'orientation du programme et en définir le marché. Les coordonnateurs statistiques sont invités à participer à cette rencontre.

### c) Remaniement de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM)

M. Ryan signale qu'on en est à remanier l'EMIM de fond en comble, un processus qui devrait s'achever d'ici l'automne. Ce remaniement va générer de nouveaux outils d'analyse des données sur les livraisons, les commandes et les stocks, ce qui va permettre de procéder à une identification multidimensionnelle des sources des variations mensuelles.

### d) Données sur le commerce international

Le délégué de l'Ontario demande si Statistique Canada pourrait inclure des séries chronologiques mensuelles, des données désaisonnalisées et des révisions chronologiques dans les diffusions de données sur le commerce international. Par le passé, pour obtenir cette information manquante, le délégué en question a dû acheter des totalisations spéciales coûteuses. M. Ryan déclare qu'il discutera de cette question avec la division spécialisée concernée.

## 10. L'an 2000

Mme Barbara Slater présente un rapport d'étape sur les activités découlant du plan de préparation à l'an 2000 de l'organisme. Elle souligne que les coordonnateurs statistiques peuvent jouer un rôle important dans la sensibilisation et la préparation de leurs administrations provinciales et territoriales respectives. On encourage les coordonnateurs statistiques à rappeler à leurs gouvernements respectifs l'importance de fournir des données administratives à Statistique Canada, et ce, sans interruption engendrée par le problème de l'an 2000 afin d'éviter d'affecter des programmes tels que celui du calcul des paiements de transfert.

## 11. Nominations au Comité du programme

M. Ron McMahon est nommé président de l'édition 1999 du Comité du programme. M. Pilkey et M. Savard seront les autres coordonnateurs statistiques. M. Desjardins demeure membre d'office. Les nominations sont acceptées.

## 12. Autres questions

Rien d'autre à signaler.

La séance est levée.

# ANNEXE 1

# LISTE DES DÉLÉGUÉS ET PARTICIPANTS

## DÉLÉGUÉS

| | | |
|---|---|---|
| Président | Ivan Fellegi | Statisticien en chef du Canada<br>Statistique Canada |
| Secrétaire | Denis Desjardins | Directeur général<br>Direction du marketing et des services d'information<br>Statistique Canada |
| Terre-Neuve | Alton Hollett | Directeur<br>Bureau de la statistique de Terre-Neuve<br>Conseil exécutif |
| Île-du-Prince-Édouard | John Palmer | Directeur<br>Division de l'économie, de la statistique et des relations fédérales en matière budgétaire<br>Ministère du Trésor |
| Nouvelle-Écosse | Dennis Pilkey | Directeur par intérim<br>Direction des statistiques<br>Ministère des Finances |
| Nouveau-Brunswick | George Richardson | Directeur<br>Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick<br>Ministère des Finances |
| Québec | Claude Dionne<br>(pour Guy Savard) | Directeur<br>Statistiques socio-démographiques<br>Bureau de la statistique du Québec<br>Ministère des Finances |
| Ontario | Emmet Weatherhead | Directeur<br>Unité statistique<br>Bureau des politiques économiques<br>Ministère des Finances |
| Manitoba | Wilf Falk | Statisticien en chef<br>Bureau de la statistique du Manitoba |
| Saskatchewan | Ron McMahon | Directeur<br>Bureau de la statistique de la Saskatchewan |

| | | |
|---|---|---|
| Alberta | Bill Hyshka | Directeur<br>Alberta Treasury<br>Statistics |
| Colombie-Britannique | Don McRae | Directeur<br>B.C. STATS<br>Ministère des Finances et des Relations avec les entreprises |
| Territoires du Nord-Ouest | David Stewart | Statisticien territorial<br>Bureau de la statistique des Territoires du Nord-Ouest |
| Yukon | Gerry Ewert | Directeur<br>Bureau de la statistique du Yukon<br>Ministère du Conseil exécutif |

**PARTICIPANTS**

| | | |
|---|---|---|
| Statistique Canada | Bruce Petrie | Statisticien en chef adjoint<br>Secteur de la statistique sociale, des institutions et du travail |
| Statistique Canada | Ray Ryan | Statisticien en chef adjoint<br>Secteur de la statistique du commerce et des entreprises |
| Statistique Canada | Stewart Wells | Statisticien en chef adjoint<br>Secteur des études analytiques et des comptes nationaux |
| Statistique Canada | Barbara Slater | Directeur général<br>Direction de l'informatique |
| Statistique Canada | Philip Smith | Directeur général<br>Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP) |
| Statistique Canada | Wayne Smith | Directeur<br>Division des communications |
| Statistique Canada | Lyne Bélanger | Chef<br>Secrétariat aux relations fédérales-provinciales<br>Division des communications |

**ANNEXE 2**

**ORDRE DU JOUR**

## CONSEIL CONSULTATIF FÉDÉRAL-PROVINCIAL DE LA POLITIQUE STATISTIQUE

Les 5 et 6 mai 1998
Centre de conférences Simon-A.-Goldberg, Ottawa (Ontario)

## ORDRE DU JOUR

LE MARDI 5 MAI 1998

| | |
|---|---|
| 9 h | **Mot d'ouverture**<br>— Ivan P. Fellegi<br>• Adoption de l'ordre du jour<br>• Approbation du procès-verbal de la réunion de 1997 |
| 9 h 15 | **Rapport de Statistique Canada : Lacunes statistiques II**<br>— Ivan P. Fellegi |
| 10 h | **Rapports des provinces et des territoires**<br>— Coordonnateurs provinciaux et territoriaux |
| 10 h 30 | Pause |
| 10 h 45 | **Rapports des provinces et des territoires (suite)**<br>— Coordonnateurs provinciaux et territoriaux |
| 11 h 45 | **Rapport du Comité du programme**<br>— Emmet Weatherhead |
| 12 h 15 | Repas |
| 13 h 30 | **Programme des études analytiques et comptes nationaux**<br>— Stewart Wells<br>• Mise à jour du programme |
| 14 h 30 | **Programme de la statistique sociale, des institutions et du travail**<br>— Bruce Petrie<br>• Mise à jour du programme |
| 15 h 30 | Pause |
| 15 h 45 | **Accès aux données de Statistique Canada**<br>— Dennis Pilkey<br>• Proposition d'établissement d'un groupe de travail |

16 h **PASEP : Mise à jour**
— Philip Smith

17 h **Réception**

LE MERCREDI 6 MAI 1998

9 h **Programme de la statistique du commerce et des entreprises**
— Ray Ryan
- Mise à jour du programme

10 h 15 Pause

10 h 30 **Année 2000**
— Barbara Slater
- Présentation sur le projet de l'an 2000 de Statistique Canada

11 h 00 **Nomination des membres du Comité du programme**

11 h 15 **Autres questions**

**Clôture de la réunion**

## ANNEXE 3

## RAPPORTS DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES

# ALBERTA

## Aperçu

Au cours de l'exercice de 1997-1998, le groupe Statistique du Trésor de l'Alberta a fourni, moyennant le recouvrement des coûts, des services statistiques personnalisés à des clients des secteurs public et privé. Les activités de base mises en œuvre pour le compte du gouvernement de l'Alberta ont légèrement augmenté pour satisfaire à la demande d'un meilleur moyen d'avoir accès à des données standard. Ces activités consistaient principalement à fournir des services personnalisés d'analyse et d'élaboration de données. À titre d'appareil statistique central au sein du gouvernement de l'Alberta, nous avons fourni aux ministères des conseils et un soutien technique pour garantir une approche normalisée de l'analyse des statistiques.

## Administration et budget

Pendant l'exercice de 1997-1998, le groupe Statistique a maintenu un effectif de base de sept employés, auquel s'est ajouté du personnel contractuel pour des projets spéciaux. Nos dépenses budgétaires sont demeurées stables, et nous avons réalisé des recettes d'environ 125 000 $ de travaux effectués moyennant le recouvrement des coûts.

## Services de base

Les services de base que nous offrons sont demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent :

- Comptes économiques de l'Alberta
- Projections et estimations démographiques
- Système d'information statistique de l'Alberta (ASIST)
- Coordination interprovinciale et intraprovinciale des statistiques
- Opérations d'enquêtes personnalisées
- Gestion de bases de données statistiques
- Services d'information géographique
- Formation relative aux recensements municipaux

## Projets et programmes

Les services que nous avons fournis visaient l'élaboration et le maintien de renseignements statistiques normalisés pour le Trésor de l'Alberta et des clients du gouvernement de l'Alberta et la réduction des chevauchements et des doubles emplois inutiles.

### *Système d'extraction des données du gouvernement provincial*

ASIST (Système d'information statistique de l'Alberta) est une base de données en direct centralisée, utilisée par les ministères du gouvernement de l'Alberta pour consulter et

mettre en commun une gamme très variée de renseignements socioéconomiques. ASIST est mis à la disposition des utilisateurs moyennant la tarification à l'utilisation, pour répondre, à un coût raisonnable, aux demandes de données des clients internes et externes.

*Publications*

Pendant le dernier exercice, le groupe Statistique a produit et distribué davantage de produits sous forme imprimée pour répondre aux demandes des utilisateurs. Toutefois, nous tentons de produire une plus grande partie de notre information sous forme électronique, afin de réaliser des économies au chapitre de la diffusion de renseignements statistiques. En 1997-1998, nous avons produit les publications suivantes :

- *Alberta Economic Multipliers*
- *Alberta Municipal Census Enumerators Manual*
- *Alberta Export Services Survey*
- *Alberta Economic Accounts*
- *Alberta Population Estimates and Projections*
- *Alberta Facts* (en voie d'élaboration)
- *Alberta Statistical Review* (en voie d'élaboration)

Pour simplifier ses opérations et réaliser des économies, le groupe Statistique a commencé à confier à contrat, à un autre vendeur, la conception, l'impression et la distribution de ses publications. Outre ces tâches, le vendeur fournit des services de marketing, de promotion et d'abonnement.

*Gestion des bases de données statistiques*

Le groupe Statistique a géré plusieurs bases de données pour appuyer divers projets permanents du Ministère et d'autres projets personnalisés confiés à contrat, dont les suivants :

- Système d'inscription au régime d'assurance-maladie de l'Alberta
- Registre des entreprises de l'Alberta
- Système de statistiques sur l'assurance-emploi
- Système de statistiques sur l'état civil de l'Alberta

*Opérations des enquêtes*

Le groupe Statistique a offert des services d'enquêtes spécialisées, y compris des services généraux de consultation, de conception d'enquêtes, de sélection d'échantillons, de mise en œuvre, de gestion de projets et d'analyses personnalisées, ainsi que des solutions clés en mains en matière d'initiatives de collecte de données. Une importante enquête de nature commerciale, soit l'enquête sur les services d'exportation de l'Alberta, a été réalisée pendant l'exercice de 1997-1998.

*Programme démographique*

Des estimations et projections démographiques personnalisées font maintenant partie des services de base que nous fournissons à l'interne. Des statistiques démographiques centralisées fournissent aux ministères les données uniformes dont ils ont besoin pour planifier des programmes et politiques qui sont compatibles avec ceux des autres ministères. Des projections et estimations peuvent être obtenues pour divers secteurs géographiques standard ou pour ceux spécifiés par l'utilisateur. Actuellement, les données standard produites se rapportent aux provinces et aux divisions de recensement.

***Élaboration et analyse de données***

- Multiplicateurs économiques

Nous fournissons des données personnalisées sur des groupes d'industries pour répondre aux exigences précises des clients, et ce en nous fondant sur les multiplicateurs économiques de l'Alberta à usage public et sur les ratios intensité-offre que nous avons élaborés.

- Modèle de l'impact économique

Le modèle de l'impact économique de l'Alberta, qu'administre le groupe Statistique, fournit aux utilisateurs des secteurs public et privé un moyen de mesurer, à l'aide d'intrants et d'algorithmes normalisés, l'impact des changements qui surviennent dans l'économie albertaine.

- Services d'information géographique

Le groupe Statistique fournit à des clients, moyennant le recouvrement des coûts, des services personnalisés de numérisation des limites et des services de données repères géographiques (en se servant du système SMARTS). Pour aider les utilisateurs à effectuer des analyses et des recherches à l'interne, le groupe Statistique offre à des clients, sur abonnement, un produit permettant d'interpréter les renseignements du système d'information géographique.

- Base de données sur le commerce international

Le groupe Statistique a continué à traiter des données personnalisées sur le commerce international acquises auprès de Statistique Canada, et à les distribuer à des ministères du gouvernement provincial. Les rapports fournissent aux utilisateurs des données et des analyses personnalisées sur les importations et les exportations, qui sont générées une fois par mois ou tous les trimestres.

- Coordonnateur statistique de l'Alberta

Outre le rôle de consultation qu'il joue en tant que coordonnateur statistique chargé de la liaison avec Statistique Canada, le groupe Statistique coordonne l'achat et l'acquisition de données en vue de réduire les chevauchements et les doubles emplois entre les ministères.

**Remerciements**

Le groupe Statistique aimerait remercier les nombreuses divisions de Statistique Canada qui lui ont fourni une aide au cours du dernier exercice.

# COLOMBIE-BRITANNIQUE

## Aperçu

Je vous avais fait part l'an dernier que l'exercice 1997-1998 allait certainement être difficile pour BC STATS (l'organisme statistique de la Colombie-Britannique). Notre budget était réduit de 35 % à la suite de compressions imposées à l'échelle gouvernementale restreignant ainsi les activités en matière de politique et de recherche. L'organisme semble-t-il, allait subir le même sort qu'avaient connu certains de mes collègues ici présents. Le plan de mise en œuvre que nous avions conçu comportait trois volets : environ un tiers des compressions seraient réalisées au moyen de réductions du personnel, un tiers par la diminution des dépenses non salariales, et le dernier tiers par l'augmentation des recettes provenant du recouvrement des coûts, des produits et des services fournis principalement au gouvernement.

Cette année s'étant écoulée, je suis ravis de vous annoncer que nous avons atteint nos objectifs budgétaires, d'une manière différente toutefois que celle que nous avions prévue. Au lieu de réduire nos activités en 1997-1998, nous les avons accrues, passant de 26,5 années-personnes (AP) en 1996-1997 à 28,7 AP en 1997-1998. Malgré la réduction nette de 35 % de notre financement de base, nos dépenses brutes ont diminué de seulement 2 %. Nous avons obtenu ces résultats grâce à une augmentation spectaculaire des activités de recouvrement des coûts. Au cours de l'année, nos recouvrements ont plus que doublé; ils représentent maintenant 42 % des dépenses d'exploitation brutes comparativement à 20 % à peine en 1996-1997.

Le succès de nos activités de recouvrement des coûts est attribuable à un client en particulier, soit d'une société d'État ayant un budget important et pour qui nous avons recueilli et analysé des données. Par ailleurs, nous avons trouvé de nouvelles sources de recettes au cours de l'exercice, quoique moins importantes, dans plusieurs autres secteurs.

Une autre initiative importante qui a pris de l'ampleur au sein de l'organisme au cours des dernières années, et particulièrement l'an dernier, a été la diffusion et la commercialisation de nos services statistiques au sein du gouvernement. Un élément clé de cette initiative consistait à fournir en temps opportun des analyses pertinentes des événements statistiques tout en étant faciles à comprendre par les médias et les hauts fonctionnaires. Nous avons accordé une attention particulière aux médias et aux hauts fonctionnaires parce que nous avons constaté que la façon la plus efficace de mieux faire connaître l'organisme est d'être considéré comme une source d'information par les médias. Étant donné que ces derniers représentent également une source d'information importante pour les hauts fonctionnaires, nous répondions aussi à notre objectif de garantir que ce groupe sera tenu au courant des données statistiques d'intérêt capital. Cette « ouverture » aux médias constituait une approche risquée étant donné le contrôle quasi exclusif des services des communications des ministères sur la diffusion des renseignements concernant le gouvernement. Toutefois, étant donné les circonstances, nous avions peu à perdre.

Dans la plupart des cas, nos efforts ont porté fruit. Nous avons été en mesure de recueillir les fonds nécessaires ainsi que de mieux faire connaître BC STATS. Ces efforts ont d'ailleurs été reconnus pendant le processus de planification budgétaire pour l'exercice financier en cours. Étant donné la situation actuelle de l'économie provinciale, une autre année de compressions s'impose. Ainsi, le Conseil du Trésor a donné des directives précises en matière de compressions budgétaires à bon nombre des ministères au sein du gouvernement, mais il a rejeté les compressions de programme proposées par BC STATS. Par conséquent, notre budget initial de 1998-1999 a été établi à 100 % de notre niveau de référence budgétaire de 1997-1998. Toutefois, on s'attend à ce qu'une autre série de compressions budgétaires soit imposée étant donné que l'économie provinciale continue de se détériorer et les recettes baissent constamment.

Mis à part nos réalisations de l'an dernier et le bref sursis accordé pour l'exercice prochain, nous avons peu de raisons de nous réjouir. Notre niveau actuel de recouvrement des coûts est tellement élevé qu'il sera impossible de le maintenir à long terme étant donné les mesures administratives que prend le gouvernement actuellement. La nécessité d'avoir recours à des sources extérieures de financement des activités de nature statistique a donné lieu à des inquiétudes au sujet de ses répercussions sur les services de base et de la capacité de l'organisme de s'acquitter de son mandat qui consiste à fournir au gouvernement les renseignements statistiques dont il a besoin. Selon le modèle actuel de recouvrement des coûts, l'orientation future de BC STATS dépendra dans une large mesure du montant du recouvrement supplémentaire nécessaire. Cela influera à son tour sur l'organisme qui devra désormais répondre aux besoins particuliers des clients gouvernementaux qui sont capables de payer pour ces services et disposés à le faire plutôt que de satisfaire les besoins généraux du gouvernement.

**Activités 1997-1998**

***Projet d'élaboration des données relatives à l'aide au revenu et à l'assurance-emploi***

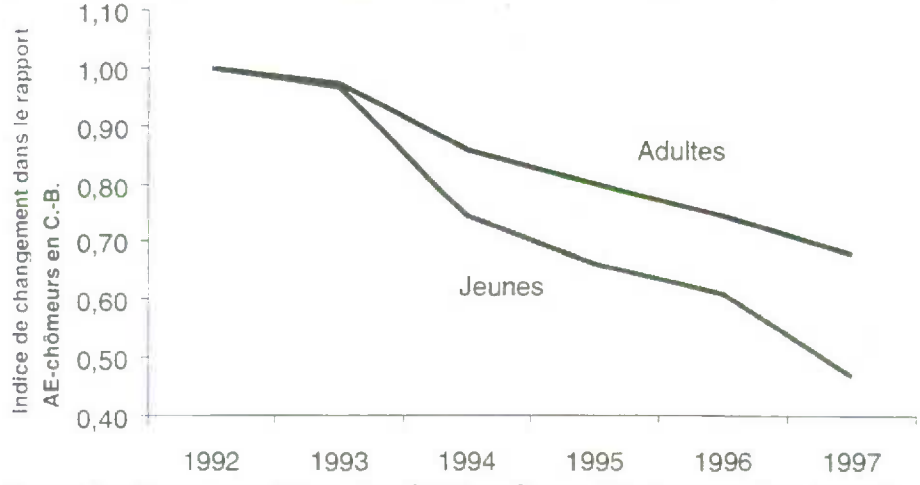
Une fonction essentielle du programme de la statistique sociale et du travail de BC STATS consiste à produire des données sur les bénéficiaires de l'aide au revenu et de l'assurance-emploi à divers niveaux géographiques de la province. Le rôle de plus en plus important que joue la province dans l'élaboration des politiques sur le marché du travail a donné lieu à une augmentation du nombre de demandes de renseignements à ce sujet.

Cette année, nous avons élargi le programme pour y inclure le nombre d'enfants bénéficiant de l'aide au revenu selon les groupes d'âge scolaire soit les enfants d'âge préscolaire et des enseignements primaire et secondaire. Ces renseignements ont ensuite été analysés selon le genre de famille de l'enfant, soit monoparentale ou biparentale. Ces données sont réunies par arrondissement scolaire selon une conversion du code postal et sont ensuite converties en pourcentage selon le groupe d'âge de la population correspondant dans la région.

Ces renseignements sont utiles au gouvernement provincial et aux conseils scolaires locaux au moment de déterminer les programmes spéciaux que les démunis sur le plan économique ont besoin, tels que les programmes de restauration scolaire. Dans les arrondissements scolaires de la province, le pourcentage d'élèves d'enseignement primaire dont les familles sont bénéficiaires d'aide au revenu s'échelonne de 1,3 % à Vancouver Ouest à 20,6 % au lac Cowichan, petite collectivité au nord de Victoria.

En outre, BC STATS surveille les répercussions que les modifications administratives et législatives exercent sur le programme d'assurance-emploi (AE). En C.-B., comme dans le reste du Canada, il y a eu d'importantes réductions du nombre de personnes admissibles aux prestations. Toutefois, l'effet de ces réductions n'a pas été ressenti également par les différents groupes démographiques. En règle générale, les jeunes ont été le plus touchés par ces changements.

**Le nombre de personnes admissibles aux prestations d'AE a diminué pour tous les groupes d'âge, mais particulièrement pour les jeunes**




*Sources :* Enquête sur la population active - Statistique Canada, Développement des ressources humaines Canada

Par ailleurs, la garantie donnée par Développement des ressources humaines Canada (DRHC) selon laquelle la fusion en 1997 de la *Loi sur l'assurance-chômage* et de la *Loi sur la formation* pour créer la *Loi sur l'assurance-emploi* n'aurait aucune répercussion sur le nombre total de bénéficiaires n'a pas été corroborée en Colombie-Britannique. Le rapport provincial bénéficiaires de l'AE-chômeurs a accusé une baisse de 7 points en 1997 par rapport à 1996.

### *Projet de suivi du Programme d'équité en matière d'emploi*

Depuis janvier 1994, BC STATS assure le suivi des mesures prises par le gouvernement provincial pour réaliser l'équité en matière d'emploi. Tous les six mois, les nouveaux fonctionnaires de la C.-B. remplissent un questionnaire qui sert à déterminer s'ils font partie des groupes désignés. L'information recueillie, ainsi que les renseignements obtenus à partir des dossiers de paie du gouvernement, servent à la production de rapports

sur le profil du lieu de travail de chaque ministère et organisme. Ces derniers font état des taux de représentation, d'embauche, de cessation d'emploi, d'avancement et de mutation entre les ministères pour tous les employés membres des groupes désignés.

D'après les données recueillies au cours des deux premières années et demie du programme, la fonction publique de la C.-B. a réalisé très peu de progrès sur le plan de la représentation équitable des groupes désignés. Cette situation s'explique par les récentes réductions des effectifs imposées par le gouvernement provincial ainsi que les gels du recrutement externe.

Toutefois, le vice-premier ministre a « rappelé » l'an dernier aux sous-ministres leur responsabilité de veiller à ce que la fonction publique soit à l'image de la diversité culturelle de la société qu'elle sert, malgré le maintien des restrictions en matière de recrutement. Depuis, le taux de représentation des membres des minorités visibles qui a été virtuellement inchangé au cours des deux premières années et demie du programme, est passé de 5,6 % à 5,9 %. De même, le taux de représentation des femmes dans des postes de cadre de niveau supérieur est passé de 22,5 % à 25,1 % en seulement 12 mois.

***Indicateurs de la pauvreté des aînés au niveau infraprovincial***

Au cours des dernières années, l'intérêt pour les données sur la situation économique des aînés au sein de la collectivité s'est accru. Il va sans dire que les questions en matière de politique touchant les aînés prendront de plus en plus d'importance avec le vieillissement de la population et il est fort probable que la capacité de verser les sommes dues constituera un élément critique de toute décision en matière de politique. Les politiques relatives au logement des aînés à l'échelle de l'administration locale est un excellent exemple.

À l'aide des dossiers administratifs sur la Sécurité de la vieillesse (SV) de DRHC, BC STATS produit des statistiques sur le pourcentage d'aînés bénéficiaires du Supplément de revenu garanti (SRG) par division de recensement. Les groupements infraprovinciaux sont établis en fonction des codes postaux des bénéficiaires de SV/SRG. Jusqu'à maintenant, nous avons compilé les données de 1992 à 1997. Ces données s'ajoutent utilement aux indicateurs de la pauvreté que nous avons élaborés en fonction des taux d'aide au revenu pour les autres groupes d'âge de la population.

Le taux du SRG des aînés de la C.-B. est passé de 34 % en 1992 à 32 % aujourd'hui. Selon les données, une des raisons de cette baisse semble évidente : la situation financière des aînés plus jeunes, hommes et femmes est meilleure que celle des aînés âgés de plus de 80 ans. Au fur et à mesure que les personnes dont la situation financière est moins bonne meurent et qu'elles sont remplacées par des aînés dont la situation financière est meilleure, le taux de difficultés exceptionnelles chute. L'écart entre les aînés ayant besoin du supplément de revenu a atteint presque 20 points entre le groupe des personnes âgées de 65 à 69 ans et celui des personnes âgées de plus de 80 ans (24,8 % et 44,4 % respectivement).

Les différences des taux entre les divisions de recensement au sein de la province sont également importantes. Dans bon nombre de régions, plus de 40 % des aînés ont besoin d'un supplément de revenu ; comparativement à seulement 21 % dans la région de Victoria.

*Modèle de projections d'emplois dans les petites régions*

Je vous ai informés l'an dernier que nous avions entrepris un projet conjoint avec le bureau régional de DRHC en C.-B. et notre ministère de l'Éducation, des Habiletés et de la Formation en vue d'élaborer un modèle de projections d'emplois infraprovinciaux selon les secteurs d'activité et les professions. Au cours des dernières années, la pénurie de données infraprovinciales sur les futurs niveaux d'emploi selon les secteurs d'activité a produit un « vide statistique » pour ce qui est de notre examen des répercussions régionales des variations sur le marché du travail se produisant à l'échelle provinciale. Par ailleurs, il fallait mesurer les dynamiques régionales de l'emploi des projets de construction importants et de la fermeture d'usines ainsi que les répercussions de ces événements sur les autres secteurs d'activité dans la région.

Le modèle a été mis au point. Les résultats d'une première simulation des futures tendances de l'emploi à l'échelle régionale selon les secteurs d'activité et les professions ont été publiés. Les constatations ont suscité l'intérêt d'un bon nombre de planificateurs régionaux du gouvernement. D'après la simulation pour l'année 2005, en C.-B., la plus importante croissance des emplois se situerait dans les secteurs des services et de la fabrication de produits non forestiers ; en outre, toujours d'après la simulation, il y aura des pertes d'emploi dans les entreprises d'exploitation et dans le secteur de la fabrication de produits forestiers. Par conséquent, les régions de la province fortement tributaires des richesses naturelles prévoient une baisse de l'emploi ainsi que de la croissance de la population contrairement aux régions telles que la région métropolitaine de Vancouver où les secteurs des services et de la fabrication de produits non forestiers dominent davantage.

Au cours des six prochains mois, nous mettrons à jour les coefficients du modèle existant avec les données du Recensement de 1996 relatives à la population active régionale par secteur d'activité et revenu.

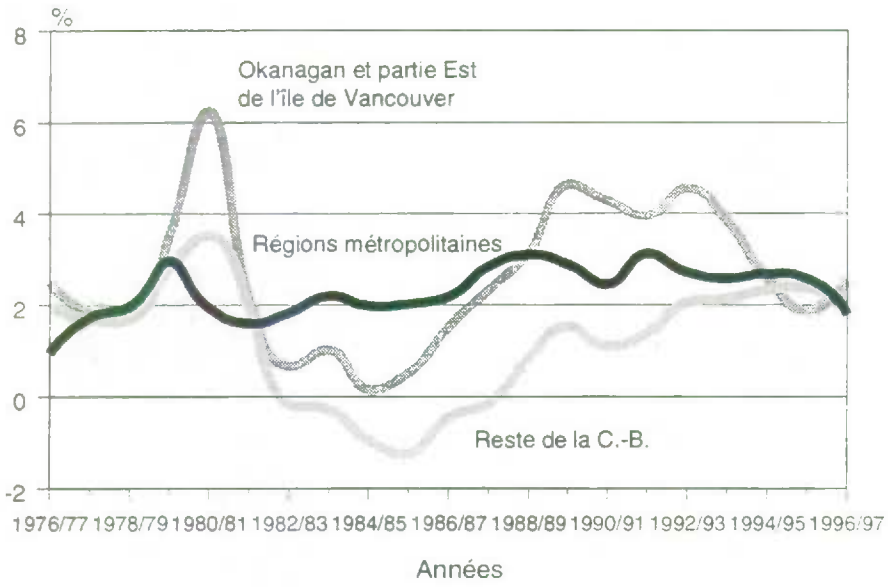
*Estimations et projections démographiques régionales*

Le programme des estimations et des projections démographiques des petites régions représente une fonction essentielle de BC STATS. Au cours de l'année écoulée, nous avons préparé les estimations démographiques 1997 pour les municipalités, les arrondissements scolaires, les districts régionaux, les circonscriptions sanitaires et les détachements de la GRC de la C.-B. Ces estimations ont servi aux fins de diverses formules de financement par habitant d'administrations provinciales et locales et comme indicateurs de l'expansion économique régionale. Les estimations tenaient compte des données du Recensement de 1996, d'abord corrigées en fonction du sous-dénombrement

censitaire, et tenaient également compte d'une restructuration importante des circonscriptions sanitaires.

Selon les estimations de 1997, la croissance démographique au sein de la province continue de se répartir de façon relativement égale. Les régions qui dernièrement avaient connu une vigoureuse croissance, telles que les Terres Basses, l'Okanagan et la partie Est de l'île de Vancouver, ont affiché une baisse de leur taux de croissance, tandis que d'autres régions, dont les régions rurales de la province, ont affiché une hausse.

**Évolution démographique de la C.-B. par sous-**




*Source* : BC STATS

Nos projections régionales démographiques et sur les ménages ont suscité un intérêt croissant qui s'explique en partie par un nouveau texte législatif intitulé la *Growth Strategies Act*. Cette loi sur les stratégies de croissance préconise une meilleure coordination des activités de planification liées à la croissance démographique à l'échelle régionale. Nous travaillons de concert avec les districts régionaux des Terres Basses pour garantir que la planification relative aux groupes d'habitation, au développement du transport et aux autres projets d'infrastructure soit conforme aux données démographiques prévues pour leur région. Nous prévoyons offrir ces services de consultation à d'autres régions de la province au fur et à mesure que des activités de planification locales relatives à l'évolution démographique seront entreprises.

***Analyse de l'immigration et de l'émigration***

Notre programme de diffusion trimestrielle de données sur l'émigration et l'immigration est toujours aussi populaire. Ce fait s'explique en partie par les articles spécialisés accompagnant les données. Voici certains des articles qui ont récemment suscité un vif intérêt :

- les perspectives d'immigration de Hong Kong à la C.-B. après le transfert de 1997 ;
- les modifications proposées au programme de l'immigrant-investisseur ;
- l'immigration en C.-B. de ressortissants des pays membres de l'APEC ;
- une comparaison des caractéristiques de l'immigration à Vancouver, Toronto et Montréal ;
- un aperçu des prévisions interprovinciales et internationales sur l'émigration de la C.-B. en 1998 ;
- un examen de l'incidence de l'immigration en C.-B. sur la demande de logement.

*Statistiques sur la haute technologie*

Le financement de la publication annuelle *British Columbia High Technology Sector* est presque entièrement assuré. Cette publication est parrainée par l'Agence de l'Information, des Sciences et de la Technologie du ministère de l'Éducation supérieure, de la Formation et de la Technologie. Le programme vise à maintenir une définition stable du secteur de la haute technologie en C.-B. et à établir une série chronologique de mesures de la production de cet important secteur de l'économie. Les variables examinées comprennent le PIB (en dollars courants et constants), le revenu, l'emploi, les salaires, le nombre d'établissements, les exportations et les importations. La troisième édition, portant sur les données des années 1988 à 1996, vient d'être publiée.

**Croissance du PIB en dollars**

*Source* : BC STATS

En 1996, la croissance du PIB dans le secteur de la haute technologie de la C.-B. a été, encore une fois, supérieure à celle de l'économie dans son ensemble — 6 % comparativement à 2 %. Cela a été le cas de la plupart des années examinées. Toutefois, les produits de haute technologie ne constituent toujours qu'une petite partie du PIB global de la province, soit 2,3 %.

On procède actuellement à une étude spéciale en utilisant la base de données du Language for the Expression of Associate Procedures (LEAP) pour examiner les données démographiques sur les entreprises de haute technologie. Une cohorte d'entreprises de

haute technologie nouvellement créées fait l'objet de suivi au fil des ans pour examiner celles qui ont survécu, par taille et secteur d'activité. Une autre initiative consistera à examiner les professions et les salaires dans le secteur de la haute technologie. On s'attend à ce que cet examen révèle que les activités de haute technologie comprennent une part importante d'activités de technologie sommaire.

***Programme d'élaboration de données sur la régénération forestière***

Forest Renewal British Columbia (FRBC) est une société d'État provinciale créée dans le but de financer la formation et le placement des travailleurs forestiers déplacés et d'améliorer l'expansion économique de la sylviculture et des groupements forestiers. L'an dernier, BC STATS a conclu un accord de partenariat avec la société FRBC visant à faire enquête sur les promoteurs des différents projets financés par la société en vue d'évaluer les dépenses, les extrants matériels et la création d'emploi. Cette enquête a constitué la plus importante activité de recouvrement des coûts qu'a entreprise l'organisme. Actuellement, le projet compte sur les services d'environ 6 membres du personnel, équipe qui devrait passer à 10 employés au cours de l'année.

Notre estimation du nombre d'emplois créés à la suite des dépenses engagées par la FRBC en 1996-1997 s'établissait à 4 970 AP. Le coût par AP variait considérablement entre les quelque 55 programmes faisant partie des activités de la FRBC. La production de ces données constitue une composante essentielle du Jobs and Timber Accord, stratégie gouvernementale visant à créer près de 38 000 nouveaux emplois directs et indirects dans le secteur forestier de la C.-B. d'ici 2001.

Malheureusement, notre participation à ce projet se terminera probablement cette année. Dans le cadre d'une réorganisation de la société d'État visant à accroître sa présence régionale, la Forest Renewal BC s'en remettra davantage à son propre personnel régional pour la collecte des données, malgré les risques que cela comporte sur le plan de l'efficacité et de la crédibilité.

***Statistiques sur les petites entreprises, le tourisme et la culture***

Par suite des compressions budgétaires imposées l'an dernier, nous avons assisté à la disparition quasi totale des activités statistiques au sein de notre ministère des Petites Entreprises, du Tourisme et de la Culture. Toutefois, les activités ont repris au cours des derniers mois et, par conséquent, nous prévoyons obtenir de nouveau l'appui voulu pour le Small Business Data Consortium, ainsi que le financement pour notre publication *Small Business Quarterly*. En outre, notre document *Small Business Growth and Employment in British Columbia* fera partie d'une série de documents produits en collaboration avec Diversification de l'économie de l'Ouest canadien. Le prochain rapport intitulé *A Profile of Small- and Medium-sized Exporters in British Columbia, 1990 to 1995* devrait être publié cette année.

En outre, nous produisons un recueil mensuel de données statistiques sur les petites entreprises, le tourisme, la culture et les sports. Ce rapport mensuel de 120 pages qui

comprend des données, des graphiques et des analyses est produit exclusivement pour le ministre et le sous-ministre de notre ministère des Petites Entreprises, du Tourisme et de la Culture. Il constitue une importante source de renseignements.

*Comptes économiques trimestriels actuels*

L'an dernier, BC STATS a établi une série préliminaire d'estimations actuelles de la croissance économique trimestrielle pour la province. Auparavant, les estimations trimestrielles du PIB étaient produites seulement une fois par année après la publication des données provinciales du PIB annuel par Statistique Canada. Les estimations trimestrielles actuelles ont été établies au moyen de la même méthode que celle élaborée pour produire les données trimestrielles de notre publication *British Columbia Economic Accounts*. Malgré la qualité des estimations, nous avons décidé de remettre le programme à une date ultérieure. Il faudra apporter des modifications à nos systèmes en raison des révisions, des refontes et des changements de méthode apportés aux comptes économiques provinciaux annuels et nationaux. De nouvelles estimations trimestrielles seront probablement produites d'ici la fin de l'année civile. Malgré les difficultés éprouvées avec les estimations actuelles, le programme des comptes économiques de BC STATS a reçu un appui important de la part du Conseil du Trésor dans la préparation du dernier budget. Ainsi, ce programme demeure l'un des plus importants du Bureau.

*Services de diffusion des données*

Au cours de la dernière année, nous avons continué d'offrir tous nos principaux produits statistiques. Nous avons dû recruter d'autres travailleurs temporaires au cours de l'année, mesure qui était plus que justifiée étant donné la nécessité de traiter et de diffuser les données du recensement. Voici un résumé des activités que les différentes sections ont accomplies :

- Notre *Infoline*, distribué par télécopieur, est toujours aussi populaire et a donné lieu à une série d'articles portant sur les analyses préparées par le BC STATS ainsi qu'à des citations tirées de celles-ci. Cela nous donne une autre occasion de nous faire connaître par le gouvernement et le public.

- La plupart de nos communiqués statistiques courants, mensuels et trimestriels, ainsi qu'*Infoline* sont envoyés aux principaux représentants gouvernementaux (sous-ministres, responsables de sociétés d'État et leur directeur des communications) un jour à l'avance pour leur donner le temps d'élaborer une stratégie de communication, le cas échéant, avant la diffusion générale du communiqué.

- La première année, je vous avais fait part que le site Internet de BC STATS attirait environ 400 utilisateurs par semaine, qui accédaient à environ 8 000 pages en moyenne. L'an dernier, nous avons obtenu un total de 1 400 utilisateurs par semaine, accédant à 25 000 pages. Nous continuons de dépasser nos propres attentes, nous avons maintenant en moyenne 2 700 utilisateurs par semaine, accédant à environ 50 000 pages. Les clients appuient vivement cette initiative. La plupart des sections du

site donnent accès gratuitement, 24 heures sur 24, à un large éventail d'articles et de données. Une section réservée aux abonnés donne accès à nos communiqués périodiques, mensuels et trimestriels non gratuits. Seuls les utilisateurs du gouvernement provincial peuvent accéder sans frais à cette section. La diffusion de renseignements par le truchement du site Web permet de réaliser d'importantes économies au titre des frais de distribution et nous nous sommes engagés à ce que nos clients puissent en profiter.

- Nous apportons constamment des modifications à notre site Internet pour en améliorer la présentation, la consultation et le contenu. Nous procédons actuellement à une restructuration complète qui permettra aux clients d'accéder plus facilement aux renseignements qu'ils cherchent.

- Nous n'avons pas atteint nos objectifs de vente de la version imprimée et électronique du *BC Manufacturer's Directory*. Nous nous attaquerons à ce problème en examinant les questions de coût et de demande et j'espère pouvoir vous faire part de notre succès sur l'une ou l'autre de ces questions la prochaine fois que nous nous rencontrerons. Nous envisageons maintenant d'établir des partenariats pour financer certains de nos coûts de production et d'impression. Nous prévoyons en outre lancer une meilleure campagne de publicité destinée à nos clients Internet.

- Nous avons rédigé et distribué sept communiqués mensuels, quatre communiqués trimestriels et huit rapports annuels portant sur les questions sociales, démographiques et économiques dans la province. Plus de 3 300 clients gouvernementaux et non gouvernementaux ont acheté ces rapports, engendrant plus de 126 000 $ en recouvrement des coûts.

- En plus des questions que nous avons répondues par l'entremise du site Web, nous avons également répondu au cours de l'année à environ 12 500 demandes de renseignements statistiques ; 36 % de ces demandes provenaient du gouvernement provincial, 11 % d'autres paliers du gouvernement et de sociétés d'État, 25 % du milieu des affaires, 14 % du public, 9 % d'étudiants et d'autres personnes et 5 % des médias. Le nombre de demandes émanant des médias, même s'il est peu élevé, représente plus du double de celui de 2 % de l'an dernier.

**Activités prévues pour 1998-1999**

Malgré le travail constant que représente le recouvrement des coûts, nous prévoyons toujours maintenir un certain nombre d'activités statistiques de base ainsi que présenter de nouvelles données cette année. Voici certaines des principales activités auxquelles nous accorderons la priorité au cours de l'année à venir :

- poursuivre l'élaboration des estimations trimestrielles actuelles et des analyses de la production économique provinciale;

- analyser les données sur les exportations et importations de la C.-B. et faire un rapport mensuel, selon les marchandises et régions du monde ; ces données serviront à élaborer les politiques commerciales et à déterminer le PIB provincial ;

- mettre à jour les estimations de 1997 sur l'apport des secteurs du tourisme et de la haute technologie à la croissance globale de l'économie, étant donné que ces secteurs d'activité non conventionnelles se révèlent les moteurs de l'économie et qu'il faut donc les suivre de près pour garantir l'élaboration de politiques efficaces ;

- repérer, recueillir et analyser les renseignements ayant trait aux projets financés par la Forest Renewal BC selon la formule de recouvrement des coûts;

- poursuivre la collecte et la publication de renseignements sur la santé des petites entreprises dans la province et coordonner les achats de données avec le gouvernement fédéral;

- relever les questions d'actualité ayant trait aux jeunes sur le marché du travail à l'appui de la Youth Initiative du premier ministre et faire rapport sur celles-ci;

- faire rapport sur les taux de bénéficiaires de l'aide au revenu et de l'assurance-emploi par région et profession pour donner une idée des différences entre les régions et des besoins en matière de programmes de formation dans le but de combler les écarts sur le marché du travail;

- assurer un suivi de l'embauche, des cessations d'emploi et des mutations au sein du gouvernement provincial et préparer des rapports sur le profil des lieux de travail du ministère et des divisions conformément au Programme d'équité en matière d'emploi du gouvernement provincial;

- préparer des estimations et des projections démographiques provinciales et infraprovinciales aux fins de planification et de transfert entre les administrations provinciale et locales;

- évaluer la dépendance sur le plan économique à l'endroit de secteurs d'activité clés dans les différentes collectivités de la C.-B., afin de déterminer les répercussions économiques locales des changements de niveaux de récolte du bois et de formuler des politiques régionales d'expansion économique;

- préparer des projections de l'emploi à l'échelle infraprovinciale par secteur d'activité et profession; projections qui permettent de mieux comprendre et de prévoir les répercussions sur les régions des mouvements démographiques et du marché du travail se produisant à l'échelle provinciale;

- analyser les données interprovinciales et internationales sur l'immigration en C.-B. et rédiger un rapport trimestriel à propos de celles-ci; ces données sont nécessaires pour

prévoir la croissance démographique et la charge de travail relative à l'aide au revenu et pour formuler les politiques provinciales de l'immigration;

- continuer d'inclure des analyses « à valeur ajoutée » dans tous les communiqués statistiques et améliorer le contenu et la présentation de certains communiqués;

- élargir et remanier le site Web de BC STATS pour y inclure un index par région géographique et par sujet des données et des analyses;

- remanier et élargir notre système d'extraction des données du recensement pour réunir en une seule base de données toutes les données des recensements de 1981 à 1996 et fournir ainsi l'accès aux renseignements de façon plus rentable;

- mettre à l'essai tous les systèmes de BC STATS pour vérifier la conformité aux exigences de l'an 2000 et veiller à ce que des modifications soient apportées aux systèmes qui ne sont pas conformes;

- poursuivre la centralisation par l'entremise de BC STATS des achats gouvernementaux de données auprès de Statistique Canada, de manière à réduire le coût d'achat de données par le gouvernement.

# ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

De novembre 1995 à février 1998, les fonctions statistiques de la province, qu'assumait auparavant la Division de l'économie, de la statistique et des relations fédérales en matière budgétaire, relevaient de la Division de la gestion budgétaire du ministère provincial du Trésor. Au cours de cette période, M. John Palmer, coordonnateur statistique de longue date, était en congé autorisé afin d'occuper le poste de conseiller économique en chef auprès du ministère des Finances du gouvernement des Bahamas.

Pendant son absence, la Division a perdu les services d'un adjoint aux statistiques et, par conséquent, a cessé de produire les rapports statistiques trimestriels et les autres publications statistiques. Toutefois, on procède actuellement à la production de la *Revue statistique annuelle* de 1997.

En mars 1998, la Division de l'économie, de la statistique et des relations fédérales en matière budgétaire a réintégré les rangs du ministère provincial du Trésor. Par la même occasion, M. Palmer a été renommé au poste de directeur.

La Division continue de répondre aux questions d'ordre statistique des ministères responsables et du public. En outre, le directeur participe activement au projet de recherche approfondie sur l'assurance-emploi. Il s'agit d'un projet mené conjointement par Développement des ressources humaines Canada, la University of Prince Edward Island et le gouvernement provincial, dans le but d'analyser les répercussions de la réforme de l'assurance-emploi sur les petites collectivités de l'Î.-P.-É. et sur les familles au sein de celles-ci.

Le gouvernement provincial continue de compter grandement sur les données produites par Statistique Canada.

En 1998, on a confié au directeur le mandat de redonner de l'essor aux fonctions économiques et statistiques de la Division.

# MANITOBA

## Introduction

Le Bureau de la statistique du Manitoba (BSM) demeure l'organisme central de statistique pour la province du Manitoba. Il relève du ministre responsable de la *Loi sur la statistique*, soit le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, par l'entremise du sous-ministre. Les bureaux du BSM sont situés dans les locaux occupés par ce ministère depuis 11 ans.

## Budget

Pour 1998-1999, l'enveloppe budgétaire nette du BSM a été augmentée de 7 %. L'ajout de deux années-personnes a été approuvé, ce qui porte l'effectif à 13 personnes (11 employés permanents et 2 employés contractuels). Une autre année-personne devrait être ajoutée à compter d'octobre 1998.

Les trois nouveaux employés travailleront dans les domaines de la démographie, des données économiques et des systèmes d'information. Par ailleurs, 7,3 % du budget du BSM doit provenir des services à la clientèle. Ce pourcentage de recouvrement n'a jamais été aussi bas; il représente une diminution considérable par rapport aux 15 % établis en 1995-1996.

## Plan d'activités

Le BSM s'en tient au plan d'activités approuvé par le Conseil du Trésor. Ce plan repose principalement sur le repositionnement du BSM à titre d'organisme chargé d'assurer des services d'information au gouvernement du Manitoba, à ses ministères et aux organismes d'État. La mission et les valeurs du BSM sont décrites ci-après.

### *Mission*

Le BSM est le carrefour de l'information au sein de l'appareil gouvernemental, assurant tous les services qu'il requiert à cet égard. Il lui appartient principalement de rendre l'information plus utile et plus accessible aux fins de la prise de décisions stratégiques. Pour s'acquitter de cette tâche, le BSM crée des partenariats, est à l'écoute des besoins des clients et intègre la technologie, les données, l'expertise et les ressources afin de fournir de l'information exacte, actuelle et pertinente.

En premier lieu, nous desservons les principaux décideurs des ministères du gouvernement, y compris des organismes d'administration centrale. En deuxième lieu, nous assurons des services au personnel des ministères et des organismes d'État. En troisième lieu, nous répondons aux besoins des gens d'affaires et du grand public.

Notre mission respecte à la lettre les dispositions de la *Loi sur la statistique*.

*Valeurs*

Le rôle et la mission du Bureau sont étayés par la philosophie de fonctionnement suivante :

- *Confiance*. Être toujours prêt à mériter notre crédibilité et à faire en sorte que de meilleures décisions soient prises dans l'intérêt public.
- *Intégrité*. Promouvoir et protéger le bon usage de l'information. L'information est une ressource stratégique et nous nous efforçons de la rendre plus accessible et plus facile à utiliser aux fins de la prise de décisions à tous les niveaux.
- *Diligence*. Fournir les produits et les services dans les délais convenus. Établir constamment la priorité de nos activités en tenant compte de l'évolution des besoins des clients.
- *Fiabilité*. Utiliser les données appropriées comme il se doit et fournir les bonnes réponses. Mettre constamment l'accent sur les produits et services interministériels pertinents ainsi que sur l'élaboration et l'analyse de données originales.
- *Résultats*. Donner au client ce qu'il désire, de la façon et au moment qu'il a choisis.
- *Service*. Travailler en équipe de concert avec les clients.

**Orientation stratégique**

Comme ses activités ont une orientation globale, le BSM continuera d'établir ses priorités en fonction de l'évolution des besoins de ses principaux clients. Il continuera d'offrir principalement des produits et des services d'information interministériels pertinents en mettant l'accent sur l'élaboration et l'analyse de données originales. On considère que l'acquisition, l'élaboration et l'analyse des données forment le noyau des services globaux assurés par le BSM. Ces services construisent l'infrastructure d'information et offrent des possibilités relativement à la poursuite de l'élaboration des données et aux nouvelles utilisations de celles-ci. Les imprimés appartenant à cette catégorie (six séries complètes) sont diffusés gratuitement par la Bibliothèque de l'Assemblée législative. Les autres services personnalisés assurés aux clients et aux particuliers ainsi que les autres achats des ministères sont facturés selon la formule de la rémunération des services.

La prestation de services au gouvernement du Manitoba, à ses ministères et aux organismes d'État représente la principale source de financement de l'organisation. Les activités de recouvrement des coûts toucheront principalement la prestation de services personnalisés aux particuliers.

Afin de renforcer le processus d'évaluation des priorités en matière de programmes statistiques à l'échelle de l'appareil gouvernemental, nous créerons le Conseil consultatif du BSM plus tard cette année. Ce conseil, qui se réunirait deux fois l'an, livrerait des commentaires et des conseils sur le plan d'activités pluriannuel du BSM ainsi que sur son orientation stratégique. Le Conseil consultatif jouerait également un rôle clé en cernant les nouvelles questions stratégiques qui influent sur le gouvernement du Manitoba et ses ministères.

Le président du Conseil consultatif, un haut fonctionnaire du gouvernement, serait nommé par le ministre responsable du BSM. Le Conseil serait composé de six représentants des organismes centraux et des ministères à vocation économique et sociale, ainsi que d'un représentant des organismes d'État. Ces sept membres du Conseil consultatif seraient nommés par leur ministre respectif au terme d'une demande présentée par le ministre responsable du BSM.

**Principaux objectifs**

***Rendre l'information plus accessible aux fins de la prise des décisions concernant la politique gouvernementale.***

- L'information est de plus en plus une ressource stratégique pour les sociétés et le gouvernement. L'accès à de l'information adéquate n'a jamais été aussi important. Dans le contexte de fonctionnement actuel, on ne peut plus se fier à son instinct.
- Pour les décideurs du gouvernement, il est urgent de disposer de nouveaux éléments d'information qui soient de meilleure qualité. Il importe avant tout de décrire la réalité actuelle et d'établir des prévisions. Les nouveaux systèmes d'information stratégique seront encore plus déterminants dans l'avenir.
- Parmi les domaines d'intérêt, mentionnons la population, l'Enquête sur la population active, les questions autochtones, les finances publiques, les seuils de faible revenu, l'activité économique, les mesures de rendement dans la nouvelle économie et la détermination des tendances socioéconomiques mondiales.

*Poursuivre l'élaboration de systèmes d'information électroniques en mettant l'accent sur les besoins des dirigeants et des cadres supérieurs.*

- Il convient de s'assurer que les principaux décideurs (dirigeants et cadres supérieurs) du gouvernement manitobain ont facilement et rapidement accès à de l'information adéquate. La diffusion électronique s'avère le meilleur moyen de desservir ces clients en plus grand nombre.
- Il faut poursuivre l'amélioration et l'expansion du système d'information ministérielle EcoStats du BSM, qui est accessible au moyen d'un ordinateur de bureau. Au besoin, on doit revoir la présentation de certains éléments du système afin de fournir le niveau d'information approprié dans un marché en croissance composé de sous-ministres, de sous-ministres adjoints et de directeurs.
- Amorcer la production de MBS Online, notre système d'information électronique destiné à l'usage général du gouvernement provincial qui sera accessible par ordinateur de bureau; à l'heure actuelle, plus de 30 utilisateurs y ont accès à titre expérimental.

***Améliorer les services analytiques en mettant l'accent sur le modèle de simulation de l'incidence des politiques manitobaines.***

- Dans le contexte économique et fiscal actuel, il est plus important pour les décideurs de connaître l'incidence de leurs décisions avant même de les avoir prises. Un modèle économétrique de résolution de problèmes peut fournir certaines réponses.
- Une première version de base du modèle de simulation de l'incidence des politiques manitobaines devrait être opérationnelle d'ici juillet 1998. Ce modèle analytique est principalement destiné aux groupes d'administration centrale du gouvernement.

***Accroître l'efficacité des opérations en améliorant l'infrastructure des systèmes internes du BSM.***

- Créer une base de données intégrée et globale aux fins de l'extraction des données statistiques et des documents (p. ex. projet de gestion de l'information).
- Convertir tous les fichiers électroniques existants à la série de logiciels du BSM aux fins de la simplification de l'interface et de la transmission électronique.
- Être proactif dans la définition des besoins actuels et futurs des clients.
- Assurer l'essor de partenariats afin de tirer le maximum de ressources limitées et d'améliorer au maximum le service à la clientèle.

## NOUVEAU-BRUNSWICK

L'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick surveille les tendances de l'économie, présente des rapports à ce sujet au gouvernement et prépare les prévisions économiques quinquennales, qui servent à des fins de planification budgétaire et de prévision des recettes.

L'an dernier, l'Agence a aussi diffusé régulièrement des données et répondu à près de 3 000 demandes de renseignements. Son rapport annuel, intitulé *L'économie du Nouveau-Brunswick*, a été diffusé en février et, pour la quatrième année consécutive, on le retrouve sur Internet. L'organisme a aussi produit, pour diffusion au sein de l'administration publique, plusieurs rapports mensuels et trimestriels sur l'économie, la démographie et les indicateurs sociaux. Il a également amélioré un document d'information hebdomadaire destiné aux hauts fonctionnaires lequel présente un bref compte rendu des plus récents indicateurs statistiques, économiques et sociaux ainsi qu'un aperçu des données susceptibles d'être diffusées la semaine suivante.

À la suite d'une analyse des activités et de l'organisation de la Division de la politique de l'impôt et de la politique fiscale du ministère des Finances, la fusion de la Direction de la politique fiscale et de l'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick a été annoncée à la fin de juillet 1997. Depuis, les deux directions ont beaucoup progressé sur la voie de l'adoption d'un objectif opérationnel commun. Chemin faisant, nous nous sommes aperçus que des changements importants s'imposaient afin de faciliter la fusion, d'éclaircir les rôles et responsabilités opérationnels et d'utiliser au mieux les ressources humaines disponibles. L'objectif principal consiste à resserrer le lien entre, d'une part, les renseignements sur les tendances socioéconomiques et, d'autre part, les politiques publiques, la prise de décisions et la mise en œuvre des programmes. Le directeur de l'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick exerce les fonctions de directeur adjoint à la nouvelle Direction des politiques financières, économiques et statistiques.

En 1996, de grands efforts ont été déployés afin de diffuser les résultats du Recensement de 1996, et d'en faire la promotion en collaboration avec le Bureau régional de Halifax de Statistique Canada.

Des profils démographiques ont été établis pour toute une gamme de régions et d'études gouvernementales. Un nouvel ensemble de projections démographiques a été élaboré aux fins des prévisions économiques provinciales. L'Agence a aussi offert plusieurs présentations à des hauts fonctionnaires de plusieurs ministères concernant les perspectives démographiques jusqu'en l'an 2015.

Un employé contractuel a participé à un projet visant à mesurer l'incidence de l'harmonisation de la taxe de vente sur l'IPC. Les premiers résultats confirment les estimations préalables de Statistique Canada. Cette personne a également aidé les membres de notre personnel à améliorer leurs connaissances et leurs méthodes en matière d'économétrie et de statistique.

L'Agence a également participé étroitement à l'analyse des effets des changements apportés au régime fiscal du Nouveau-Brunswick. La Base de données et modèle de simulation de politique sociale (BD/MSPS), de Statistique Canada, a été un instrument précieux dans le cadre de cette analyse et nous tenons à remercier le personnel de Statistique Canada pour son aide et ses conseils. Le modèle a également servi à élaborer des lignes directrices pour plusieurs programmes gouvernementaux à objectifs spécifiques.

**Préoccupations**

Nous entretenons encore des préoccupations concernant les fluctuations des séries de données mensuelles, particulièrement celles de l'Enquête sur la population active et du commerce de détail. Si les modifications apportées au cours de la dernière année ont amélioré la qualité dans la majorité des provinces, nos séries comportent toujours de grandes fluctuations. Tout travail que peut effectuer Statistique Canada à cet égard présente pour nous beaucoup d'intérêt.

# NOUVELLE-ÉCOSSE

L'exercice de 1997-1998 a été marqué par le changement et la réorganisation à la Division de la statistique du ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse (la *Nova Scotia Statistics Act* désigne cette division comme étant la Nova Scotia Statistics Agency [l'organisme statistique de la Nouvelle-Écosse]). Le présent rapport décrit bon nombre des changements qui se sont produits au cours du dernier exercice, ainsi que les orientations et les priorités pour l'exercice à venir.

## Personnel

À la suite du départ de l'ancien directeur de la statistique, lequel s'est prévalu du régime de retraite anticipée, le poste de directeur a été supprimé. Un directeur intérimaire, nommé pour deux ans, a reçu le mandat d'examiner et de renforcer le fonctionnement de la Division de la statistique. Il s'agit d'une personne en détachement du ministère de l'Éducation et de la Culture. En outre, un poste de spécialiste permanent à temps plein a été ajouté à l'effectif de la Division à l'automne 1997. Le nouveau poste a une vocation économique. Nous avons l'intention de confier principalement à son titulaire des travaux ayant trait à l'incidence de l'initiative du PASEP de Statistique Canada. Ce nouveau poste s'ajoute aux trois autres postes de spécialistes et à celui de secrétaire. Pendant tout l'exercice, des employés de soutien occasionnels ont été embauchés en fonction des besoins. Un étudiant à la MPA participant à un programme d'alternance travail-études a été embauché pour l'été 1998. Il concentrera ses efforts sur les études de couverture et les rajustements qui doivent être apportés prochainement aux estimations démographiques fondées sur le Recensement de 1996.

## Clients, services et produits

La clientèle, les services et les produits de la Division font actuellement l'objet d'un examen approfondi. Des améliorations sont continuellement apportées. La Division réduit ses services à l'extérieur du gouvernement provincial. Elle a l'intention d'offrir la majorité de ses services par voie électronique, surtout à des clients internes du gouvernement. Comme vous le verrez à la section suivante, la Division se procure présentement du matériel et des logiciels nécessaires à ce mode de prestation de services.

Plusieurs changements ont été apportés à la suite d'un examen des publications. On élabore le *Nova Scotia Manufacturers Guide* dans le cadre d'un partenariat avec le ministère du Développement économique et du Tourisme. Ce partenariat vise avant tout à améliorer le contenu du guide comme outil de développement économique et à générer des recettes suffisantes pour couvrir les coûts de production. Le contenu de certaines publications, comme la *Nova Scotia Statistical Review*, a été augmenté. D'autres publications, comme les profils des régions, les cahiers d'information et les statistiques mensuelles, ont cessé de paraître. D'autres encore seront peut-être abandonnées au fur et à mesure que s'améliorera la capacité de diffuser les publications sous forme électronique. Il se peut alors que leur contenu soit plutôt diffusé en direct.

## Technologie

Pendant le dernier exercice, tout l'équipement technique, y compris les ordinateurs, les imprimantes, les copieurs ainsi que les logiciels connexes, a été mis à niveau pour le rendre conforme aux normes d'aujourd'hui. Tous les employés utilisent maintenant Windows 95 sur des ordinateurs Pentium comprenant les logiciels Microsoft Office 97 et Corel Office 8. La Division s'est récemment procuré un logiciel pour la conception et la gestion d'un site Web. Ce logiciel n'est cependant pas encore installé. En outre, la Division commence à travailler avec des systèmes d'information géographique. Elle explore aussi la possibilité d'utiliser SPSS pour élargir la gamme de ses services. Elle disposera bientôt d'un serveur CD-ROM protégé, ce qui facilitera l'accès aux données reçues sous cette forme.

À la Division, les améliorations techniques font partie d'importantes mises à niveau de l'infrastructure informatique du ministère des Finances. Comme la Division doit attendre que ces mises à niveau soient terminées, le rythme de ses propres travaux d'amélioration a ralenti.

## Partenariats

Outre sa collaboration avec le ministère du Développement économique et du Tourisme relativement au *Nova Scotia Manufacturers Guide,* la Division de la statistique reconnaît l'utilité de travailler étroitement avec des collègues dans d'autres ministères, provinces et organismes. Elle a tenu une série de réunions avec divers ministères pour déterminer leurs besoins et explorer diverses façons d'améliorer la prestation des services. La Division participe également à des initiatives interministérielles, comme la définition des besoins en information sur le marché du travail et de l'incidence économique des statistiques culturelles.

En outre, la Division de la statistique de la Nouvelle-Écosse s'est chargée d'organiser la séance inaugurale de l'Association of Atlantic Provinces Statistics Agencies. Cette première réunion a eu lieu en février 1998 à Halifax. Depuis lors, des échanges d'information et une téléconférence ont eu lieu. En outre, on prévoit tenir une deuxième réunion à Charlottetown à la fin juillet 1998. La Division de la statistique a également organisé plusieurs rencontres avec le bureau régional local de Statistique Canada. Des employés des deux bureaux ont aussi participé à une longue réunion au cours de laquelle ils ont échangé de l'information au sujet des activités de leurs bureaux respectifs. Le bureau régional de l'Atlantique et la Division de la statistique de la Nouvelle-Écosse ont mené ensemble plusieurs consultations interministérielles.

## Initiatives à l'échelle gouvernementale

La Division de la statistique participe aux initiatives suivantes mises en œuvre à l'échelle gouvernementale :

*GeoNOVA (Nova Scotia Geographic Information)*

GeoNOVA est le nom donné à l'initiative de la province en matière d'information géographique. GeoNOVA représente une façon « globale » de créer, gérer et diffuser de l'information géographique à l'intérieur de la province. L'initiative tient compte de l'obligation de chaque ministère et organisme provincial de s'acquitter de son mandat, mais elle exige que ces efforts soient orientés vers la création d'une ressource globale : la collecte, le maintien et la diffusion de données et de renseignements géographiques, conformément à des normes acceptées de part et d'autre et partagées avec des utilisateurs au sein du gouvernement, pour appuyer la prise de décisions et réduire ou supprimer entièrement le chevauchement des efforts. On a demandé à la Division de la statistique de déterminer la façon dont les données de Statistique Canada et celles du recensement pourraient être diffusées dans le cadre de ce projet.

*Mesures des résultats*

Il s'agit d'une initiative du gouvernement provincial qui est dirigée par le Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification. Elle vise à établir un lien entre les objectifs du gouvernement et ceux des ministères, dans une perspective explicitement axée sur les résultats. On s'est engagé à faire un meilleur travail en fixant des objectifs et en mesurant les résultats. Tous les ministères gouvernementaux ont participé à l'élaboration de ces mesures. Des entreprises, des universitaires et des citoyens intéressés de la Nouvelle-Écosse y ont également contribué.

Outre les objectifs fixés à l'échelle du gouvernement, tous les ministères ont élaboré leur propre série de mesures pour évaluer des activités spécifiques et les résultats obtenus par rapport à leurs objectifs. À titre d'éléments du système de comptabilité intégrée, ces nouvelles mesures des résultats contribuent à rehausser le profil et l'utilisation de l'information statistique pour appuyer la gestion et l'examen des programmes, l'élaboration de politiques, et les affectations financières. La Division de la statistique fournit de l'aide à plusieurs ministères relativement à la préparation et à la fourniture de statistiques pour cette initiative. Elle a également assumé un rôle de meneur et de conseiller dans l'élaboration de certains aspects de la structure et du mode de fonctionnement des mesures des résultats.

La Division de la statistique a également été invitée à représenter le gouvernement de la Nouvelle-Écosse au sein du Comité consultatif externe du Conseil du Trésor fédéral chargé de fournir des avis sur la préparation des rapports visant à rendre compte des résultats, rapports qui sont présentés au Cabinet fédéral. En outre, la Division s'attend à participer à l'élaboration du *genuine progress indicator (GPI)*, l'indicateur de progrès véritable, que conçoit GPI Atlantic. Grâce aux travaux de GPI Atlantic, la Nouvelle-Écosse est devenue un centre d'essai pour les travaux de Statistique Canada dans ce domaine.

*Information Policy Initiative (IPI)*

Dans le cadre de cette initiative en matière de politiques d'information, le Secrétariat de la technologie et des sciences examine et élabore des politiques sur l'accès à l'information. Il envisage la création d'un système ouvert de communications partagées qui fournira de l'information au grand public, au secteur privé et aux ministères gouvernementaux. Les objectifs de l'IPI sont les suivants :

- améliorer la prestation des services gouvernementaux;
- améliorer et accroître l'accès à l'information détenue par le gouvernement;
- réduire les coûts et promouvoir la création de débouchés économiques;
- protéger la vie privée et garantir la sécurité de l'information;
- normaliser la gestion de l'information détenue par le gouvernement;
- préserver l'information qui a une importance vitale et une valeur historique.

Aux termes de l'IPI, on élabore actuellement des lignes directrices pour la distribution de renseignements appartenant au gouvernement. La Division de la statistique est l'organisme provincial qui, en vertu de la loi, doit fournir aux ministères de l'aide relativement aux questions, projets et programmes statistiques et doit également les conseiller à ce sujet. La Division participera à cette initiative afin de garantir que ses responsables sont encore en mesure de s'acquitter des tâches qui leur ont été confiées.

*Atlantic Canada On-line (ACOL)*

ACOL est un service d'information en direct qui assure un accès électronique à de l'information gouvernementale détenue par les quatre gouvernements provinciaux du Canada atlantique. Il constitue un point d'accès commode et unique où l'on peut consulter des renseignements de nature publique à partir d'ordinateurs personnels éloignés. La Division de la statistique représente le ministère des Finances dans le cadre de cette initiative.

**Principaux dossiers**

La Division a accordé la priorité à plusieurs questions liées à des programmes statistiques spécifiques.

*Estimations démographiques*

Au cours du dernier exercice, la Division a passé en revue divers aspects des estimations démographiques qui ont une incidence financière importante sur les transferts fiscaux à la province. Elle a rédigé un document qu'elle a distribué aux coordonnateurs statistiques et à Statistique Canada, dans lequel la Division démontrait que même si la Nouvelle-Écosse affiche l'apport net d'étudiants d'université le plus élevé de toutes les provinces du Canada, ces étudiants ne sont pas inclus dans les estimations démographiques de la province. Les autres provinces ont reconnu de façon générale que le point que faisait valoir la Nouvelle-Écosse était valable et méritait d'être étudié plus à fond. Toutefois, il

n'y a pas eu d'entente sur la façon de résoudre la question à court terme. Le principal problème tient à ce que les estimations du recensement et les estimations démographiques mesurent la population dans l'abstrait, alors que les fonds versés en vertu d'un programme de transferts fiscaux sont calculés à partir de chiffres réels. La Nouvelle-Écosse a demandé qu'on augment le contenu du Recensement de 2001 pour inclure de l'information sur la mobilité des étudiants universitaires et qu'on en tienne compte dans la contre-vérification des dossiers de ce recensement.

À l'instar de nombreuses autres provinces, la Nouvelle-Écosse a participé à des ateliers sur les résidents non permanents. Elle admet que la nouvelle formule adoptée pour les résidents non permanents qui a été mise en œuvre en janvier 1998 constitue une amélioration par rapport à l'ancienne. Toutefois, elle rejette la méthode de mise en œuvre elle-même, qui suppose que des changements dans les estimations des résidents non permanents représentent un changement dans la classification et non un changement réel dans le chiffre de population. Plusieurs documents et lettres traitant de cette question ont été échangés avec Statistique Canada, qui a convenu que le point soulevé par la Nouvelle-Écosse devrait faire l'objet d'une étude plus approfondie. Il est à souhaiter que les problèmes soulevés seront réglés dans le cadre des ateliers sur les études de couverture qui doivent avoir lieu les 20 et 21 avril 1998.

De tout temps, la Nouvelle-Écosse a fait rajuster à la baisse les estimations de sa population après chaque nouveau recensement. En raison de ces importants rajustements, et du principe de l'amélioration continue appliqué aux estimations démographiques, la Nouvelle-Écosse a énormément de difficulté à établir sa planification budgétaire. Par conséquent, la Division de la statistique affecte davantage de ressources à l'examen des estimations démographiques et à l'acquisition d'une meilleure compréhension des diverses études de couverture et de leur application à la Nouvelle-Écosse.

***Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)***

Le PASEP de Statistique Canada s'applique directement à la Nouvelle-Écosse, compte tenu de l'incidence de la taxe de vente harmonisée et de l'affectation subséquente des recettes aux trois provinces participantes. La Division a augmenté son effectif afin de consacrer certaines de ces ressources au suivi du programme PASEP. Comme le programme aura des répercussions directes sur l'affectation des recettes, il fera l'objet d'un suivi dans cette optique. En outre, il pourrait devenir une bien meilleure source de statistiques économiques à l'échelle provinciale. La Division a l'intention de trouver plus de ressources pour cette initiative de sorte que la province puisse retirer tous les avantages découlant de l'élargissement du programme.

***Enquête sur la population active***

D'autres ministères et organismes de la Nouvelle-Écosse ont demandé à la Division d'obtenir davantage de renseignements concernant l'Enquête sur la population active en raison de ce qui leur semblait être des changements inexplicables dans certaines parties de la province. La Division reconnaît qu'aussi bien les points forts que les points faibles

de l'enquête doivent être mieux compris, et qu'il est préférable d'utiliser les renseignements parallèlement à d'autres renseignements connexes. Pour cette raison, elle rédige actuellement une proposition traitant de la meilleure façon d'utiliser ces renseignements d'un point de vue stratégique, laquelle sera soumise à Statistique Canada pour examen.

**Accès aux données**

La Nouvelle-Écosse achète relativement peu de données auprès de Statistique Canada, et la plupart des données qu'elle reçoit gratuitement sont tout simplement classées. La province reconnaît volontiers la nécessité d'accéder plus facilement à une gamme plus variée de données dans tous les domaines nécessitant la planification de programmes et l'élaboration de politiques. La Nouvelle-Écosse aimerait discuter avec Statistique Canada et les autres provinces de l'éventail de données qui pourraient être mises à la disposition des provinces, des conditions dans lesquelles ces données pourraient être diffusées et de la meilleure façon de les diffuser à l'intérieur des gouvernements provinciaux. Selon la province, une approche judicieuse de la question permettrait de renforcer les bureaux provinciaux des coordonnateurs statistiques grâce à l'amélioration des partenariats avec Statistique Canada. Toutefois, un grand nombre de questions théoriques et de questions pratiques entrent en jeu lorsqu'il s'agit d'améliorer l'accès aux données.

**1998-1999**

Pour 1998-1999, la Division de la statistique de la Nouvelle-Écosse entend d'améliorer ses activités par les moyens suivants :

- en adoptant une approche plus focalisée lorsqu'il s'agit de comprendre et de satisfaire les besoins des clients (c'est-à-dire offrir un meilleur service aux ministères et organismes du gouvernement provincial);

- en faisant un meilleur usage de la technologie pour communiquer des renseignements statistiques aux clients et en déployant des efforts particuliers pour faciliter l'accès aux données pertinentes, c'est-à-dire grâce à l'utilisation des réseaux Internet et Intranet comme principaux outils de prestation des services;

- en travaillant avec la Division des politiques budgétaires du Ministère pour qu'elle joue un rôle plus proactif dans l'évaluation des données de Statistique Canada, surtout lorsque celles-ci influent sur les analyses financières et économiques;

- en multipliant les partenariats avec les ministères clients, Statistique Canada et d'autres bureaux de statistique régionaux de façon à rendre les services plus pertinents et les offrir d'une manière plus rentable.

# ONTARIO

## Aperçu

L'Unité de l'analyse courante de l'Ontario fait partie de la Direction de l'analyse macroéconomique et des politiques, Bureau des politiques économiques, ministère des Finances. L'Unité compte huit économistes et une secrétaire.

La principale tâche de l'Unité consiste à analyser la conjoncture économique ontarienne et à en rendre compte en produisant le bulletin *Ontario Economic Account* et d'autres bulletins clés. L'Unité fait aussi état des nouvelles tendances et questions économiques. Elle assure le soutien économique et statistique au ministère des Finances et au Cabinet, ainsi qu'aux autres divisions du ministère des Finances et à d'autres ministères. Les prévisions économiques et de recettes sont l'affaire d'autres secteurs de la Direction de l'analyse macroéconomique et des politiques.

La fonction de coordonnateur statistique provincial relève aussi de l'Unité de l'analyse courante.

## Principaux rapports

L'Unité produit plusieurs bulletins qui sont diffusés à l'échelle gouvernementale. La publication trimestrielle *Ontario Economic Accounts* est aussi distribuée à l'extérieur du gouvernement aux bibliothèques et à divers établissements de recherche économique. Elle est aussi disponible sur Internet.

### *Circulation à l'échelle gouvernementale*

- *Ontario Key Economic Indicators* : Bulletin hebdomadaire sur les principales nouvelles économiques diffusées la semaine précédente, qui contient aussi des tableaux mensuels et trimestriels.

- *Ontario Labour Markets* : Rapports mensuels sur les conditions du marché du travail en Ontario.

- *Indices des prix* : Rapport mensuel sur les changements des prix à la consommation en Ontario, au Canada et aux États-Unis.

- *Canadian Economic Conditions* : Bulletin trimestriel sur le PIB canadien.

### *Circulation à l'échelle ministérielle*

- *Ontario International Trade Update* : Rapport mensuel sur les tendances commerciales en Ontario et au Canada.

- *Ontario Auto Production* : Rapport mensuel sur la production, les ventes et les autres activités du secteur de l'automobile.

- *Housing Markets* : Rapport mensuel sur les conditions de logement en Ontario.

- Divers feuillets d'information : Feuillets d'information mensuels sur des données économiques connexes de l'Ontario comprenant les faillites, les règlements salariaux, les statistiques financières, le commerce de gros et de détail, les livraisons du secteur manufacturier et les permis de construction.

***Circulation externe***

- *Comptes économiques de l'Ontario* : Publication trimestrielle sur le PIB nominal et réel de l'Ontario, selon les grandes composantes des revenus et des dépenses, ete sur les estimations du PIB réel (au coût des facteurs) par grande branche d'activité.

**Services électroniques**

***Economic Monitoring Overview***
Rapport comprenant la mise à jour électronique quotidienne et le sommaire des principales diffusions économiques à l'intention des cadres supérieurs du gouvernement.

***Publications sur Internet***
Le ministère des Finances a diffusé plusieurs documents sur Internet, dont l'*Ontario Budget* et les bulletins économiques et budgétaires connexes. La publication *Ontario Economic Accounts* est aussi diffusée sur Internet, de même qu'un bulletin qui décrit l'évolution récente de la conjoncture économique de l'Ontario.

**Services de bibliothèque**

La Bibliothèque du ministère des Finances s'assure de posséder toutes les publications cataloguées de Statistique Canada. Elle possède aussi certaines publications statistiques du gouvernement de l'Ontario, du gouvernement fédéral et des administrations municipales.

**Services de coordination**

En réponse aux besoins ministériels, l'Unité coordonne l'obtention de données provenant de Statistique Canada et d'autres sources. De plus, elle conseille les ministères et les aide à trouver les données économiques et statistiques et à y accéder.

Avec la permission de Statistique Canada, la Direction de l'économie structurelle, Bureau des politiques économiques, exploite le Registre des entreprises pour étudier la migration des entreprises et de la main d'œuvre tant à l'intérieur de la région métropolitaine de Toronto qu'à destination ou en provenance de celle-ci. De plus, le Secrétariat du Conseil

de gestion exploite le Registre des entreprises dans le cadre de ses enquêtes sur la rémunération, les conditions de travail et les avantages sociaux.

# QUÉBEC

## LES NOUVEAUTÉS DE 1997-1998

### Les nouvelles publications

En plus de la vingtaine de titres qu'il a continué de produire sur une base régulière, le Bureau de la statistique du Québec (BSQ) a produit, en 1997-1998, quelques nouvelles publications et des publications à périodicité plus irrégulière.

#### *Statistiques sur les conditions de vie*

En juillet 1997, le Bureau a rendu public l'ouvrage intitulé *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie — Volume 1*. Cette publication, qui présente de façon intégrée des données statistiques sur les conditions de vie des Québécois et des Québécoises, fait ressortir les caractéristiques des différentes générations. Le premier volume de l'étude aborde notamment les thèmes de la répartition par âge, la situation familiale, l'éducation, les professions, le revenu et la mobilité sociale. Le deuxième traite des phénomènes démographiques (mortalité, fécondité et migration), de certaines causes de décès, de la population active, des habitudes de consommation et de la mobilité scolaire. Il est d'ailleurs en voie d'être terminé et paraîtra au cours de l'été 1998.

#### *Statistiques sur l'informatisation*

À la suite de l'enquête sur le niveau d'informatisation des ménages québécois qu'il a menée au cours du précédent exercice, le Bureau a publié en 1997-1998, en collaboration avec le Centre francophone de recherche en informatisation des organisations (CEFRIO), le rapport *Informatisation des ménages québécois et accès à l'autoroute de l'information*. De même, au terme de l'Enquête sur l'industrie québécoise des services électroniques et du multimédia, réalisée en 1997-1998 à la demande notamment du ministère de la Culture et des Communications, le Bureau a publié en octobre 1997 le document *Enquête sur l'industrie québécoise des services électroniques et du multimédia : analyse descriptive*. Cette publication brosse le portrait des entreprises québécoises qui exercent leurs activités dans les industries des communications, de l'informatique et du contenu de l'information (édition multimédia hors ligne, services Internet et autres services électroniques en ligne, développement d'applications et de logiciels spécialisés, programmation, numérisation, etc.).

#### *Statistiques régionales*

Au début du mois de mai 1998, le Bureau publiera les 18 premiers cahiers thématiques régionaux de la nouvelle série « Recensement de la population — 1996, 1991, 1986 — Données comparatives et faits saillants », qui comprendra au total 90 cahiers de statistiques régionales. Ces cahiers sont regroupés sous cinq grands thèmes :
1. Population et logement; 2. Âge, sexe, état matrimonial et familles; 3. Immigration,

langue et origine ethnique; 4. Travail, scolarité et mobilité; 5. Revenu des familles et des ménages et caractéristiques des ménages et des logements. Pour chacune des 17 régions administratives, on retrouve sous chaque thème des analyses descriptives et des tableaux détaillés de données comparatives issues des trois derniers recensements, des pourcentages, des ratios et des rangs, que l'on présente par municipalités régionales de comté (MRC), par régions métropolitaines de recensement et par grandes municipalités.

*Statistiques culturelles*

La publication *Indicateurs d'activités culturelles au Québec, édition 1997* (dont la dernière édition remonte à 1993) est parue en mai 1997. Le Bureau a aussi amorcé la production d'une publication sur les indicateurs régionaux d'activités culturelles. Une étude d'impact économique des industries culturelles dans la grande région de Montréal a par ailleurs été réalisée pour le compte du ministère de la Métropole, de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications (bureau régional de Montréal). Enfin, en novembre 1997, le Bureau publiait le recueil des actes du colloque « Recherche : culture et communications », qui a eu lieu dans le cadre du 65$^{e}$ Congrès annuel de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), en mai 1997 à Trois-Rivières.

*Statistiques économiques*

En collaboration avec le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, le Bureau a produit le document intitulé *Le Tableau politique canadien*. Cet ouvrage de référence général fournit, pour chaque province et chaque territoire ainsi que pour le Canada dans son ensemble, diverses données sur la population, l'économie, l'immigration et la francophonie. Les données y sont présentées de façon à la fois concise et détaillée. On accorde aussi une attention particulière à celles portant sur l'origine ethnique, la main-d'œuvre, les investissements, le commerce interprovincial et international et les finances publiques. Le Bureau a également produit, à la demande du ministère des Finances, une étude intitulée « La création d'un indice de compétitivité internationale pour le Québec », dont l'objectif est de définir le rang qu'occupe le Québec parmi une cinquantaine de pays en lui attribuant un indice de compétitivité pour 1996 et 1997. À cette fin, le BSQ a appliqué la méthodologie du *World Competitiveness Yearbook* de l'International Institute for Management Development. De nombreux efforts ont aussi été déployés au cours de la dernière année pour la préparation d'une nouvelle édition de *Statistiques bioalimentaires — L'agriculture québécoise et l'ALENA*, publication dont les données couvriront la période de 1992 à 1996. Elle devrait paraître au cours de l'année 1998-1999. Finalement, dans le cadre de ses travaux sur la comptabilité économique du Québec, le Bureau a effectué des estimations du revenu personnel et du revenu personnel disponible pour les 16 régions administratives du Québec et la région métropolitaine de Montréal.

## Les nouvelles enquêtes

En plus de réaliser diverses enquêtes et divers travaux méthodologiques qui s'inscrivent dans sa programmation régulière, le Bureau a répondu en 1997-1998 à de nombreuses demandes émanant de différents ministères et organismes. Les principales activités qui ont été réalisées ou entreprises à cet égard depuis la dernière réunion du Conseil sont les suivantes :

- Enquête sur les problèmes urinaires et génitaux et sur l'état de santé en général (Centre de la prostate du Québec);
- méthodologie d'estimation de l'Enquête sur l'activité physique au Québec (Kino-Québec);
- Enquête sur le programme de démarrage de petites entreprises et analyse descriptive des résultats (Société de développement industriel);
- une seconde Enquête sur l'industrie québécoise des services électroniques et du multimédia (ministère de la Culture et des Communications);
- Enquête sur l'informatisation des ménages québécois et l'utilisation de l'autoroute de l'information et analyse descriptive des résultats (CEFRIO).

Le Bureau a également continué d'assumer la responsabilité de toutes les activités statistiques des enquêtes de Santé Québec, tant en ce qui concerne la méthodologie d'enquête que l'analyse statistique des données. En 1997-1998, les efforts du Bureau ont particulièrement porté sur la préparation de l'Enquête sociale et de santé de 1998 de même que sur les autres volets de cette enquête, dont l'Enquête québécoise sur les limitations d'activités. La collecte de données pour l'Enquête sociale et de santé de 1998 a d'ailleurs commencé en janvier. À la demande de Santé Québec, les enquêtes parallèles suivantes ont également été préparées ou entreprises : l'enquête auprès d'une cohorte de bébés québécois intitulée « En 2002... J'aurai 5 ans », l'étude visant à mesurer l'effet du mode de collecte sur les données d'enquête, l'Enquête auprès des communautés culturelles de 1998, l'Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois et l'enquête auprès des jeunes sur le tabagisme.

## La diffusion électronique

### *Banque de données pour les promoteurs et les investisseurs*

À la fin de juin 1997, on a mandaté le BSQ pour qu'il évalue la faisabilité et les coûts d'un projet visant la conception d'une banque de données détaillée et centralisée qui permettrait des comparaisons entre les régions, entre les métropoles et à l'échelle internationale. Cette banque de données aurait pour but de soutenir les activités des agents de développement économique du secteur public qui participent à la recherche d'investisseurs. Une fois l'analyse préliminaire réalisée, un groupe de ministères a demandé au Bureau de concevoir et de mettre en place une banque de données ainsi que les volets statistiques d'une vitrine promotionnelle pour appuyer les activités de recherche d'investisseurs.

La conception de la banque de données et de la vitrine promotionnelle a commencé au début de 1998. On peut maintenant accéder aux premiers modules de la vitrine, soit « Investir au Québec », « Investir à Montréal », « Vivre au Québec » et « Vivre à Montréal ». Les partenaires du Bureau peuvent désormais les intégrer à leurs sites Internet. Quant à la banque de données, on devrait pouvoir y accéder par l'intermédiaire du réseau intranet en octobre 1998. Cette banque de données comprendra des indicateurs pour le Québec et les principales régions concurrentes du Canada et des États-Unis et, dans certains cas, pour les municipalités, les MRC et les régions métropolitaines de recensement.

En 1997-1998, la somme de 1 283 000 $ a été octroyée au Bureau, via le Fonds du BSQ, pour qu'il assure la réalisation de la première phase du projet, dont le coût total est évalué à 4,1 millions de dollars répartis sur deux ans. Ce projet reflète le rôle que les instances gouvernementales attribuent au Bureau en matière de coordination et de validation de données statistiques pour l'ensemble de l'Administration publique québécoise et ses partenaires publics et privés, de même qu'en matière de diffusion de ces données auprès d'eux.

***Internet***

Au cours de la dernière année, le Bureau a continué d'apporter de nombreuses améliorations à son site Internet. Ainsi, on en a augmenté le contenu en y ajoutant 16 tableaux statistiques accompagnés de faits saillants sur le secteur des services au Québec, en Ontario et au Canada. Ces tableaux permettent de suivre l'évolution de divers indicateurs économiques pour l'ensemble du secteur des services et pour ses industries. Ces indicateurs concernent l'emploi; le taux de chômage; les salaires et traitements; le produit intérieur brut; les immobilisations; le nombre et la valeur des faillites commerciales; les revenus et les dépenses.

Le Bureau a également ajouté à son site Internet un nouveau bulletin analytique sur les statistiques des institutions financières, renseignements qui sont aussi diffusés dans la publication trimestrielle *Institutions de dépôt*. Les deux premières analyses ont porté sur l'actif des Québécois dans les fonds communs de placement (données inédites provenant d'une nouvelle enquête du Bureau sur les fonds mutuels) et sur la dette à la consommation au Québec et au Canada.

Par ailleurs, depuis janvier 1998, en collaboration avec la Régie du cinéma, le Bureau diffuse maintenant sur Internet un nouveau bulletin intitulé *Données culturelles en bref : l'industrie du film*. Ce bulletin livre les résultats de l'Enquête mensuelle sur les projections cinématographiques, menée auprès des salles de cinéma et des ciné-parcs du Québec.

Enfin, le Bureau a doublé le nombre de tableaux de statistiques démographiques de son site : il y a ajouté certaines statistiques avicoles de même que les données sur les statistiques laitières mensuelles, renseignements qu'il distribuait auparavant à sa clientèle par télécopieur.

## La coordination statistique

Le Bureau a contribué à l'analyse de certaines grandes enquêtes de Statistique Canada (Enquête sur la population active et Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes) en soulevant un certain nombre de questions et en participant activement aux discussions avec les responsables des cadres conceptuels ou avec les méthodologistes concernés. Il a par ailleurs participé activement aux discussions en cours sur l'évaluation du sous-dénombrement du Recensement de 1996 et sur sa correction, de même qu'aux consultations sur le contenu et la géographie du Recensement de 2001. Il a aussi pris part, avec Statistique Canada et les autres provinces, aux discussions sur la révision de la méthode d'estimation des résidents non permanents.

Le Bureau a également coordonné l'achat de tableaux statistiques sommaires et personnalisés du Recensement de 1996 pour répondre aux besoins communs des ministères et organismes de l'Administration publique québécoise.

Enfin, en marge du renouvellement du Plan géomatique du gouvernement du Québec, le Bureau a été très actif au sein du forum des utilisateurs en participant aux réflexions sur la géomatique des données socioéconomiques. En partenariat avec plusieurs ministères et organismes, il a entrepris la mise au point d'outils facilitant l'intégration spatiale de ces données.

## Le rayonnement extérieur

En collaboration avec Statistique Canada, le Bureau a de nouveau organisé le colloque « Méthodes et applications de la statistique » dans le cadre du Congrès annuel de l'ACFAS qui a eu lieu à Trois-Rivières en mai 1997. Il a par ailleurs pris part à l'organisation du colloque « Méthodes et applications de la statistique » qui se tiendra à Sherbrooke en juin 1998 à l'occasion du Congrès annuel de la Société statistique du Canada (SSC).

En réponse à une demande du Secrétariat à la condition féminine, le Bureau a accepté de participer, à la fin du mois de mars 1998, à une mission de collaboration en Tunisie relativement à des enquêtes sur les conditions de vie des femmes dans ce pays. Cette collaboration s'inscrit dans le contexte du programme quinquennal de coopération tuniso-québécois.

Au congrès « Les entretiens Jacques-Cartier », qui s'est déroulé à Lyon, deux représentants du Bureau ont fait, sur l'invitation de la France, des présentations sur les travaux du BSQ en matière de comparaisons intergénérationnelles. Un texte intitulé *L'impossible équité intergénérationnelle dans un contexte de fort vieillissement démographique : le cas des dépenses sociales* a également été distribué aux participants à l'une des séances du 23e Congrès général de la population de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, tenu en octobre 1997 à Beijing en Chine.

## La création de Statistique Québec

Le 23 octobre 1997, dans une déclaration ministérielle à l'Assemblée nationale, le premier ministre du Québec annonçait les suites que le gouvernement du Québec entendait donner au rapport du Groupe de travail sur l'examen des organismes gouvernementaux. À cette occasion, il a notamment fait part des intentions du gouvernement de « regrouper à très brève échéance les divers organismes voués à la cueillette et au traitement des données statistiques dans une seule entité, appelée Statistique Québec, qui aura toute l'indépendance requise pour lui assurer une nécessaire crédibilité ». En plus du Bureau de la statistique du Québec, les organismes ou entités administratives concernés par ce regroupement sont : l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération (IRIR), le Centre d'enquêtes du ministère de la Santé et des Services sociaux (Santé Québec) et le Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail (CRSMT) du ministère du Travail.

Depuis, des démarches ont été entreprises afin de concrétiser cette orientation. Les deux dossiers que le Bureau avait mis de l'avant au cours du précédent exercice (le Mémoire au Conseil des ministres sur la coordination des activités statistiques et sur le rôle du BSQ, et la constitution du Bureau en « unité autonome de service ») ont donc fait l'objet d'une réorientation en fonction de cette décision gouvernementale. Présentement, le BSQ collabore étroitement à la préparation du projet de loi devant créer Statistique Québec.

# SASKATCHEWAN

Le Bureau de la statistique de la Saskatchewan (BSS), régi par la *Saskatchewan Statistics Act 1972*, fait partie du ministère des Finances. Le BSS est le coordonnateur statistique désigné pour les communications avec Statistique Canada et la diffusion des renseignements de cet organisme. Il compte un directeur, deux agents de recherche, un commis à la statistique et une secrétaire.

Le BSS publie toujours la *Monthly Statistical Review* (revue statistique mensuelle) et la *Saskatchewan Economic Review* (revue économique de la Saskatchewan). Ces deux publications constituent un recueil des données mensuelles, trimestrielles et annuelles les plus en demande sur la Saskatchewan. En outre, le BSS produit, deux fois par année, un ensemble de comptes économiques, qui sont publiés sous le titre *Saskatchewan Economic Statistics* (statistiques économiques de la Saskatchewan). La *Saskatchewan Fact Sheet* (feuillet d'information de la Saskatchewan) présente les faits saillants des importantes statistiques économiques et sociales sur la Saskatchewan qui se rapportent aux deux dernières années.

Au cours de l'année écoulée (et pour la deuxième année de suite), nous avons de nouveau consacré des ressources considérables pour que nos statistiques sur les courants d'échange de la Saskatchewan se rapprochent davantage de celles de Statistique Canada. Le processus a pris beaucoup plus de temps que prévu. Au cours des dix derniers mois, nous avons tenté de comprendre la méthode qu'utilise Statistique Canada pour produire ses données sur les exportations de blé. Nous espérons rédiger bientôt un rapport présentant les résultats de notre étude. Toutefois, d'après nos premières constatations, les membres de la haute direction de Statistique Canada devraient se pencher sur la question des exportations de produits de base.

Nous tenons à remercier le personnel de Statistique Canada qui nous a prêté main-forte au cours de la dernière année. Nous croyons que cette collaboration constructive profite aux deux organismes et, à long terme, à l'ensemble de l'appareil statistique.

## Plan d'activités

Le gouvernement a procédé récemment à un examen complet des programmes. L'exercice a notamment débouché sur la préparation d'un plan d'activités pour chaque ministère. Ces plans précèdent les mesures de rendement qui seront établies sous peu.

Le plan du Bureau de la statistique de Terre-Neuve (BSTN) décrit l'orientation que nous suivons depuis trois ans et ce que nous ferons au cours des trois prochaines années. L'un des aspects positifs du plan consiste à préparer le terrain à l'élaboration d'un programme de formation pour les ministères que le Conseil du Trésor financera. En avril et en mai 1998, le BSTN va mettre au point un programme de formation pour tout le personnel et demandera des fonds pour pouvoir immédiatement lancer des initiatives.

## Manuel de la direction

L'examen des programmes a également mené à l'élaboration et à la production, à l'interne, d'un guide des programmes et services de la Direction de l'économie et de la statistique à l'intention des utilisateurs. (Le BSTN est une division de la Direction de l'économie et de la statistique du ministère des Finances.) Dans ce manuel, on décrit la structure de la direction et ce que fait chacune de ses divisions. On explique aussi la façon d'obtenir divers types de renseignements et de services que chacune fournit. Il existe une version plus longue et davantage détaillée du guide ainsi qu'une version abrégée, laquelle ne présente que l'essentiel. Nous avons déjà commencé à utiliser les guides et nous pensons qu'ils serviront de nombreuses façons à l'avenir.

## Base de données de la direction

Une nouvelle base de données centrale d'information statistique est en construction depuis plus d'un an. Malgré les nombreux retards attribuables à l'évolution des priorités et des charges de travail, le travail va bon train et les essais devraient commencer au début mai. Lorsqu'il sera pleinement fonctionnel, le système fournira à la direction des données pouvant servir au modèle économétrique de la province. On s'en servira pour répondre aux demandes des clients occasionnels. Le système renferme de nombreuses fonctions automatisées; il pourra notamment télécharger des centaines de séries CANSIM de CGI/IST. Le système comprendra également des ensembles de données conçus à l'interne. De l'information sommaire provenant de la base de données sera éventuellement intégrée dans un site Web. On devrait commencer la conception de celui-ci cet été.

## Liaison avec Statistique Canada

Le BSTN a lancé une initiative pour s'assurer d'informer adéquatement le personnel des activités et des événements de Statistique Canada (SC). Gwen Murphy a accepté de remplir ce rôle et a fait des progrès considérables dans l'organisation et la mise en branle de cet effort. Un mécanisme formel a été mis sur pied pour informer tous les employés des résultats des rencontres tenues à SC, pour leur faire part des dossiers en cours et des nouveaux dossiers émanant de SC, et pour veiller à ce que les employés puissent disposer en temps voulu de toute l'information dont ils ont besoin au sujet des rencontres et des dossiers. Le personnel sera également tenu au courant des réunions et des séminaires ayant lieu à SC. Une liste des participants à ces rencontres et séminaires sera tenue à jour. Gwen veillera également à ce que l'information dont dispose SC au sujet du BSTN demeure actuelle et exacte. On pense que cette initiative permettra de mieux informer le personnel des dossiers touchant SC et, aussi, qu'elle permettra de s'assurer que SC et le BSTN tirent bon parti des efforts et des fonds consacrés par les deux paliers de gouvernement au maintien des liens entre les organismes.

## L'Association of Atlantic Provinces Statistics Agencies

Le BSTN a aidé à mettre sur pied l'Association of Atlantic Provinces Statistics Agencies (AAPSA), dont elle est membre. L'association est le fruit de la collaboration des coordonnateurs statistiques de chacune des provinces de l'Atlantique. La mission générale de l'association est d'établir de meilleures voies de communication entre les organismes statistiques de l'Est et d'offrir un moyen de défendre les intérêts des organismes des provinces de l'Atlantique. Des réunions auront lieu deux fois l'an et on planifie présentement des activités pour le présent exercice et le prochain. On en est aussi à rédiger un protocole d'entente décrivant les objectifs et les points d'entente qui sous-tendent l'effort de collaboration.

## Liste électorale permanente

Le greffier du Conseil exécutif a demandé au BSTN de travailler en collaboration avec le Directeur général des élections à la mise sur pied d'une liste électorale permanente pour la province. Nous avons accepté de participer à ce projet et nous entendons créer la liste provinciale en ajoutant des renseignements à la liste électorale préparée pour le gouvernement fédéral et en l'étoffant au besoin. Des réunions ont eu lieu avec les instances fédérales et il semble qu'un tel effort de collaboration sera possible. Le gouvernement fédéral bénéficiera de la rétroaction qu'il obtiendra de la province et des précisions que lui fournira le BSTN. L'utilisation des renseignements fédéraux permettrait d'économiser beaucoup d'argent et accélérerait grandement la création de la liste provinciale.

## Réforme de l'assistance sociale

De juillet à décembre 1997, à la demande du ministère des Ressources humaines et de l'Emploi (MRHE), le BSTN a élaboré un modèle de l'actuel programme d'assistance

sociale afin de venir en aide aux responsables de la réforme de celui-ci. En janvier 1998, le MRHE a prié le BSTN de réaliser d'autres travaux afin de l'épauler de plus près dans l'élaboration de nouveaux paramètres pour le programme. Ce projet se poursuit et devrait en grande partie être terminé d'ici juin 1998. Le modèle de l'assistance sociale qui a été élaboré a été utilisé pour déterminer le nombre de gagnants et de perdants à la suite des modifications apportées au programme. Il a aussi servi à évaluer les coûts potentiels des changements et pour analyser les incidences régionales. Le travail a été confié au personnel du BSTN et à M. Michael Denny, de l'Université de Toronto, qui possède une vaste expérience de travail dans ce domaine.

**Amélioration du Regional Economic Information System (REDIS)**

Le système REDIS GIS (système d'information sur le développement économique régional), conçu par le BSTN et ses partenaires, est en usage depuis environ un an. Le système regroupe des données du recensement et d'autres données à l'échelle des subdivisions de recensement et des collectivités. Les utilisateurs l'ont très bien accueilli. Le BSTN, d'autres ministères et les agents des zones économiques s'en servent et sont ravis de ce qu'il permet de faire et de l'information qu'il leur procure. Son utilisation non gouvernementale a été, comme prévu, beaucoup plus limitée, faute surtout du manque de compétences requises pour l'utiliser efficacement. Quoiqu'il en soit, nous pensons qu'avec le temps, son utilisation par les deux types de clients augmentera. Nous croyons également que le système est un outil important pour les agents de développement économique. À la lumière de ces facteurs, on prépare maintenant des plans afin d'améliorer le système en vue du lancement d'une nouvelle version à l'automne 1998. Des efforts considérables ont été déployés pour la mise au point de nouvelles cartes de base. Des discussions auront bientôt lieu avec SC relativement à un nouveau contrat de licence pour l'utilisation des données.

**Rapport sur la SPFA, analyse et soutien accordés au comité ministériel responsable**

L'arrivée à terme de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (SPFA) est une question importante pour la province de Terre-Neuve et pour le gouvernement. Le BSTN a joué un rôle de premier plan auprès du comité ministériel responsable du dossier de la SPFA. En août 1997, un rapport intitulé *The Atlantic Groundfish Strategy : An Analysis of the Program on a Regional Basis* a été diffusé. Il est le fruit d'une collaboration entre le bureau local de Développement des ressources humaines Canada (DRHC), les ministères fédéral et provincial des Pêches et le BSTN. Le BSTN a rédigé et publié le rapport et a reçu, pour ce faire, de l'information, des données et des fonds provenant de ses partenaires. Le document est devenu la « bible » sur la SPFA pour les deux paliers de gouvernement. Il a permis de gagner beaucoup de temps, qui aurait autrement été consacré à répondre à des demandes ponctuelles.

Nous avons également bâti une fonction capable de produire des simulations des familles visées par la SPFA dans la Base de données et modèle de simulation de politique sociale (BD/MSPS) de Statistique Canada. Cela a beaucoup aidé les ministres et les hauts fonctionnaires provinciaux dans leurs discussions avec le gouvernement fédéral. Des

bases de données actuelles concernant les clients de la SPFA, l'utilisation par ceux-ci du programme et leurs revenus sont aussi gardées et tenues à jour au BSTN. On peut répondre au besoin à la plupart des demandes.

### Étude démographique

À la demande du premier ministre, la direction mène présentement une importante étude sur la situation démographique de la province. Depuis quelques années, l'effritement démographique est très important et on s'attend à ce que cette perte soit lourde de conséquences pour la province. Le projet est dirigé par Beverley Carter, la sous-ministre adjointe de la direction. Le BSTN aide à gérer le projet et participe de très près à l'aspect technique de l'étude. L'un des produits clés du BSTN sera une base de données démographiques. Les données y seront classées par âge et par sexe, par le nombre de naissances selon le sexe et par le nombre de décès selon l'âge pour les subdivisions de recensement, les zones économiques, et les régions où se trouve un hôpital ou une commission scolaire. La base de données couvrira la période allant de 1986 à 1997. Certaines composantes du projet se font également en sous-traitance. Messieurs Byron Spencer et Frank Denton s'affairent à adapter des modèles construits pour DRHC à la situation de Terre-Neuve. M. Dane Rowlands, de la Carleton University, étudie les incidences de la perte démographique sur les collectivités, tandis que M. Stanley Winer examine des données et des modèles qui pourraient être utiles au projet. M. Doug May, de la Memorial University, est le conseiller technique principal. Cette étude devrait durer encore un an.

### Comptes des revenus des collectivités

En réponse aux nombreuses demandes nécessitant des données régionales cohérentes et de meilleure qualité, le BSTN a terminé l'élaboration de ses comptes des revenus des collectivités. Ce projet a duré environ deux ans. On a procédé à la recherche et au développement. Un rapport a aussi été rédigé par M. Doug May, de la Memorial University, et Terry Quinlan, du BSTN. Les comptes, basés sur les données sur les déclarants de la Division des données régionales et administratives de Statistique Canada, fournissent une vaste gamme de renseignements et d'indicateurs pour les zones économiques provinciales et les régions où se trouvent des commissions scolaires et des conseils de santé. La plus petite unité géographique est la subdivision de recensement unifiée, basée sur des conversions de codes postaux. Après examen du rapport et de la méthodologie par Statistique Canada, nous prévoyons fournir l'information aux clients. L'AAPSA songe également à appliquer les comptes à d'autres provinces et à mettre au point les données pour l'ensemble du Canada atlantique.

### Base de données sur l'emploi dans la fonction publique provinciale

Le BSTN fait partie d'un nouveau groupe de travail sur les données relatives à l'emploi et aux ressources humaines au sein de la fonction publique. Le groupe de travail se penchera sur les lacunes statistiques et sur le mode de prestation des données, puis recommandera des moyens de rendre les données plus accessibles à un prix abordable.

Les recommandations seront très probablement d'ordre général et concerneront l'ensemble de la fonction publique provinciale et les organismes gouvernementaux. Ce travail conduira notamment à la mise sur pied par le BSTN d'une base de données qui sera mise à la disposition de toutes les composantes du gouvernement.

### Enquêtes sur les courants migratoires régionaux

La recherche se poursuit sur les tendances de la migration vers la province, hors de celle-ci et à l'intérieur de celle-ci. Les activités ont commencé il y a deux ans. L'information est recueillie par l'entremise du système de santé et du système d'éducation. On étudie présentement les données pour leur qualité et on espère que l'information sera diffusée cet automne et qu'on l'utilisera à certaines fins.

### Initiatives diverses

Mentionnons, parmi d'autres tâches importantes entreprises durant la dernière année :

- la mise sur pied d'un groupe devant étudier la composante des résidents non permanents des estimations de population;
- une analyse des effets des ajustements démographiques découlant du recensement.

# TERRITOIRES DU NORD-OUEST

## Aperçu

Le Bureau de la statistique des Territoires de Nord-Ouest (BSTNO) est l'organisme statistique central du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Il fait partie du ministère des Finances et compte six postes permanents et quatre postes de durée déterminée.

Voici les cinq principales fonctions du BSTNO :

- élaborer, analyser et interpréter les statistiques économiques, sociales et démographiques dont le gouvernement territorial a besoin;

- diffuser les statistiques officielles gouvernementales et autres données statistiques sur support imprimé et électronique et coordonner les activités statistiques au sein du gouvernement tant pour réduire le chevauchement des activités statistiques que pour garantir que les statistiques utilisées par le gouvernement sont à jour, cohérentes et exactes;

- fournir des conseils et de l'aide de nature statistique aux ministères, bureaux régionaux et organismes centraux relativement à l'analyse des données statistiques et aux fins d'enquêtes statistiques;

- assurer une représentation constante et efficace des intérêts statistiques du territoire au sein de l'appareil statistique national, y compris siéger aux comités fédéraux-provinciaux de la statistique, agir à titre de coordonnateur statistique du gouvernement pour les communications avec Statistique Canada et consulter les ministères fédéraux, y compris Statistique Canada, au sujet des statistiques territoriales;

- fournir certains services statistiques au public, au secteur privé et aux autres gouvernements.

Le budget du BSTNO a augmenté de 55 % pour l'exercice financier 1998-1999, principalement en raison du financement accordé par le gouvernement pour achever une enquête sur la population active de la collectivité. Cette enquête a également été menée en 1994, 1989 et 1984.

Au cours de l'année écoulée, on a déployé des efforts considérables pour la planification de la création des deux nouveaux territoires nordiques : le Nunavut et l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest. En ce qui a trait au Nunavut, les activités de planification en cours comprennent la création du Bureau de la statistique du Nunavut, qui fera partie du Conseil exécutif et qui sera doté de cinq postes permanents.

Même si le Nunavut n'existera légalement qu'à partir du 1er avril 1999, les sous-ministres sont déjà en fonction. Au cours des prochains mois, on recrutera d'autres membres du personnel de manière à ce que le gouvernement soit opérationnel au moment de la création du nouveau territoire. On prévoit à l'heure actuelle le recrutement d'un statisticien territorial qui entrerait en fonction en septembre ou un peu plus tard.

On ne prévoit pas pour l'instant apporter des modifications à la structure organisationnelle de l'organisme statistique de l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest. Toutefois, on prévoit que ce dernier perdra un poste permanent au moment de la division.

**Élaboration et diffusion des données**

Bien que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le BSTNO soient en période de transition en raison de la division prochaine des Territoires, le BSTNO a réussi à mener à terme d'importantes initiatives d'élaboration et de diffusion des données au cours de l'année écoulée.

La diffusion des résultats du Recensement de 1996 était l'une des premières de ces initiatives. Le BSTNO a produit des sommaires des publications du recensement mettant en évidence les résultats relatifs aux Territoires du Nord-Ouest. Ces sommaires portaient principalement sur l'analyse des résultats, en particulier sur la comparaison entre les résultats de 1996 et ceux des recensements précédents.

En outre, le BSTNO a continué de préparer et de publier ses publications statistiques périodiques, dont *Statistics Quarterly* et la version 1996 de *Northwest Territories...by the numbers*. Il a également produit d'autres rapports statistiques, y compris sur les comptes économiques des T.-N.-O., sur le commerce interprovincial et international, le rapport de l'Enquête de 1996 sur les entreprises des T.-N.-O. et un rapport détaillé sur les résultats de l'Enquête de 1996 sur l'alcool et les autres drogues aux T.-N.-O.

Dans le cadre de son engagement à terminer l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP) et l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), le BSTNO a achevé le traitement des données du cycle 2 de l'enquête. La planification du cycle 3 va bon train; les opérations régionales doivent débuter à l'automne 1998. Ce projet est mené en collaboration avec Statistique Canada et le Bureau de la statistique du Yukon.

Le BSTNO a mené une enquête sur le prix des aliments à la fin de 1997 pour le compte de notre division du soutien au revenu. Cette enquête, qui porte sur environ 150 produits alimentaires, permet d'établir des indices de prix entre les villes pour toutes les collectivités des Territoires.

L'une de nos plus importantes réalisations au cours de l'année écoulée a été l'achèvement d'un projet visant à améliorer grandement l'accès aux statistiques territoriales sur support électronique. La stratégie du BSTNO concernant la diffusion électronique consiste à assurer au public l'accès à la plus grande quantité de données possible au moyen de notre

site Web et à ne donner qu'aux employés du gouvernement l'accès à d'autres données au moyen de T-stat, notre système d'extraction de données en direct. La politique de recouvrement des coûts de Statistique Canada impose ces restrictions.

En ce qui concerne le site Web, les données peuvent être visualisées dans des tables HTML, imprimées à partir de fichiers PDF et modifiées au moyen d'Excel. Le BSTNO modifie constamment le site Web à la lumière des commentaires des utilisateurs pour en faciliter l'accès aux utilisateurs tant réguliers qu'occasionnels.

T-Stat, le système d'extraction de données statistiques en direct du gouvernement territorial, a été transféré du macroordinateur aux ordinateurs personnels. On peut maintenant y accéder au moyen du site Web du BSTNO. Seuls les employés du gouvernement territorial ont accès à ce système qui comporte trois principaux éléments. En premier lieu, le système d'extraction des séries chronologiques comprend environ 3 500 séries et contient surtout des données sur les T.-N.-O. Ce système est semblable au système CANSIM de Statistique Canada. Il permet aux utilisateurs de visualiser les données dans des tableaux HTML ou de les télécharger directement dans le logiciel Excel pour les modifier par la suite.

Les tableaux du recensement constituent le deuxième élément de T-stat. Il existe des tableaux sommaires de base des recensements de 1996 et 1991 pour les collectivités des T.-N.-O. Ces tableaux permettent aux utilisateurs d'accéder rapidement aux renseignements sur n'importe quelle collectivité des T.N.-O. et de comparer les résultats avec les recensements précédents. À l'heure actuelle, le système comporte tous les tableaux sommaires de base pour le Recensement de 1996 ainsi que 29 tableaux pour celui de 1991. En outre, on examine les méthodes qui permettraient d'accéder aux résultats du Recensement de 1986.

Les profils des collectivités constituent le dernier élément de T-stat. On prévoit que cet élément du système devrait donner éventuellement accès à trois genres de profils. Dans le premier cas, il s'agit de profils généraux des collectivités qui fournissent toute une gamme de données statistiques, y compris les caractéristiques démographiques et de la population, les niveaux de scolarité, l'activité sur le marché du travail, les niveaux de revenu et les prix. Chaque profil donne sur deux pages l'aperçu d'une collectivité. Dans le deuxième cas, il s'agit de profils sur l'activité sur le marché du travail, produits à partir de l'Enquête sur la population active de 1994 des T.N.-O. Ces profils fournissent un éventail de statistiques communautaires sur l'activité de l'année précédente, y compris les taux d'emploi selon les diverses caractéristiques; les niveaux de scolarité; l'incidence sur l'économie salariale; le piégeage, la chasse et la pêche; et les métiers d'art. Dans le troisième cas, il s'agira de profils qui seront ajoutés au système et seront fondés sur les profils du recensement. Ils seront détaillés, porteront sur les recensements et permettront d'établir des comparaisons avec les résultats des recensements précédents.

### Aide aux ministères territoriaux

Le BSTNO affecte une part importante de ses ressources à l'aide accordée aux ministères territoriaux aux fins de leurs activités statistiques. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour améliorer la sensibilisation aux données statistiques disponibles, le BSTNO a commencé à rendre visite régulièrement aux membres de la haute direction de chaque ministère pour leur fournir une mise à jour sur ses produits et services. En outre, il présente régulièrement des exposés au personnel des ministères sur les principales constatations découlant des activités statistiques telles que notre enquête sur les entreprises et celle sur l'alcool et les autres drogues aux T.-N.-O.

En plus de mieux faire connaître le BSTNO, deux autres initiatives entreprisent au sein du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ont eu des répercussions sur le BSTNO. En premier lieu, on a demandé pour la première fois au BSTNO de participer à l'élaboration d'examens sommaires socioéconomiques qu'utilisera le gouvernement au cours de la première étape de son processus de planification opérationnelle. En deuxième lieu, le gouvernement a créé une division chargée d'effectuer des recherches sur les questions de politique interministérielle. Cette division prévoit devenir un client important du BSTNO et compte utiliser considérablement nos données statistiques, y compris les fichiers de microdonnées résultant des enquêtes statistiques. On négocie actuellement l'établissement d'une relation de travail durable entre la division et le BSTNO.

Finalement, comme par le passé, le BSTNO continue de conseiller les ministères gouvernementaux sur différents aspects de leur travail qui touchent particulièrement la statistique. Il continue toujours de leur fournir de l'aide, principalement en ce qui a trait au conflit relatif à la parité salariale dans lequel notre gouvernement est en cause. Si les négociations qui se poursuivent n'aboutissent pas à un règlement, un tribunal pourrait être saisi de cette plainte comme c'est le cas de celle qui a été déposée contre le gouvernement fédéral. Jusqu'ici, le BSTNO a donné son appui en fournissant les données statistiques relatives à la détermination des lignes de salaires et au calcul de la valeur de l'écart salarial entre les postes à prédominance masculine et ceux à prédominance féminine.

### Collaboration avec Statistique Canada

Au cours de l'année écoulée, le BSTNO a continué de participer à une vaste gamme de programmes de Statistique Canada, y compris aux réunions de comités fédéraux-provinciaux au sujet des statistiques. L'élargissement de la portée et l'amélioration de la qualité des données statistiques sur les Territoires du Nord-Ouest, de concert avec Statistique Canada, constituent un aspect important du mandat du BSTNO.

Au cours de l'année écoulée, le traitement des données du cycle 2 de l'ELNEJ et de l'ENSP ainsi que la planification initiale du cycle 3 pour les deux enquêtes ont constitué des éléments importants des projets menés à bien avec Statistique Canada. Les activités relatives à ces deux enquêtes sont intégrées en une seule collecte de données pour les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon. Les ministères territoriaux s'inquiètent toujours de la rapidité de la diffusion des données de ces deux enquêtes sur les territoires. En fait,

aucun résultat de l'ELNEJ de 1994 sur les Territoires du Nord-Ouest n'a encore été publié. Ce retard dans la parution des résultats porte atteinte à la crédibilité de Statistique Canada et à celle du BSTNO. On espère que des améliorations continueront d'être apportées pour assurer la diffusion en temps opportun des données du cycle 2 et des cycles à venir.

Il convient de signaler d'autres projets menés de concert avec Statistique Canada, dont la tentative d'intégrer l'activité économique liée à la production de diamants à l'organisme statistique, les études de dénombrement qui ont suivi le Recensement de 1996 et la diffusion des résultats tirés du Recensement de 1996.

**Création de deux nouveaux territoires**

Comme nous l'avons indiqué précédemment, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a consacré beaucoup de temps à la planification de la création des deux nouveaux territoires (le Nunavut et l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest) qui aura lieu le 1er avril 1999.

Sur le plan des statistiques, trois importantes activités ont été menées :

- mettre au point une nouvelle présentation des données statistiques sur le Nunavut et l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest et s'assurer de les diffuser à grande échelle;
- répondre aux demandes de données statistiques et d'analyses dont on a besoin immédiatement pour la planification de la création du nouveau territoire;
- collaborer avec Statistique Canada pour veiller à ce que la gamme et la qualité des données statistiques sur chacun des deux nouveaux territoires soient semblables à celles des données sur toute autre province ou territoire.

Le BSTNO cherche à mener la troisième activité de concert avec Statistique Canada depuis 1993. Au cours de la dernière année, deux groupes de travail formés de représentants de Statistique Canada et du BSTNO se sont penchés sur la préparation de statistiques distinctes sur le Nunavut et l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest.

Il convient de signaler tout particulièrement deux événements qui ont eu lieu dans le cadre du projet d'élaboration de statistiques sur le Nunavut et l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest. En premier lieu, des spécialistes de nombreux domaines d'activité de Statistique Canada ont participé, à l'automne 1997, à un colloque pour déterminer la possibilité de produire des estimations distinctes pour les deux nouveaux territoires et pour cerner les domaines qui pourraient présenter des difficultés. En deuxième lieu, on a tenu récemment au Nunavut un atelier de travail pour discuter des besoins de statistiques du nouveau territoire. Des représentants de Statistique Canada ont participé à cet atelier.

L'une des principales inquiétudes dont on a fait état dans le cadre des travaux sur la production de données statistiques distinctes sur le Nunavut et le l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest tient, semble-t-il, à une politique de fait de Statistique Canada selon laquelle des statistiques distinctes pour les deux nouveaux territoires seront produites uniquement si cela entraîne peu de frais, voire aucun. S'il s'agit véritablement d'une politique de

Statistique Canada, elle est inacceptable. La population du Nunavut et de l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest veut avoir accès à la même gamme et à la même qualité de données statistiques que celles que produit Statistique Canada sur les autres provinces et territoires.

Il faut espérer que Statistique Canada apportera des précisions à sa politique concernant la production de données sur les provinces et les territoires et qu'on élaborera immédiatement des calendriers précis de production de toutes les séries statistiques sur le Nunavut et sur l'Ouest des Territoires du Nord-Ouest.

# YUKON

## L'Unité de l'administration et de la gestion

L'Unité de l'administration et de la gestion du Bureau de la statistique du Yukon (BSY) offre à ce dernier des services financiers, de gestion interne et d'administration. En outre, elle assure un soutien statistique au gouvernement du Yukon et au gouvernement fédéral, préconise la recherche en gestion et fait la promotion de la recherche comme partie intégrante de la gestion.

Au cours du dernier exercice, l'Unité de l'administration et de la gestion :

- a maintenu son appui dans le domaine des services financiers;
- a élaboré et fait adopter de nouvelles formules de présentation et d'approbation de projets;
- a rédigé un projet d'entente bilatérale visant le partage de données avec une première nation locale;
- a établi une nouvelle relation de travail avec le Northern Research Institute du Collège du Yukon.

## L'Unité des opérations

L'Unité des opérations du BSY offre aux ministères des services de recherche moyennant le recouvrement des coûts et fournit à la fonction recherche tout le soutien interne au titre des opérations, du contrôle et du personnel.

Pendant le dernier exercice, l'Unité des opérations a mené à bien les initiatives suivantes :

- l'Enquête sur les affaires au Yukon
- l'Enquête sur la route du Klondike
- l'Enquête nationale sur la santé de la population
- l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes
- l'Enquête sur les voyages au Yukon

## L'Unité de la recherche et de l'analyse

L'Unité de la recherche et de l'analyse fournit un soutien méthodologique et analytique au BSY. Elle prépare les dossiers administratifs du gouvernement à des fins statistiques et fournit des services et des conseils en matière de statistique et de méthodologie aux fins des initiatives des ministères.

Au cours du dernier exercice, l'Unité de la recherche et de l'analyse du BSY a mené à bien des initiatives dans les domaines suivants :

- Risque élevé d'usage de l'alcool : analyse et rédaction d'un rapport
- Système de rapports sur la gestion de l'information concernant les étudiants du Yukon : mise en place

- Enquête sur les affaires au Yukon : analyse de l'accès au financement, profil des entreprises qui exportent des biens et services, et base de données pour le Répertoire 1997-1998 des entreprises du Yukon
- Système de rapports sur l'immunisation au Yukon : mise en place et production de rapports réguliers
- Enquête sur le fleuve Yukon : conception, analyse et rédaction d'un rapport
- Enquête sur les communications internes (pour le ministère des Richesses renouvelables) : analyse et rédaction d'un rapport
- Étude de contrôle Chlamydia/MTS : conception, analyse et rapport
- Enquête auprès des citoyens âgés du Yukon : conception, analyse et rapport
- Pauvreté : recherche et analyse approfondies portant sur des questions de mesure de la pauvreté et publication d'un article dans *Policy Options*
- Indicateurs sociaux : rédaction de l'ébauche d'un rapport sur les indicateurs sociaux du Yukon
- Enquête sur les prix dans les collectivités : réalisation d'une enquête sur les prix dans les villes du Yukon, laquelle doit être menée deux fois par an.

**L'Unité de la recherche sur la santé**

L'Unité de la recherche sur la santé réalise des recherches et des analyses portant tout particulièrement sur les projets suivants : Registre du cancer du Yukon, statistiques de l'état civil, utilisation des services de santé et Rapport sur l'état de la santé.

Au cours du dernier exercice, l'Unité de la recherche sur la santé du BSY a mené à bien les initiatives suivantes :

- publication de *Vital Statistics: A Look at Births, Marriages and Deaths in the Yukon from 1986 to 1995*
- rédaction d'un rapport statistique (utilisé par le gouvernement) intitulé *Yukon Births, Therapeutic Abortions and Pregnancy Rates—1986 to 1997*
- établissement de profils des médecins du Yukon
- élaboration d'un cadre analytique et production de profils individuels des activités et des dépenses des médecins du Yukon (en vertu du Régime d'assurance-maladie du Yukon) du 1er avril au 31 décembre 1997

**L'Unité des services d'information**

L'Unité des services d'information fournit des services d'information statistique. Par exemple, elle répond aux demandes de renseignements statistiques, s'occupe d'un centre de ressources statistiques et fournit l'accès à des bases de données électroniques comme CANSIM. En outre, l'Unité distribue des publications et diffuse de l'information électronique sur le Yukon, offre des services internes relativement aux produits du BSY, appuie les services d'édition électronique internes pour toutes les publications et tous les instruments de recherche du BSY et assure des services de contrôle de la qualité des publications.

Pendant le dernier exercice, l'Unité des services d'information a mené à bien les initiatives suivantes :

- elle a commencé à familiariser les premières nations avec l'information dispensée par le BSY
- elle a commencé à faire paraître, sous forme électronique, une mise à jour sur les plus récents renseignements pouvant être obtenus sur le Yukon
- elle a produit le premier prototype de carte du Yukon pour l'affichage de renseignements en fonction des régions géographiques
- elle a établi des contacts avec des entreprises locales pour utiliser leurs données dans la production de renseignements publics sur les ventes de maisons au Yukon.

## ANNEXE 4

## RAPPORTS DES COMITÉS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX

## COMPTES ÉCONOMIQUES PROVINCIAUX

**Dernière réunion :** **le 6 février 1998**
**Prochaine réunion :** **le 16 octobre 1998**
**Membres :** **Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)**

Parmi les principaux sujets à l'ordre du jour de la réunion qui s'est tenue à Ottawa le 6 février 1998 figuraient des rapports d'étape sur les programmes de statistiques provinciales au sein de la Direction du Système de comptabilité nationale (SCN) ainsi que dans chaque province et territoire. La Direction du SCN a abordé les sujets suivants :

- La révision historique des comptes des revenus et dépenses diffusée en décembre 1997
- La prochaine diffusion des comptes économiques provinciaux
- Le nouveau programme des analystes provinciaux
- Le calendrier de production et de diffusion

### Prochaine réunion

La prochaine réunion du comité est prévue pour le 16 octobre 1998. Elle devrait se tenir à la salle de conférences Simon-A.-Goldberg de l'immeuble R.-H.-Coats. Les sujets à l'ordre du jour incluront vraisemblablement une discussion de problèmes reliés à la révision historique, la contribution du nouveau programme des analystes provinciaux et les plans pour incorporer au SCN les données émanant du Projet pour l'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP).

Le calendrier de diffusion figure à la page suivante.

## Calendrier de diffusion

| *Élément* | *Date de diffusion* |
|---|---|
| Estimations nationales révisées du PIB par branche d'activité en prix courants, période de référence de 1961 à 1993 | février 1998 |
| Estimations nationales révisées du PIB par branche d'activité en prix constants, période de référence de 1961 à 1993 | avril 1998 |
| Comptes économiques provinciaux, période de référence de 1992 à 1997 | 14 mai 1998 |
| PIB provincial par branche d'activité, période de référence de 1992 à 1997 | 14 mai 1998 |
| Estimations du PIB provincial par branche d'activité, période de référence de 1984 à 1991 | fin juin 1998 |
| Comptes trimestriels nationaux des revenus et dépenses | 1er juin 1998 |
| | 31 août 1998 |
| | 30 novembre 1998 |
| | 1er mars 1999 |
| Comptes trimestriel nationaux des revenus et dépenses : révisions du premier trimestre de 1993 au deuxième trimestre de 1998 (diffusion du printemps reportée à l'automne) | octobre 1998 |

***Veuillez noter*** que les comptes économiques provinciaux et le PIB provincial par branche d'activité pour la période de référence de 1992 à 1997 seront présentés sous forme de tableaux différents à partir du 14 mai 1998, tandis que, dans *Le Quotidien*, on traitera des deux ensembles de données dans le même article.

## CONSEIL DE LA STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL DU CANADA

**Dernière réunion :** **les 17, 18 et 19 juin 1997**
**Prochaine réunion :** **les 30 juin et 1er, 2 et 3 juillet 1998**
**Membres :** **Registraires fédéraux et provinciaux et directeurs de la statistique de l'état civil**

- La création d'un site Web pour le Conseil de la statistique de l'état civil du Canada commencera cette année.

- Un dictionnaire de données décrivant les normes qui s'appliquent aux méthodes de collecte et de classement des données relatives aux naissances, aux mariages, aux décès et aux morts à la naissance a été accepté par le Conseil. Une date d'entrée en vigueur sera établie avec chaque province et chaque territoire.

- Le Conseil de la statistique de l'état civil du Canada a commencé à produire une revue trimestrielle dont le tirage est d'environ 1800 exemplaires.

- Un comité d'utilisateurs représentant les provinces et les territoires qui se servent de MICAR/ACME a été formé.

- Les coroners qui utilisent un système de codage différent de celui qu'utilise le Conseil de la statistique de l'état civil du Canada feront l'objet d'une enquête dont les résultats seront communiqués au Conseil.

- Mettre sur pied un plan d'activités stratégique du Conseil de la statistique de l'état civil du Canada.

# DÉMOGRAPHIE

**Dernière réunion:** **Les 25-26 septembre 1997**
**Prochaine réunion:** **Les 18-19 juin 1998**
**Membres:** **Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)**

La réunion de septembre 1997 se répartissait en deux journées. Le matin de la première journée portait sur les méthodes proposées au rajustement du sous-dénombrement net pour le recensement de 1996. Après un aperçu de la stratégie générale, différents aspects de l'ajustement ont été discutés. Les questions concernant cette activité ont été présentées par cinq employés de Statistique Canada. Dans l'après-midi, les discussions concernaient les composantes du programme d'estimations, plus précisément la migration interprovinciale, les résidents non permanents et l'émigration internationale.

Dans la seconde journée, les discussions ont porté sur une comparaison des données du recensement de 1996 et des estimations postcensitaires de la population. Ces trois présentations ont été données par les employé(e)s de Statistique Canada. La session s'est terminée par une table ronde avec les provinces qui ont rapportées leur travaux démographiques en cours.

Depuis la réunion de septembre, les estimations de la population provinciale jusqu'au 1er janvier 1998, d'après la nouvelle méthode d'estimation des résidents non-permanents ont été diffusées. La publication annuelle (n° 91-213 au catalogue de Statistique Canada), comprenant les estimations du 1er juillet 1997, a été diffusée en mars. En avril dernier, des représentants des provinces et de Statistique Canada ont participé à un atelier sur les résultats provisoires de l'étude de couverture sur le sous-dénombrement net de 1996.

## DIFFUSION DES DONNÉES

**Dernière réunion :** **le 26 novembre 1997**
**Prochaine réunion :** **le 18 novembre 1998**
**Membres :** **Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)**

### Faits saillants sur les activités de diffusion des données

Le **Bureau de la statistique du Québec** (BSQ) entreprend un important projet de diffusion de profils régionaux fondés sur les données du Recensement de 1996. En tout, 80 produits seront diffusés à l'échelle de nombreuses régions géographiques. Les profils porteront sur diverses variables, telles que la population, le logement, l'emploi, le revenu, l'origine ethnique et la langue.

Le BSQ a mis sur un CD-ROM ses publications de 1996. Toutes les publications du BSQ sur support en papier sont désormais produites en format PDF, ce qui permet de les inclure sur le CD-ROM et de les afficher dans Internet.

Le BSQ fournit les données nécessaires à la fabrication de cartes qui seront incluses dans un atlas multimédia du Québec. Cet atlas est préparé par l'Université du Québec à Montréal. En raison de l'accroissement de l'activité et de l'intérêt dans le domaine des systèmes d'information géographique, le BSQ mène un projet pilote intitulé Gestion de l'intégration spatiale de données socioéconomiques. Le projet vise à s'assurer que les principaux ministères utilisent les limites administratives définies dans une base de données du ministère des Ressources naturelles. Fichier des limites administratives. Le système d'information géographique normalisé facilitera l'utilisation de données administratives à des fins statistiques, et permettra d'éviter le dédoublement du travail.

Au cours des deux dernières années, **Terre-Neuve** a mis en œuvre un programme de développement économique régional qui comprend l'établissement de 20 conseils de zonage. Le Bureau de la statistique de Terre-Neuve compile, pour ces zones, des données qui sont compatibles avec le Système de comptabilité nationale. Les intrants sont une combinaison de données inscrites sur les déclarations de revenus et de données administratives provinciales. Puisque l'organisme a adopté l'approche modifiable du modèle qui se fonde sur un éventail de régions géographiques, ce système peut servir à décrire pratiquement n'importe quelle entité géographique.

L'organisme a publié deux livres traitant du moratoire sur les pêches dans l'Atlantique et sur son incidence. L'un d'eux a été affiché dans le site Internet du gouvernement provincial.

Le coordonnateur statistique des **Territoires du Nord-Ouest** a indiqué que même s'il y a eu peu de changements dans les publications du Bureau of Statistics, il y a eu une

importante augmentation de ses activités de diffusion électronique. Le Bureau a beaucoup développé son site Internet, qui fournit aux utilisateurs un grand nombre de fichiers à télécharger en divers formats.

Le système de recherche de données en direct, connu sous le nom de T-stat, a été transféré à un système accessible dans Internet qui fonctionne en parallèle avec l'ordinateur principal. À l'heure actuelle, son usage est restreint au personnel du Bureau, mais, à la fin de l'année financière, il deviendra probablement un site protégé par mot de passe accessible aux employés de l'administration territoriale.

L'**Île-du-Prince-Édouard** participe actuellement à une importante nouvelle initiative coordonnée par le ministère du développement économique et du tourisme. Les données provenant de nombreuses sources riches en données sont cataloguées et seront ensuite fusionnées en une seule base de données. On commencera la diffusion des données de référence dans Internet au printemps et, avec le temps, de nouvelles données seront ajoutées.

Le recouvrement des coûts est devenu moins important pour le Bureau des statistiques du **Manitoba**, passant de 20 % de son budget il y a plusieurs années à 10 %.

Le délégué au comité de la **Nouvelle-Écosse** a souligné les nouvelles orientations qui sont prises, notamment le passage à la diffusion électronique, incluant l'élaboration d'un réseau intranet qui deviendra une source courante de données pour quelque 40 bases de données différentes disponibles pour usage interne.

En **Ontario**, une grande partie de l'information est toujours publiée sur support papier, même si plusieurs rapports économiques sont affichés dans le site Internet du ministère des Finances. On fait également de la diffusion de données par courrier électronique, et le réseau intranet est actuellement en cours d'élaboration pour servir d'outil de diffusion.

**Présentations faites à la réunion de 1997 du Comité fédéral-provincial de la diffusion des données**

***Stratégie de Statistique Canada en matière de publication électronique***

Martin Podehl a donné un aperçu de la stratégie, décrivant ses objectifs, ses avantages prévus et ses diverses étapes. En réponse à une question du coordonnateur statistique de la Saskatchewan, M. Podehl a donné l'assurance que Statistique Canada élaborera un mécanisme pour informer les utilisateurs de la conversion des publications imprimées en documents électroniques. David Roy a souligné qu'on a répertorié toutes les publications non cataloguées dans l'IPS dans le but de les mettre dans Internet sous forme de fichiers en format PDF, ce qui les rendra facilement disponibles pour les coordonnateurs statistiques.

En réponse à une question de M. Boyko, le délégué du Québec a signalé que le CD-ROM n'a pas beaucoup changé le programme des bibliothèques de dépôt; la plupart des

utilisateurs du CD-ROM sont des administrations publiques et des établissements d'enseignement. Tout comme Statistique Canada, le BSQ remplacera un jour les publications imprimées à faible diffusion par des publications électroniques.

*Recherche sur le site Internet*

Yves Dupuis a décrit les objectifs, la méthode et les résultats de la recherche qualitative et quantitative du site Internet de Statistique Canada, qui a été effectuée par Phase 5 Consulting Group inc. au nom de Statistique Canada.

*L'avenir des services en ligne*

Don DeGenova a décrit l'évolution du service en ligne supérieur de Statistique Canada, StatCan en direct, la création en parallèle de son site Internet et les options de reconfiguration de toute la gamme des services en ligne de Statistique Canada.

*Disponibilité des clients pour l'étude des services électroniques*

Yves Dupuis a donné un bref aperçu des objectifs, de la méthode et des résultats de l'étude.

*Projet des métadonnées*

M. Boyko a donné un bref compte rendu de l'état du projet des métadonnées dont on a également discuté lors de la réunion de mai 1997 du Conseil consultatif fédéral-provincial de la politique statistique.

*Initiative de démocratisation des données (IDD)*

Wendy Watkins, gestionnaire du centre de données de la Carleton University, a fait l'historique de l'IDD du point de vue des utilisateurs. Elle a incité les coordonnateurs statistiques à créer des partenariats avec les universités qui participent à l'IDD et à ajouter des données provinciales et territoriales à la collection.

En réponse à une discussion portant sur l'accès des coordonnateurs statistiques aux données de Statistique Canada, M. Desjardins a suggéré que les délégués fassent une proposition au Conseil consultatif fédéral-provincial de la politique statistique. M. Pilkey, à titre de président du Comité de programme du Comité fédéral-provincial de la diffusion des données, a accepté la responsabilité du projet, et les autres membres du Comité ont consenti également à y participer.

## RECENSEMENT DE LA POPULATION

**Dernière réunion : le 24 septembre 1997**
**Prochaine réunion : le 17 juin 1998**
**Membres : Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)**

C'est M. Laroche qui souhaite la bienvenue à tous les participants à la réunion du 24 septembre 1997. Il fait état de l'avancement de plusieurs dossiers du Recensement de 1996. Les chiffres de population ont été diffusés en avril 1997 et la diffusion des données démographiques de base devrait se faire d'ici à ce que les données sur la structure des familles et sur l'état matrimonial soient publiées le 14 octobre 1997. M. Laroche dit avoir hâte de prendre connaissance de l'opinion et des réactions des provinces et des territoires sur les études sur la couverture, sur les méthodes d'estimation des réserves indiennes ayant exprimé un refus, sur les produits géographiques et les plans relatifs à la diffusion des données du Recensement de 1996 de même que sur les plans de recherche et de développement pour le Recensement de 2001.

### Recensement de 1996

*Études sur la couverture*

Un atelier sur les études sur la couverture a eu lieu en juin 1997. On étudie en détail le contenu et le calendrier de ces études, notamment les produits découlant de ces études et l'approche utilisée pour chacune. On présente un rapport sur les progrès et on fait part des activités.

Le rapport de la situation en ce qui a trait à quelques unes des études s'établit comme suit :

- L'étude sur la vérification des logements inoccupés : Une évaluation a été effectuée et un rapport final a été rédigé en juin 1997. Certains des résultats ont été présentés à l'atelier sur les études sur la couverture, qui s'est tenu en juin 1997.

- L'évaluation de l'imputation pour les cas de formules 4 : Un rapport sera rédigé en octobre 1997.

- L'étude sur la contre-vérification des dossiers : Une nouvelle activité a été ajoutée, soit le contrôle de la qualité. Cette activité a commencé le 5 août 1997 et se terminera le 31 octobre 1997. La dernière activité de la contre-vérification des dossiers de base consiste à produire les premières estimations aux fins de l'évaluation et des analyses qui seront réalisées à la fin novembre 1997.

On présente, à la réunion du 24 septembre 1997, une mise à jour détaillée qui comprend les activités sur les études de surdénombrement et on fait part des activités spécifiques

entreprises depuis la tenue de l'atelier de juin 1997, en particulier celles de vérification, de classification et de contrôle de la qualité. On discute ensuite des activités futures, notamment de la classification finale, de l'ajustement pour la non-réponse et la pondération et de la faisabilité d'utiliser un estimateur direct pour calculer la variance. On souligne que dans ces trois études spéciales, on essaiera de reproduire la situation de 1991 de façon à disposer d'un scénario aux fins de comparaisons.

***Méthodes d'estimations des réserves indiennes ayant exprimé un refus***

Tout d'abord on explique qu'une définition d'une réserve incomplète est maintenant en place. On revoit les procédures pour dresser les listes ainsi que les procédures pour certifier que les réserves sont incomplètes. La stratégie de diffusion adoptée est la même qu'en 1991 : les estimations ne paraîtront pas dans les publications du recensement; des notes spéciales qui donnent la liste des réserves ainsi que les chiffres de population des recensements antérieurs seront insérées dans chaque publication et les estimations démographiques seront corrigées.

On discute ensuite de la méthode d'estimation des chiffres de population des réserves incomplètes pour 1996. Une comparaison avec la contre-vérification des dossiers (CVD) est présentée. Comme la CVD ne comporte qu'un très petit un échantillon, les estimations pour les réserves incomplètes seraient, selon cette méthode, très peu fiables. Une estimation selon des modèles de régression linéaire simple utilisant comme variables explicatives les chiffres des recensements de 1981, de 1986 et de 1991 est préférable. On revoit ensuite les caractéristiques des modèles de régression et on mentionne que plusieurs tests ont été faits. Au terme de la discussion, il est entendu qu'on produira un rapport dans lequel on soulignera les questions soulevées par les membres du Comité.

***Produits géographiques***

Les chiffres de population et des logements ont été diffusés pour tous les niveaux géographiques tel que prévu. Pour la première fois, les données pour tous les niveaux géographiques normalisés ont été diffusées sur support imprimé ou électronique (GéoRef) et les chiffres de population et des logements par code postal à six caractères ont été publiés. Toutes les cartes de référence, les fichiers numériques des limites et les fichiers numériques cartographiques ont également été diffusés selon le calendrier prévu. Le calendrier de diffusion pour les autres produits est le suivant :

- le 19 novembre 1997 : Le fichier de données des côtés d'îlot et les Fichiers du réseau routier (FRR) seront diffusés à cette date.

- le 3 décembre 1997 : Les services de géocodage seront offerts à compter de cette date.

- le 4 décembre 1997 : La première version du Fichier de conversion des codes postaux de 1996 sera diffusée à cette date de même qu'un sous-fichier, soit le Fichier des circonscriptions électorales fédérales.

On traite des nouvelles caractéristiques qui ont été ajoutées à certains des produits, des plans en ce qui concerne le Fichier de conversion des codes postaux du recensement de 1996 et de l'étude d'un nouveau produit qui consiste en fait en un FRR dont la couverture a été élargie.

Le réseau routier lui-même a été mis à jour selon les données disponibles en mai 1996. On s'est efforcé d'accroître le nombre de tranches d'adresses et, pour le produit mis sur le marché, on a mis en œuvre un système d'imputation des adresses.

Les données pour la première version du Fichier de conversion des codes postaux dateront de juin 1997. On utilise une nouvelle méthode de conversion pour restreindre le nombre de cas où l'on doit se fier uniquement au fichier de correspondance des SD pour faire la conversion.

On fait part de la mise en place d'un nouveau produit appelé FRR+ qui sera lancé d'ici la fin de l'année. Grâce aux données numériques de Ressources naturelles Canada, le nouvel outil permettra d'offrir une couverture améliorée du réseau routier.

***Diffusion des produits et services du recensement***

On présente la stratégie relative aux produits électroniques du Recensement de 1996. On aborde les point suivants : le secteur clients, les tendances relatives aux produits, les tendances relatives à la technologie, les sources pour les produits du Recensement de 1996 et les formats des produits.

On passe ensuite en revue les améliorations apportées au logiciel Beyond 20/20 et la grande utilité de ce dernier.

On passe aussi en revue les produits et services pour les coordonnateurs statistiques, notamment les produits qui leur ont déjà été livrés et ceux qu'ils ont reçus de même que ceux qu'ils recevront sous peu. Le jour de la diffusion, les coordonnateurs statistiques reçoivent des exemplaires imprimés du *Quotidien*, les tableaux de la série « Le Pays » sur disquettes et, pour la diffusion d'octobre et les diffusions subséquentes, ils recevront les composantes des profils des DR/SDR. Les méthodes de livraison de ces produits sont celles qui ont été convenues entre les bureaux régionaux et les coordonnateurs statistiques. Les représentants des provinces et territoires ont soulevés des problèmes au sujet des services offerts aux coordonnateurs statistiques par les bureaux régionaux. Le gestionnaire de projet responsable de la diffusion des produits du recensement rencontrera les représentants des bureaux régionaux et tentera avec eux de trouver une solution.

Un mois après chaque diffusion importante, les composantes des profils pour tous les autres niveaux géographiques (sauf les RTA et les SD) seront diffusées. On souligne que les composantes des profils des CEF (selon l'Ordonnance de représentation de 1996) seront fournies seulement dès le début mars 1998.

En ce qui concerne les arrangements relatifs à la diffusion des données aux coordonnateurs statistiques, il s'agit essentiellement des mêmes qu'en 1986, 1991 et 1996. La plupart des coordonnateurs statistiques (sauf ceux du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et de la Saskatchewan) pourront choisir 20 tableaux sommaires de base pour le niveau géographique qu'ils auront choisi. Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest recevront tous les tableaux sommaires de base, mais seulement à l'échelon des SDR, alors que la Saskatchewan a choisi le profil et les tableaux à l'échelon des SDR.

**Recensement de 2001**

***Contrôle centralisé***

La méthode de contrôle centralisé avec l'envoi par la poste des questionnaires dans les régions urbaines et le traitement continu ne peut être adoptée entièrement pour le Recensement de 2001, car on dispose de très peu de temps pour élaborer les systèmes de contrôle et de communications nécessaires et que cette proposition comporte beaucoup de risques pour le Recensement de 2001. Statistique Canada explore plutôt l'option appelée « méthode de dépouillement centralisé des questionnaires 2B ». Une équipe effectue actuellement des travaux pour revoir les détails de cette méthode, déterminer certains coûts et établir les exigences en matière d'essais.

***Consultation sur le contenu***

On souligne que le guide de consultation a été terminé au printemps 1997. En mai 1997, un essai préliminaire a été réalisé pour étudier les réactions des répondants aux différents modèles et questions du questionnaire 2A. Les résultats seront diffusés en novembre 1997.

Les consultations commenceront en novembre 1997 pour les provinces de l'Atlantique. Les consultations sur le contenu se tiendront entre novembre 1997 et janvier 1998 en Ontario et au Québec, en février 1998 en Colombie-Britannique et au Yukon, et en mars 1998 dans les Territoires du Nord-Ouest et dans les provinces des Prairies.

***Enquêtes postcensitaires***

Les enquêtes postcensitaires fonctionnent selon le principe de recouvrement des coûts. Il faut donc établir, en tout premier lieu, s'il y a un besoin en données, et ensuite essayer de déterminer la provenance du financement. À l'automne et au printemps, l'équipe du recensement consultera les provinces et les ministères fédéraux pour établir quels sont les besoins en données et pour déterminer ceux qui pourraient être comblés par le Programme des enquêtes postcensitaires.

*Consultation sur la géographie*

Pour le Recensement de 2001, les membres du personnel de la Division de la géographie, de concert avec l'équipe chargée de la consultation sur le contenu du recensement, font des efforts concertés pour déterminer quelles questions intéressent les utilisateurs, quels changements doivent être apportés aux niveaux géographiques et ce qui doit être conservé tel quel. Outre de permettre aux participants de discuter des questions d'ordre géographique, ces visites aux régions ont entre autres pour objet d'inciter les provinces et les territoires à présenter leurs commentaires par écrit. La date limite pour la présentation des mémoires est le 30 septembre 1997 (la date limite étant par la suite reportée au 30 octobre 1997).

## STATISTIQUE AGRICOLE

**Dernière réunion :** **les 22 et 23 septembre 1997**
**Prochaine réunion :** **les 21 et 22 septembre 1998**
**Membres :** **Représentants des ministères provinciaux et territoriaux de l'Agriculture ou coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)**

### Rapports des membres du Comité

Les rapports de tous les membres du Comité ont été distribués avant la réunion. Les rapports des provinces et des territoires résument les activités et les plans liés au programme, les changements organisationnels et les nouvelles méthodes de diffusion des données adoptées depuis la dernière réunion.

Bon nombre de membres parlent du communiqué sur le Recensement de l'agriculture qui a été diffusé en mai et ils mettent l'accent sur l'importance de ce programme pour les collectivités agricoles. La Nouvelle-Écosse s'inquiète des estimations du revenu net, alors que l'Ontario exprime ses préoccupations concernant les données sur les porcs, les bovins et les terres cultivées. On prend des mesures pour assurer le suivi de ces sujets après la réunion.

Il y a peu de changements aux programmes d'enquête des membres. Le Québec mentionne cependant la refonte de son enquête sur les exploitants acéricoles, et le Yukon indique qu'il prépare une enquête intercensitaire qui sera menée auprès des fermes à l'été 1998. Le Manitoba suggère que l'on envisage de rétablir l'enquête téléphonique sur les prix des cultures spéciales. La Saskatchewan annonce qu'elle va dresser la liste des producteurs de fourrage.

La responsabilité de la statistique agricole du ministère de l'Agriculture et du Marketing de la Nouvelle-Écosse appartiendra au Secrétariat des politiques. La Sous-section des statistiques du ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation de la Colombie-Britannique a connu un mouvement du personnel et une réorganisation. L'Alberta a terminé l'étude de son programme et prévoit qu'elle devra revoir l'entente fédérale-provinciale avec la Division de l'agriculture de Statistique Canada. Les Territoires du Nord-Ouest sont enchantés de participer à la réunion après une absence de plusieurs années.

Les quatre provinces de l'Atlantique expriment leur satisfaction pour l'appui qu'elles reçoivent du bureau de Truro de Statistique Canada.

L'an prochain, Agriculture et Agro-alimentaire Canada intégrera les données du Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) au programme des données complètes sur les exploitations agricoles. Les ministères provinciaux de l'Agriculture et Agriculture et

Agro-alimentaire Canada entreprennent une évaluation intégrale des programmes de protection du revenu dans le but d'élaborer des programmes à long terme qui pourront répondre aux besoins des exploitants agricoles. Cette opération exigera la production d'analyses et de prévisions en faisant appel à la Base de données complètes sur les exploitations agricoles et au modèle régional du secteur agroalimentaire.

La Division de l'agriculture fait rapport sur les principales activités qu'elle devra aborder, notamment l'incidence du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP), la diffusion des résultats du Recensement de l'agriculture de 1996, l'Enquête financière sur les fermes de 1998 et l'Enquête sur la consommation d'énergie dans les exploitations agricoles. Elle est reconnaissante de l'appui qu'Agriculture et Agro-alimentaire Canada lui a accordé relativement à la continuation de l'enquête d'automne sur les fruits et légumes et à l'élargissement de l'échantillon pour la production d'estimations sur les cultures spéciales. L'an prochain, la Division continuera le développement du Registre des fermes pour améliorer la tenue des enregistrements et fera la mise en œuvre tant de l'enquête intercensitaire remaniée que du système de traitement de l'enquête AG2000.

**Mises au point et discussions générales sur les programmes**

Il est maintenant pratique courante que le personnel de la Division de l'agriculture prépare pour la réunion et y présente des documents de référence qui servent de point de départ aux discussions du Comité. Les sujets suivants ont été revus ou abordés :

- la diffusion prochaine de renseignements sur les exploitants agricoles tirés du Recensement de l'agriculture de 1996;
- le processus de détermination du contenu en vue du Recensement de l'agriculture de 2001;
- le maintien à jour du Registre des fermes;
- le maintien des programmes se rapportant aux enquêtes sur les cultures spéciales et à l'enquête d'automne sur les fruits et légumes;
- la consultation des utilisateurs de statistiques du bétail;
- l'amélioration de la couverture des entreprises agricoles dans les comptes des recettes agricoles;
- l'incidence du PASEP sur le programme de la Division de l'agriculture;
- les statistiques sur l'aquaculture;
- la mise en application du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN);
- l'élaboration d'un programme de données rurales;
- les améliorations à apporter au programme statistique sur les produits alimentaires;
- l'annulation de l'Enquête aréolaire sur les fermes;
- le remaniement postcensitaire des principales enquêtes.

## STATISTIQUE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

**Dernière réunion :** **le 5 février 1998**
**Prochaine réunion :** **le 15 octobre 1998**
**Membres :** **Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants) et délégués des ministères des Finances provinciaux et territoriaux**

La réunion du Comité a lieu à Ottawa le 5 février 1998. Toutes les provinces et tous les territoires sont représentés, sauf l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard.

Art Ridgeway, le directeur de la Division des institutions publiques de Statistique Canada, préside les débats. La première question à l'ordre du jour est la table ronde provinciale-territoriale. Les représentants du Québec, de l'Alberta et du Manitoba disent être très satisfaits de la collaboration apportée par Statistique Canada au cours de la dernière année, plus particulièrement au chapitre de la révision chronologique. Les représentants du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique indiquent qu'ils aimeraient obtenir plus d'information sur la façon dont ont été rassemblées les données du Financial Management System (FMS), un système de gestion financière. Le Manitoba dit être inquiet de la comparabilité interprovinciale des données sur les frais de la dette et, de façon générale, des écarts qui existent entre les données du FMS et celles du Système de comptabilité nationale (SCN). Par ailleurs, les représentants de Terre-Neuve mentionnent que leur nouveau système d'information sur le personnel ne sera pas en place avant un an. Ce système permettra de fournir à la Division des institutions publiques des données de meilleure qualité sur l'emploi dans le secteur public. Le représentant des Territoires du Nord-Ouest précise qu'il aimerait que des améliorations soient apportées à la présentation des données sur l'emploi dans le secteur public qui sont stockées dans CANSIM. Il mentionne aussi que l'on procédera bientôt à la nomination des sous-ministres pour le territoire du Nunavut et que les activités de dotation et de recrutement deviendront de plus en plus importantes.

Les employés de la Division des institutions publiques donnent aux délégués un aperçu de la récente révision chronologique des données sur les revenus, les dépenses et le bilan du secteur public, tant sur la base du FMS que sur celle du SCN. M. Ridgeway donne ensuite un aperçu des plans de travail de la Division des institutions publiques pour 1998.

On passe ensuite à l'emploi dans le secteur public. Les employés font une présentation dans laquelle ils comparent les données de 1995 sur l'emploi dans ce secteur avant et après la révision chronologique, en soulignant les principales raisons pour lesquelles les données sur les administrations provinciales, territoriales et locales ont fait l'objet de révisions. Cela donne lieu à une bonne discussion. On indique qu'à compter du quatrième

trimestre de 1997, la Division des institutions publiques diffusera les données mensuelles sur l'emploi dans le secteur public une fois par trimestre. L'Alberta parle de l'importance de disposer de données sur l'emploi dans le secteur public par branche d'activité qui sont à la fois consistantes et comparables pour chacune des administrations provinciales et territoriales.

## STATISTIQUE DES ENTREPRISES

| | |
|---|---|
| **Dernière réunion :** | **le 27 novembre 1997** |
| **Réunion du Sous-groupe spécial :** | **le 27 janvier 1998** |
| **Prochaine réunion :** | **les 16 et 17 novembre 1998** |
| **Membres :** | **Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)** |

À la réunion du 27 novembre, M. Jacob Ryten souhaite la bienvenue aux délégués et indique que cette conférence sera sa dernière. M. Ray Ryan, le nouveau statisticien en chef adjoint du Secteur de la statistique du commerce et des entreprises, présidera la conférence de l'an prochain. Les rapports des divisions de Statistique Canada (SC) sont distribués aux délégués.

### Rapports des provinces

- Le Programme de la Colombie-Britannique a connu des compressions budgétaires de 35 % en novembre dernier, ce qui a obligé ses responsables à s'en remettre fortement aux projets de recouvrement des coûts comme le tourisme et le solde du commerce en technologie de pointe.
- En Alberta, on a travaillé à une enquête sur les services d'exportation pour les entreprises ayant des recettes de 25 000 $, et à l'exploitation des fichiers administratifs de la province pour améliorer le cadre de SC pour le Registre des entreprises.
- Aucun changement n'est à signaler du côté de la Saskatchewan.
- Au Manitoba, on compte moins sur le travail effectué contre recouvrement des coûts. On a réalisé des enquêtes sur la construction routière et l'exploration minière.
- En Ontario, on a connu une augmentation de ce qu'on qualifie d'« analyse immédiate ».
- Au Québec, on met sur pied « Statistique Québec », formé du Bureau de la statistique du Québec (BSQ) et de trois autres organismes gouvernementaux. L'organisme sera en place le 1er septembre 1998.
- Le groupe statistique du Nouveau-Brunswick fait désormais partie d'un service plus vaste, soit le groupe statistique des finances et de l'analyse, pour une période d'essai d'un an.
- En Nouvelle-Écosse, on a connu des compressions budgétaires de 25 %. Un nouveau site Internet gouvernemental, GeoNOVA, qui sera à la disposition de tous les ministères provinciaux, renfermera toutes les données de SC. La dernière proposition de SC touchant les Profils des petites entreprises suscite des craintes. Le projet, déjà vieux de 12 ans, pourrait disparaître s'il n'est pas géré.
- À l'Île-du-Prince-Édouard, l'ouverture du nouveau pont a compliqué l'enquête sur le tourisme.
- Aucun changement n'est à signaler du côté de Terre-Neuve.

- Au Yukon, on prépare pour l'an prochain une enquête auprès des visiteurs qui quittent le Yukon.
- Aux Territoires du Nord-Ouest, un nouvel organisme statistique du Nunavut devrait voir le jour cette année. Son délégué devrait même participer à la conférence de l'an prochain. Le président souhaiterait la préparation d'un protocole pour le Nunavut, comprenant les intentions de publication de Statistique Canada pour les deux territoires.

**Sujets possibles**

- les surestimations de l'inflation par l'Indice des prix à la consommation à cause de l'équilibre entre les biens et les services : le besoin d'un indice de prix constants pour les données du PASEP;
- les changements de compétences et de professions dans les sciences et la technologie qui nécessitent de meilleures données sur les domaines de l'informatique, des télécommunications et de la biotechnologie;
- la qualité des données commerciales;
- les données sur les biens et services;
- les données sur les activités des grandes multinationales;
- un système de classification pour les services.

**Le point sur le PASEP**

M. Smith présente une vue d'ensemble du projet et distribue des notes sur :
- les objectifs annuels du PASEP;
- les progrès accomplis en matière d'organisation, de dotation, de planification et de communication;
- l'analyse, l'évaluation et le contrôle de la qualité des données;
- la stratégie de gestion du fardeau de déclaration;
- les questions de partage et de confidentialité des données;
- les questions de transition.

On s'inquiète du fait qu'il faut 13 mois d'inactivité avant que les unités ne soient retirées du Registre des entreprises (RE). Une étude réalisée en Alberta a révélé que 40 % des enregistrements dans le RE sont inactifs. Statistique Canada examine des options d'échantillonnage qui pourraient être utiles dans ce domaine.

Certaines entreprises ont plus d'un numéro d'entreprise. Statistique Canada analyse cet important problème.

En janvier 1998, on discutera des coûts des Profils des petites entreprises, de la qualité de l'Index général des renseignements financiers (IGRI) et des besoins en données.

**Stratégie et progrès concernant le projet pilote de l'Enquête unifiée sur les entreprises (EUE)**

Messieurs George Beelen et Don Royce ainsi que Mesdames Laurie Hill et Victoria Crompton font des exposés et distribuent des notes sur :

- le questionnaire intégré;
- la stratégie d'échantillonnage;
- les questions relatives au cadre de l'enquête;
- l'utilisation des données fiscales;
- l'échéancier de diffusion des données du projet pilote;
- les moyens d'encourager la réponse et de décourager la non-réponse par les gestionnaires des fournisseurs clés (GFC).

On répond aux questions portant sur :

- Le champ d'observation des enquêtes (questions relatives au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord [SCIAN] et au recensement) : Pratiquement toutes les industries, à l'exception du secteur des administrations publiques, seront couvertes, tout comme les entreprises complexes de taille importante. Pour les entreprises simples, l'IGRF finira par fournir une base de données équivalant presque à celle du recensement. Une enquête-échantillon servira à recueillir les variables qu'on ne peut obtenir à partir des données fiscales.
- L'EUE éliminera le double emploi et intégrera les enquêtes existantes. Les questionnaires ou les modules pourraient être envoyés à des dates différentes en cours d'année. Avec l'EUE, on a amélioré la qualité et réduit le fardeau de déclaration, ce qui est mieux que l'expansion et l'extension des enquêtes existantes.
- Parce que les petites entreprises et certaines industries sont plus importantes dans certaines provinces, les seuils de référence varieront par industrie ou par province. L'arbitrage à faire, surtout pour les petites provinces, peut être entre le fardeau de déclaration et les coefficients de variation.
- Le plan de sondage de l'enquête pilote sera communiqué aux provinces pour janvier 1998, dès qu'il sera terminé. Le Nunavut sera indiqué séparément.
- Les ententes en vertu de l'article 11 concernent actuellement des enquêtes particulières. Chaque nouveau questionnaire renfermera un avis en vertu de l'article 11. Une entente plus générale devrait être négociée.
- Les sièges sociaux des entreprises opérant dans plus d'une province posent un problème d'accès. La province ayant les unités d'exploitation aura-t-elle accès aux données, si elles sont communiquées par un siège social situé dans une autre province? Serge Bernier et Wilf Falk conviennent d'examiner cette question avec Statistique Canada.
- On exprime des réserves au sujet de la disponibilité des données sur le commerce interprovincial par catégorie de client.
- Pour l'enquête pilote, il y aura un suivi téléphonique des répondants des T.N.-O. afin d'obtenir une estimation pour le Nunavut.
- On propose une approche d'observation par les répondants, sur le modèle du recensement. Cela comprendrait des procédures formelles de suivi pour l'application de la *Loi sur la statistique*. Certains délégués estiment que ce modèle ne convient pas.

Statistique Canada n'a pas l'intention de poursuivre les petits répondants, mais devrait poursuivre les plus grands répondants si nécessaire. Dans tous les cas, la solution préférée demeure l'établissement de modalités satisfaisantes de déclaration, sans qu'une poursuite soit nécessaire.

**Améliorations statistiques provisoires**

Les représentants de Statistique Canada font des exposés et distribuent des notes sur :

- Les industries du secteur des services.
- Les statistiques des remboursements de TPS pour les habitations neuves : On s'inquiète du fait que, malgré les améliorations, environ 10 % de l'univers échappe actuellement à l'observation. M. Ray Ryan se charge de fournir aux délégués, sans frais, les données provinciales concernant le fichier des remboursements de TPS pour les habitations. Le lendemain, on traite des questions relatives à la qualité de la mesure du stock de logement, qui relèvent davantage des comptes nationaux. Les microdonnées, bien que disponibles dans les fichiers des titres fonciers, seront assujetties aux règles habituelles de confidentialité de SC. Le Comité de la confidentialité de SC sera saisi de cette question, dont on fera désormais le suivi.
- L'enquête sur les permis de construction municipaux : La Division de l'investissement et du stock de capital de Statistique Canada travaillera avec Finances Canada à la mise au point d'une nouvelle procédure pour les estimations provinciales, laquelle sera partagée avec les provinces.
- Enquête sur les télécommunications : Bien que le modèle Voorburg ait été suivi en principe, les changements depuis l'institution du modèle en 1992 ont débouché sur des faits nouveaux qui vont au-delà du modèle Voorburg. Le module de R-D n'a pas été inclus, puisqu'il y a déjà en place une bonne enquête sur la R-D. Les détails disponibles à l'échelle des provinces dépendront des contraintes de confidentialité. Une enquête pilote sur le terrain devrait préciser les questions possibles de confidentialité. Le module du commerce international, qui suit les concepts de la balance des paiements (BDP), renferme néanmoins des questions plus détaillées que l'enquête sur la BDP. Les répondants ont la liberté de ne pas répondre à ce module s'ils répondent déjà à l'enquête BDP.
- Enquêtes sur le commerce de gros et de détail : P13 n'est pas disponible à l'échelle infraprovinciale. M. Robert Lussier examinera la possibilité de fournir aux provinces les révisions de juin 1998 concernant le commerce de détail. Le commerce de détail devrait avoir une base légèrement plus grande dans le SCIAN. M. Lussier communiquera la méthodologie utilisée pour estimer les données provinciales pour l'enquête trimestrielle dès qu'elle sera disponible. M. Jacob Ryten propose d'accepter la proposition d'hier concernant les profils des petites entreprises et d'inscrire les questions relatives aux petites entreprises à l'ordre du jour d'une réunion spéciale à la fin de janvier. Alors, les provinces connaîtront mieux leurs besoins et SC pourra mieux expliquer la structure de coûts. M. Ryten évoque également une enquête de SC sur l'état de préparation de l'entreprise canadienne pour le défi informatique de l'an 2000, réalisée pour M. John Manley, ministre d'Industrie Canada et ministre responsable de Statistique Canada. Les résultats seront annoncés le 8 décembre. M$^{me}$ Tricia Trépanier est la personne-ressource désignée.

- Commerce international — origine et destination : La conformité pour le chapitre 87 n'est que de 67 % et elle doit être améliorée. M. Dennis Pilkey de la N.-É. signale que le chiffre « net » pour le pétrole est surestimé dans Strategis. Il travaillera avec Industrie Canada à corriger l'erreur. M. David Dodds fournira sa série « gagnants et perdants » concernant les exportations par province d'origine par code SH au Manitoba.
- Enquête mensuelle sur les industries manufacturières — refonte.
- Enquête mensuelle sur la destination des livraisons des industries manufacturières.
- Présentation du Nunavut : Les T.N.-O. félicitent SC pour le travail accompli jusqu'ici et offrent d'aider à tracer les frontières. Un bureau statistique du Nunavut comptant cinq postes est en voie d'organisation. Un membre de ce bureau pourrait assister à la conférence de l'an prochain.

**Autres points**

- M. Serge Bernier souhaiterait recevoir une liste des divisions responsables de chaque chapitre du SCIAN. Statistique Canada la lui fournira.
- Un comité du programme travaillera au programme de l'an prochain. Messieurs Serge Bernier et Wilf Falk conviennent de travailler avec M. Ray Ryan à ce programme.

## RÉUNION SPÉCIALE DU SOUS-GROUPE FÉDÉRAL-PROVINCIAL[1] DE LA STATISTIQUE DES ENTREPRISES
## Le 27 janvier 1998

### Ordre du jour 1998
Philip Smith, Président

Pour la conférence de deux jours de la fin de novembre ou du début de décembre 1998, les sujets proposés comprennent :

- les résultats du projet pilote de l'Enquête unifiée sur les entreprises dans sept secteurs d'entreprise et des trois enquêtes-ménages;
- le système de numérotation de la Base de données du registre central (BDRC) et les problèmes qui s'y rapportent;
- les intentions de SC relativement à la diffusion du PASEP à l'échelle infraprovinciale;
- la mise en œuvre du « testament statistique » de M. Jacob Ryten;
- la description du Programme des sciences et de la technologie de SC;
- la description des pratiques de confidentialité de SC, des techniques de suppression, des outils, des dispenses, de la stratégie de communication de SC et de l'impact du IGRF;
- les ententes de partage des données;
- le point sur l'EUE;
- la surestimation de l'Indice des prix à la consommation;
- les pratiques de SC pour la diffusion des données de Revenu Canada;
- la revue des pratiques de production de recettes de SC;
- le programme des petites entreprises;
- le raffermissement du rôle des coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux;
- la formation de SC pour les représentants des provinces.

L'ordre du jour sera finalisé plus tard en cours d'année.

---

[1] Les personnes présentes à la réunion du Sous-groupe comprennent :
Serge Bernier, Québec
Wilf Falk, Manitoba
George Fox, Nouveau-Brunswick
Dennis Pilkey, Nouvelle-Écosse
James Kendrick, Industrie Canada
Penny Bassett, Statistique Canada
George Beelen, Statistique Canada
Rosemary Campbell, Statistique Canada
Ed Hamilton, Statistique Canada
Albert Meguerditchian, Statistique Canada
Gerry Potter, Statistique Canada
Ray Ryan, Statistique Canada
Philip Smith, Statistique Canada
Tricia Trépanier, Statistique Canada

**Entente de partage des données**
George Beelen, Président

Questions :

- accès provincial continu aux données visées dans les ententes actuelles;
- nouvelles données que les provinces désirent, et comment SC peut le mieux les fournir par le biais des ententes de partage des données;
- utilisation accrue des données fiscales et incidences sur l'accès provincial aux microdonnées;
- accès aux données des sièges sociaux situés dans une province, mais ayant des établissements dans d'autres provinces, et répartition des données regroupées des sièges sociaux entre les établissements des diverses provinces.

*Accès continu*

Les provinces souhaitent connaître ce à quoi elles ont droit avec l'Enquête unifiée sur les entreprises. Le groupe marque son appui pour une entente générale entre SC et une province, selon le modèle de la C.-B, avec détails précis joints en annexe. Cela permet au statisticien en chef et au coordonnateur statistique provincial de modifier l'annexe. Cela diffère des autres genres d'ententes que plusieurs provinces ont actuellement avec SC, lesquelles renferment des détails comme le nom de l'enquête, qu'elles ne peuvent être modifiées sans la signature des ministres, processus qui peut prendre jusqu'à deux ans.

À la suite de l'intérêt marqué pour les ententes en place, M. Gerry Potter fournira des copies de toutes les ententes en place, ainsi qu'une copie de l'entente de la C.-B., pour information. L'accès à l'information reçue antérieurement, mais désormais réunie par un instrument portant un nouveau nom, serait toujours possible. Cependant, l'obtention de l'accès à la nouvelle information est plus onéreuse.

*Accès aux nouvelles données*

Statistique Canada définira quelles seront les données de l'Enquête unifiée sur les entreprises qui pourront être obtenues. Une fois que les provinces auront déterminé les nouvelles données qu'elles désirent, le processus pour l'obtention de ces données (comme la nécessité d'obtenir un décret du Conseil pour une province particulière) serait connu. On souligne l'urgence de cette question, compte tenu des prochaines enquêtes qui auront lieu en 1999, pour l'année de référence 1998. Les représentants provinciaux expriment le souhait d'avoir un nouvel organigramme de SC. M. Dennis Pilkey travaille actuellement avec M. Ernie Boyko à une initiative du genre « démocratisation des données » qui donnera aux coordonnateurs statistiques provinciaux un accès complet aux données.

*Incidences de l'utilisation accrue de données fiscales*

À l'heure actuelle, la Loi de l'impôt sur le revenu interdit le partage des données fiscales de Revenu Canada avec les provinces, ce qui limite la mesure dans laquelle SC peut

remplacer les données d'enquête par des données fiscales. La stratégie de SC pour alléger le fardeau de réponse et réduire les coûts d'enquête grâce à l'exploitation de ces données administratives devra faire l'objet d'un examen. Statistique Canada peut toujours fournir des données agrégées aux provinces. Cependant, les données agrégées pourraient ne pas fournir de détails sur la structure ou la taille des plus grandes entreprises. Les statisticiens provinciaux pourraient travailler avec les données de SC en vertu de la *Loi sur la statistique*, mais les microdonnées consultées ne pourraient sortir des lieux. En outre, les complexités des ensembles de données de SC, combinés avec ceux de Revenu Canada, diminuent l'attrait de cette option. Les représentants des provinces veulent une meilleure connaissance des bases de données de SC et de Revenu Canada.

***Sièges sociaux et structures interprovinciales***

Là où les entreprises ont des établissements dans plus d'une province, il faut un avis détaillé de partage des données sur le questionnaire. Statistique Canada fera preuve d'une extrême prudence dans ses rapports avec les entreprises qui ont des établissements dans plusieurs provinces. Les algorithmes pour la répartition interprovinciale des bénéfices des sièges sociaux à établissements multiples, par exemple, n'ont pas encore été définis.

**Profils des petites entreprises**
Albert Merguerditchian, Président

Points abordés :
- l'absence de participation, et en particulier d'appui financier, de l'Ontario;
- le soutien financier pour le contrat à venir pour le programme;
- la diffusion sur le réseau Internet des Profils des petites entreprises;
- le contenu des produits du programme des petites entreprises;
- autres sources de données;
- rapport d'étape sur les profils des petites entreprises de 1995.

Le programme des Profils des petites entreprises est en recouvrement intégral des coûts : 50 % du financement provient des provinces et 50 %, d'Industrie Canada (pour le compte de sa clientèle). Du programme découlent deux produits : Profils des petites entreprises et Dynamique de l'emploi. L'actuel contrat de contribution financière de deux ans expire en mars 1998. L'Ontario a déclaré officiellement qu'il ne continuera pas de financer le programme. À l'heure actuelle, SC assume un déficit en couvrant la part de l'Ontario.

Le défi pour le programme des petites entreprises consiste à définir les besoins en données et les applications des données. La définition d'un programme de base pour les petites entreprises serait un départ; les économies découlant de l'annulation des activités autres que celles de base pourraient être réaffectées à de nouveaux secteurs prioritaires. Industrie Canada examine ses orientations de politique pour les petites entreprises. On a invité Industrie Canada à financer le projet Profils des petites entreprises pour l'instant, tandis que le consortium assumerait les coûts de Dynamique de l'emploi. Cette proposition sera soumise au ministre d'Industrie Canada, M. John Manley. On élaborera une stratégie complète de communication. Il est essentiel de donner au programme une

orientation plus claire, en déterminant si les produits sont « à l'intention » ou « au sujet » des petites entreprises, puis en définissant ce que les produits doivent être. Il est essentiel d'élaborer une stratégie, d'effectuer des recherches et d'examiner d'autres sources de données. La nécessité pour le consortium de connaître ses clients et ce qu'ils veulent pourrait trouver sa solution dans la mise des produits dans Strategis, où les consultations pourraient comptées.

La proposition concernant la diffusion sur le réseau Internet des Profils des petites entreprises, sans les données de l'Ontario (qui ne fournit pas d'appui financier) est rejetée.

On propose une stratégie en deux volets : traiter les questions à court terme comme le financement pour la prochaine année ou deux tout en élaborant une plus grande stratégie qui pourrait ensuite être mise en place. Une option de financement à court terme pourrait être qu'Industrie Canada assure le financement des Profils des petites entreprises et que les provinces assurent celui de Dynamique de l'emploi.

On préparera une proposition, qui sera examinée par le consortium au début mars dans le cadre d'une téléconférence. Un groupe de volontaires, formé d'Ed Hamilton, George Fox, James Kendrick et Dennis Pilkey, convient de rédiger cette proposition. Les points clés du projet de proposition couvriraient ce qui suit :

- Il faut poursuivre, pour une autre année, la production des Profils des petites entreprises et de la Dynamique de l'emploi. On demandera le financement d'Industrie Canada et on pressera les provinces de maintenir leur appui pendant cette transition.
- Il ne faut pas tenir pour acquis le maintien de ces produits après cette période.
- Il faut déterminer les besoins des utilisateurs.
- Il faut élaborer un plan à long terme, comprenant peut-être des recommandations pour l'intégration d'un programme des petites entreprises dans le programme de base de SC.

Le raccordement des données de SC aux besoins en données d'Industrie Canada pourrait aider à faire valoir que les données sont importantes pour l'élaboration des politiques.

En résumé, les questions soulevées à ce point de l'ordre du jour sont réglées comme suit :

1. Appui financier de l'Ontario : Le consortium mettra l'Ontario au courant des plans, pour voir s'il y a moyen de l'amener à rester pour une autre année, pendant l'élaboration des orientations des produits.

2. Aspects financiers du contrat à venir : Industrie Canada saisira le Ministre de la possibilité d'accroître les contributions financières pour une année.

3. Profils des petites entreprises sur le réseau Internet (à l'exclusion de l'Ontario) : On décide de ne pas apporter de changements au programme et de ne pas faire d'affichage sur le réseau Internet avant qu'on arrête une décision sur les autres aspects du programme.

4. Produits du programme des petites entreprises : On attendra l'évaluation des besoins des clients et les orientations stratégiques du programme.

5. Autres sources de données : On attendra que le travail stratégique soit fait avant d'agir.

6. Profils des petites entreprises 1995 (rapport d'étape) : un rapport d'étape sur les données de 1995 est présenté.

## STATISTIQUE DES MINÉRAUX

| | |
|---|---|
| **Dernière réunion :** | **du 29 septembre au 1er octobre 1997** |
| **Prochaine réunion :** | **du 21 au 23 octobre 1998** |
| **Membres :** | **Délégués de Ressources naturelles Canada (RNCan), d'Affaires indiennes et du Nord Canada, de Statistique Canada, des ministères ou organismes provinciaux et territoriaux chargés des mines, et bureaux de statistique de la Saskatchewan, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** |
| **Observateur :** | **Association minière du Canada** |

Ce Comité représente un lieu de rencontre où les ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux peuvent échanger de l'information et s'entendre sur des plans d'action pour traiter efficacement des points d'intérêt commun dans le domaine des statistiques canadiennes sur les minéraux et l'exploitation minière. La réunion annuelle constitue le point culminant des activités du Comité, mais les organismes membres communiquent entre eux tout au long de l'année, au fil des besoins.

Il semble que la majeure partie des organismes membres aient subi le gros de leurs coupures avant 1997. Toutefois, les effets de ces coupures continuent de se faire sentir sur le programme conjoint de statistiques. Néanmoins, tous les ministères provinciaux et territoriaux dont les ressources ont diminué font toujours partie du Comité et cherchent encore à resserrer leurs communications.

Le lancement des nouvelles enquêtes préliminaires visant l'établissement des prévisions sur les dépenses d'exploration et des nouvelles enquêtes annuelles pour l'établissement des données définitives sur ces dépenses a compliqué la tâche des membres qui participent aux enquêtes. Le Comité demeure toutefois confiant que la nouvelle structure des activités d'exploration que suppose le nouveau programme d'enquête fournira des statistiques plus fiables quant à la taille de l'industrie canadienne de l'exploration minérale.

Il n'y a pas eu en 1997 de progrès marqués dans la mise à jour des protocoles d'entente entre RNCan et les ministères provinciaux et territoriaux participants.

Le Comité a tenu sa réunion annuelle du 29 septembre au 1er octobre, à Ottawa. Pour la deuxième année consécutive, la réunion a duré trois jours, ce qui a permis d'aborder en dehors des séances plénières des sujets qui n'intéressent pas tous les membres. La première journée (29 septembre) a été consacrée à un atelier sur la diffusion de l'information. À la séance plénière de la deuxième journée, les participants ont traité les grandes questions et les décisions qui sont importantes pour tous les membres du Comité. Cette journée s'est terminée par le traditionnel dîner offert par RNCan. La troisième journée (1er octobre), après la fin de la séance plénière, les groupes de travail sur la statistique du diamant et sur le Nunavut se sont réunis (dans cet ordre). Nous avons constaté avec plaisir que la

participation à la réunion de 1997 était la plus forte des dernières années, presque tous les organismes membres y étant représentés.

Lors de l'atelier sur la diffusion de l'information, on a fait le point sur les systèmes SoftAccess actuellement mis en oeuvre à RNCan et on a discuté du partage des données et de l'information dans le cadre des nouvelles technologies. Il a été aussi question de l'importance de plus en plus grande que revêt l'Internet en tant que bon moyen de partager et de diffuser les statistiques.

Linda Keen, la nouvelle sous-ministre adjointe du Secteur des minéraux et des métaux de RNCan a prononcé le discours de bienvenue à la séance plénière. Voici les faits saillants de la réunion : i) approbation finale des nouveaux questionnaires sur les dépenses d'exploration et des questionnaires supplémentaires sur les mines, les usines de traitement et les concentrateurs; ii) exposé de Statistique Canada et de RNCan sur le Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP). On a profité de l'exposé pour faire le point sur l'élaboration du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997 et sur sa mise en œuvre pour les industries qui présentent un intérêt pour le Comité. Tous les membres ont également fait le point sur leurs programmes respectifs de statistiques minières et minérales et sur la situation de l'industrie dans leur province ou territoire. Comme d'habitude, les participants ont fait circuler pour discussion les calendriers des enquêtes pour lesquelles les responsabilités sont partagées.

Lors des séances d'information, il a été question des répercussions de l'affaire BRE-X sur l'industrie canadienne des minéraux, des taxes fédérales et provinciales sur les minéraux et des répercussions statistiques de la nouvelle politique canadienne des minéraux et des métaux sur la mesure du chemin parcouru pour parvenir au développement durable dans l'industrie des minéraux.

RNCan a clairement réitéré l'engagement qu'il a pris en 1994 de collaborer pleinement avec toutes les provinces et tous les territoires en rajustant ses programmes statistiques afin qu'ils s'arriment sur ceux des provinces et des territoires participants.

Les discussions que les participants ont tenues avant, pendant et après la réunion ont été utiles. Elles favorisent un meilleur partage des responsabilités et accroîtront les possibilités de supprimer les chevauchements et le double emploi.

Le Comité a toujours l'intention d'éventuellement déplacer sa réunion annuelle pour la tenir au printemps, mais il est tout de même prévu que la réunion de 1998 aura lieu à l'automne, soit du 23 au 25 septembre. Parmi les points importants à l'ordre du jour, mentionnons le PASEP et ses répercussions sur les enquêtes dans l'industrie minière; l'état d'avancement de la nouvelle enquête sur les dépenses d'exploration et les problèmes qui se posent; l'approbation finale des nouveaux questionnaires d'enquête dans le secteur du diamant; les orientations à donner à l'utilisation de l'Internet pour diffuser et partager l'information.

**Sommaire des questions que doivent traiter le Comité et ses organismes membres**

1. Effet prolongé des réductions budgétaires antérieures dans les ministères provinciaux.

2. Répercussions du PASEP sur le programme d'enquête intégré des organismes membres.

3. Rédaction de nouveaux protocoles d'entente et mise à jour des protocoles existants entre Statistique Canada et RNCan, par suite du lancement des codes SCIAN , de la proposition dans le cadre du PASEP d'une nouvelle stratégie d'enquêtes intégrée, etc.

4. Conversion des données d'une base de la Classification type des industries de 1980 à une base du SCIAN et préparatifs pour tenir compte de la création du Nunavut.

5. Examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des enquêtes élargies sur les dépenses d'exploration et détermination des mesures à prendre pour régler les problèmes survenus au cours de la première année d'utilisation de la nouvelle enquête.

6. Rédaction d'un protocole d'entente avec la Division des comptes nationaux et de l'environnement de Statistique Canada, protocole qui touchera plusieurs domaines, notamment l'utilisation des données sur les dépenses d'exploration dans les comptes nationaux.

7. Satisfaction des nouveaux besoins en matière de données sur l'efficacité énergétique, les questions environnementales, la participation des Autochtones dans l'industrie minière, le recyclage, etc.

**Événements importants pour le Comité en 1998-1999**

1. Lancement du site Web du Comité et de son utilisation comme moyen de diffuser de l'information aux organismes membres et comme tribune pour discuter des questions d'actualité touchant les organismes membres.

2. Insertion d'un questionnaire annuel sur les produits du diamant dans l'enquête visant 1998 et collecte d'information mensuelle sur le diamant.

3. Réunion annuelle qui devrait avoir lieu du 23 au 25 septembre 1998.

# STATISTIQUE DES TRANSPORTS

## Comité fédéral-provincial de la statistique des transports

**Dernière réunion :** **les 3 et 4 juin 1997, Ottawa**
**Prochaine réunion :** **les 2 et 3 juin 1998, Ottawa**
**Membres :** **Délégués des ministères provinciaux et fédéraux des Transports et coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)**

## Échange nord-américain de statistiques sur les transports

**Dernière réunion :** **les 3, 4 et 5 novembre 1997, Ottawa**
**Prochaine réunion :** **les 6, 7 et 8 mai 1998, Mexique**
**Membres :** **Personnel des ministères des Transports du Canada, des États Unis et du Mexique responsables de la statistique, de la réglementation et des politiques**

## Activités et avancement des travaux

Au cours de ces réunions, les sujets suivants ont été abordés :

- les mises à jour des données sur le transport routier, le transport aérien, le transport maritime, le transport ferroviaire et le transport multimodal;
- le Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP);
- les voyages et le tourisme;
- le statut des comptes satellites du transport et du tourisme;
- l'évaluation des besoins des clients;
- le commerce et le transport;
- la publication nord-américaine de statistiques des transports.

On a aussi fait état de progrès relativement à l'avancement des travaux concernant l'implantation du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et l'élaboration d'une classification type des marchandises transportées. Des présentations et des discussions ont eu lieu à propos des points suivants : le projet pilote sur l'industrie de la messagerie, l'élaboration d'une nouvelle enquête sur les véhicules canadiens, le remaniement de l'enquête financière sur le transport maritime des transporteurs domiciliés au Canada, les solutions à explorer avec le ministère des Transports des États-Unis sur l'utilisation des vols conjoints et du partage de codes entre transporteurs aériens canadiens et américains. Les représentants des É.-U. ont discuté des progrès relatifs à l'enquête de 1997 sur le trafic de marchandises et du projet de recensement économique (qui inclurait les transports). Le Mexique a par ailleurs fait état de ses progrès quant à l'implantation du SCIAN.

## STATISTIQUE DU TRAVAIL

**Dernière réunion :** **les 5 et 6 juin 1997**
**Prochaine réunion :** **le 14 octobre 1998**
**Membres :** **Représentants des ministères concernés par les ressources humaines, l'éducation ou la formation professionnelle et coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)**

La 32e réunion du Comité de la statistique du travail s'est tenue à Ottawa les 5 et 6 juin 1997 au Centre de conférences Simon-A.-Goldberg de Statistique Canada. Les coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants) et des représentants de ministères fédéraux, comme Développement des ressources humaines Canada, y ont assisté.

Le 5 juin, première journée de la réunion, on aborde les thèmes suivants :

- Le remaniement de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH) (Stephen Johnson)
- La validation des données et les résultats du micro-appariement de l'EERH-PD7 (Lizette Gervais-Simard)
- L'Enquête sur le lieu de travail et les employés (Ted Wannell)
  (Mesure : Dès qu'on aura établi les répartitions provinciales finales de l'échantillon, on les communiquera aux provinces.)
- Les répercussions du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales sur les enquêtes des ménages et du travail (Maryanne Webber)
  (Mesure : Maryanne Webber fournira les répartitions finales de la taille de l'échantillon pour l'Enquête sur les dépenses des ménages [EDM].)
- L'assurance-emploi (Michael Scrim)
  (Mesure : Peter Lys et Mike Sheridan rencontreront Michel Bédard et/ou Dianne Carol pour clarifier certains points concernant le programme de l'assurance-emploi.)
- Le rapport sur l'évolution de l'Enquête sur la population active (EPA) (Deborah Sunter)
  (Mesure : On se penchera sur l'arrondissement des chiffres de l'EPA, et Deborah se renseignera sur le prix du fichier.)
- Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (Serge Lavallée)
- La Classification type des professions (Peter Lorenz)
- L'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (Phil Giles)
- Les enquêtes spéciales (Scott Murray)
- La Division des institutions publiques (Art Ridgeway)

Le 6 juin, deuxième journée de la réunion, on présente des exposés sur les thèmes suivants :

- Le relevé d'emploi (David Wallace)
- L'Enquête sur les avoirs et les dettes (Karen Maser)
- Les modalités de travail (Dominique Pérusse)
- L'écart entre les chiffres de l'EERH et de l'EPA (Peter Lys)
  (Mesure : Peter Lys et Mike Sheridan examineront la possibilité d'expliquer les mouvements des données au moment de la publication. À ce sujet, l'Ontario tiendra lieu de point de transit des données vers les autres provinces.)
  (Mesure : Peter Lys et le délégué de la Colombie-Britannique détermineront les moyens d'améliorer les communications avec les provinces.)

À l'occasion d'une discussion sur les produits de Statistique Canada, Kurt Schreiner et Maryanne Webber acceptent d'étudier la possibilité d'établir les grandes lignes de compilation des principaux communiqués de Statistique Canada pour en faire un compendium.

Les exposés sont suivis de discussions approfondies (facultatives) avec des spécialistes des domaines en question. Les délégués choisissent les personnes avec lesquelles ils voudraient poursuivre les discussions et des rendez-vous sont fixés.

## STATISTIQUE SOCIALE

**Dernière réunion :** **le 7 mai 1997**
**Prochaine réunion :** **le 4 mai 1998**
**Membres :** **Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux (ou leurs représentants)**

M. Petrie souhaite la bienvenue à tous les délégués provinciaux et territoriaux à cette rencontre annuelle. L'ordre du jour est adopté tel quel et le procès-verbal de la dernière réunion (mai 1996) est approuvé sans discussion.

### Collecte et diffusion des données sur les Autochtones

M. Doug Norris passe en revue les données sur les Autochtones recueillies dans le cadre du Recensement de 1996 et présente les divers produits du recensement qui seront diffusés au cours de l'année à venir. Il rappelle aussi aux délégués que des changements importants ont été apportés à la déclaration de l'appartenance à la population autochtone dans le Recensement de 1996. En fait, le nombre de questions portant sur cette déclaration a augmenté et vise quatre aspects : l'origine ethnique, l'autodéclaration de l'appartenance à la population autochtone, le statut d'Indien inscrit et la bande indienne ou la première nation. Il signale que le nombre de réserves indiennes dénombrées de manière incomplète au Recensement de 1996 est presque le même qu'au Recensement de 1991. Les chiffres de population des réserves indiennes diffusés en avril 1997 révèlent une croissance démographique de 23 %. Il s'agit d'une croissance supérieure à la croissance naturelle ou à celle pouvant découler du projet de loi C-31; un meilleur dénombrement qu'en 1991 ou le retour d'Autochtones dans les réserves, ou encore ces deux facteurs réunis, peuvent en partie expliquer une telle situation.

M. McMahon souligne quant à lui l'importance de la population autochtone en Saskatchewan : elle représente entre 10 % et 15 % de l'ensemble de la population. Il ajoute que l'Association des Métis de la Saskatchewan a fait part au gouvernement de la Saskatchewan de son intention de prendre part au dénombrement des peuples métis de la province et que le gouvernement fédéral et celui de la Saskatchewan ont récemment décidé d'aller de l'avant avec cette initiative. Le budget global affecté à cette initiative est d'environ 600 000 $, qui sont répartis également entre les deux gouvernements.

M. Falk informe par ailleurs les délégués des résultats d'une étude effectuée par le Bureau de la statistique du Manitoba au nom du Secrétariat des affaires autochtones. Des simulations de dépenses de programme aux Autochtones ont été établies en tenant compte de divers taux de croissance démographique, d'utilisation et d'inflation pour la prestation du service. Dans le meilleur des cas (en supposant qu'il n'y ait aucune inflation et aucune augmentation de l'utilisation, c'est-à-dire à partir uniquement de la croissance démographique), les coûts de prestation des services du Manitoba aux Autochtones passeront de 200 millions de dollars en 1991 à 316 millions de dollars en l'an 2016. Dans le pire des cas (en considérant un taux d'inflation de 6 % et une augmentation de 75 % du

taux d'utilisation), les dépenses se chiffreront en l'an 2016 à 2,3 milliards de dollars. Il s'agit là d'une question cruciale pour le Manitoba, bon nombre d'autres provinces et pour le gouvernement fédéral. M. Falk insiste également sur le fait qu'une meilleure information est nécessaire pour que la situation soit suivie de près.

**Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes**

M. Gilles Montigny fait le tour des activités des trois premiers cycles de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ). Il rappelle aux participants que l'enquête est axée sur l'enfant, la famille, l'école et la collectivité. Une autre caractéristique de la conception l'ELNEJ est la méthode globale adoptée à l'égard du développement de l'enfant. Le premier cycle, pour lequel les données ont été recueillies en 1994, vise près de 23 000 enfants âgés de 0 à 11 ans en 1994-1995 qui seront suivis jusqu'à l'âge adulte. Par ailleurs, la conception de l'ELNEJ découle de la nécessité de produire des estimations transversales; des cohortes de remplacement sont ajoutées à chaque cycle de collecte (4 000 enfants âgés de 0 à 1 an ont été ajoutés au cycle 2).

Il aborde ensuite les activités de diffusion du cycle 1 (en trois vagues : octobre 1996, avril 1997 et septembre 1997) et les activités de collecte et de diffusion du cycle 2 (collecte terminée de la composante « ménage », celle sur « l'éducation » sera terminée en juillet 1997, la diffusion du fichier de données longitudinales est prévue pour le printemps 1998 et celle du fichier de données transversales, pour l'automne 1998). Il souligne que les plans actuels d'élaboration du cycle 3 sont relativement modestes, parce que nous n'avions pas vraiment le temps de nous engager dans une nouvelle conception d'envergure. Des experts ont été consultés au sujet du contenu du cycle 3. Les sujets proposés sont les suivants : une importance accrue à la préparation à la rentrée scolaire, la communauté et le voisinage, la fréquentation scolaire, la victimisation, l'éclatement des familles et une meilleure mesure du soutien social. On y traite aussi des renseignements sur le comportement paternel, la dépression chez les adolescents, la perception à l'égard des médias, la criminalité et les stratégies de prise en charge pour les jeunes.

**Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada**

M$^{me}$ Joan Coulter présente d'emblée son sujet en indiquant que l'Enquête longitudinale auprès des immigrants est un nouveau projet envisagé par Statistique Canada (SC). L'objectif de l'enquête est d'étudier le processus d'intégration des nouveaux immigrants dans la société canadienne. La nature longitudinale de l'enquête facilitera l'analyse des facteurs influant sur l'intégration, de même que les répercussions des services et des politiques sur l'intégration des immigrants. Selon la conception de l'enquête, les nouveaux immigrants doivent être interviewés six mois, deux ans et quatre ans après leur arrivée au Canada. L'enquête porte notamment sur les raisons pour lesquelles ils viennent au Canada, leur réseau d'amis et leur famille au Canada, leurs compétences dans les langues officielles, le logement, l'éducation, l'emploi, la santé, le revenu et leurs perceptions par rapport au fait de s'installer. En mars 1997, Statistique Canada a fait un essai-pilote au nom de Citoyenneté et Immigration Canada. Les deux organismes tentent à l'heure actuelle de trouver les fonds nécessaires pour procéder à l'enquête complète. Les coûts de

base de celle-ci ont été évalués à environ 5 millions de dollars pour la période de 1997-1998 à 2001-2002.

**Rapport d'étape sur le Programme de la statistique culturelle**

M. Paul McPhie souligne que dans le cadre du Programme de la statistique culturelle, dont le budget annuel est de 1,5 million de dollars, des enquêtes sont menées dans les secteurs du film, des livres, des périodiques, des enregistrements sonores, des arts du spectacle, des industries et des établissements du patrimoine et sur les dépenses gouvernementales engagées dans la culture et les arts. Il ajoute que les responsables du programme ont particulièrement tenté ces dernières années d'étendre les activités de recherche du programme, surtout avec les provinces, et que des contrats de recherche ont été signés avec la Saskatchewan, les provinces de l'Atlantique, l'Ontario et la Colombie-Britannique pour produire des profils du secteur culturel aux échelles régionales et provinciales. Les profils traiteront de questions comme celles de l'incidence économique du secteur culturel, l'analyse du marché du travail, les dépenses des administrations publiques locales, le profil des industries et des établissements culturels, le tourisme culturel et les festivals. Il termine sa présentation en mentionnant qu'il espère que des contacts plus directs avec toutes les provinces favoriseront un partenariat donnant lieu à une meilleure exploitation des connaissances et des données locales, et à une collaboration à la mise à jour des bases de sondage du programme.

**Centre des statistiques sur l'éducation**

M. Sange de Silva informe les délégués que le Centre des statistiques sur l'éducation a récemment été mis sur pied et qu'un plan stratégique pour le centre est en cours d'élaboration. À cette fin, les provinces et d'autres intéressés ont été contactés. Les utilisateurs ont ainsi précisé que le centre devrait s'efforcer de s'adapter aux nouveaux besoins du marché du travail en donnant des renseignements sur la transition du milieu scolaire au milieu du travail et sur le système d'éducation en lui-même. Les utilisateurs aimeraient également que le centre revoit sa stratégie de production.

**Rapport d'étape sur la Division de la santé et l'Institut canadien d'information sur la santé**

M$^{me}$ Janet Hagey commence son exposé en renseignant les délégués sur l'évolution de l'Enquête nationale sur la santé de la population. Les données du cycle 1 ont été abondamment utilisées, notamment pour produire ce qui suit : une publication donnant un aperçu de l'enquête, un fichier de microdonnées à grande diffusion, des articles dans des revues spécialisées, des rapports sur la santé et des analyses à divers niveaux. Les activités du deuxième cycle se sont déroulées en 1996-1997. Ce cycle porte notamment sur l'état de santé, les traumatismes, les pratiques sanitaires, les services de santé, le comportement, les aspects sociaux et psychosociaux liés au stress, le revenu, la situation vis-à-vis de l'activité, les caractéristiques démographiques et l'accès aux services de santé. M$^{me}$ Hagey précise que la diffusion des données du deuxième cycle devrait se faire à l'hiver

1997-1998 (sous la forme d'un fichier de microdonnées et d'un rapport donnant une vue d'ensemble).

M$^{me}$ Hagey poursuit en parlant du Programme de la statistique de l'état civil. Le principal objectif stratégique en ce qui concerne la rapidité d'exécution (à l'intérieur d'un an) a été atteint en 1996. Elle fait remarquer que l'élimination envisagée des statistiques sur le mariage et le divorce a suscité de vives réactions. Elle termine son exposé en informant les délégués que des négociations sont en cours afin de mettre à jour l'entente de 1945 sur la statistique de l'état civil pour qu'on y tienne compte, en particulier, de l'échange électronique des données et des instruments de financement.

Par ailleurs, M$^{me}$ Hagey informe les participants que l'Institut canadien de l'information sur la santé (ICIS) est un organisme non gouvernemental sans but lucratif qui a été mis sur pied en 1994. Son conseil d'administration est composé de 29 membres (un groupement de représentants gouvernementaux et non gouvernementaux). On a retenu six activités de la Division des statistiques de la santé qui pourraient peut-être être transférées à l'ICIS (ce qui se ferait sur plusieurs années) : la morbidité hospitalière; les avortements; les infirmières; l'enquête annuelle sur les hôpitaux; les établissements de soins pour bénéficiaires internes; le cancer. Elle souligne qu'on a récemment mis la touche finale à un examen externe du mandat et des activités de l'ICIS et qu'un rapport a été présenté au conseil d'administration.

**Seuils de faible revenu (SFR)**

M. Macredie mentionne qu'un certain nombre de délégués ont demandé que les SFR soient à l'ordre du jour pour poursuivre la discussion de l'an dernier. Des précisions sont demandées sur la raison d'être des SFR. M. Macredie explique que les seuils de faible revenu proviennent des monographies du Recensement de 1961 rédigées par Jenny Podoluk et avaient été à l'époque établis comme mesure globale afin d'indiquer la fraction de la population qui disposait d'un pouvoir discrétionnaire très limité sur leurs revenus. Les utilisateurs s'intéressent vivement à la question. Ils demandent que les SFR soient mis à jour de manière à obtenir une répartition plus détaillée des composantes et d'autres totalisations qui ont été établies au cours des ans.

M. Petrie précise qu'à la fin des années 80, SC a examiné de manière approfondie les SFR et a envisagé des solutions de rechange parce que l'organisme n'était pas satisfait (et ne l'est toujours pas) de l'utilisation des SFR (souvent associés à la pauvreté) et de l'importance qu'ils ont pris. En guise de suivi à l'examen, SC a élaboré des mesures de rechange du faible revenu qui n'ont pas fait l'unanimité chez les utilisateurs. En l'absence de meilleures solutions, on a continué d'utiliser les SFR, d'en abuser et de mal les utiliser. SC voudrait trouver une meilleure solution, mais on ne s'entend pas sur la définition de la pauvreté, et ce n'est pas à l'organisme de l'établir. SC serait prêt à mesurer la pauvreté si l'on définissait sur le plan politique la pauvreté dans le contexte canadien.

On suggère que SC fasse preuve de leadership et explique ce que les données signifient réellement. Il est possible d'« éduquer » les utilisateurs par l'entremise de notes dans des

publications et des documents sur les SFR. M. Petrie appuie la suggestion, mais n'a pas l'impression que des explications supplémentaires changeraient quoi que ce soit, puisque l'on associe couramment les SFR et la pauvreté. Les délégués conviennent qu'il faut agir positivement à l'égard des SFR et incitent SC à faire un autre examen, semblable à celui de 1989, à la suite duquel un document concept pourrait être publié puis partagé avec les provinces et les territoires. M. Petrie répond que SC envisagera sérieusement la possibilité d'un autre examen. Toutefois, il reconnaît qu'une telle initiative requiert beaucoup de travail et que, par conséquent, SC voudra s'assurer des résultats avant de l'entreprendre.

**Orientation stratégique du Programme de la statistique sociale**

M. Petrie présente la proposition de Statistique Canada visant à donner suite aux besoins en données se rapportant aux questions stratégiques du pays. Il rappelle qu'au cours des derniers mois, un certain nombre de groupes de travail de sous-ministres adjoints du gouvernement fédéral ont étudié les divers volets du processus d'élaboration de politiques. Un groupe de travail présidé par M. Fellegi s'est penché sur la capacité analytique du système à fournir des options stratégiques. Un autre groupe de travail a étudié des préoccupations en matière de politiques et a établi un rapport qui portait sur une vaste gamme de questions. À partir des constatations du rapport, Statistique Canada a identifié les données qui manquent pour relever les défis. Pour ce qui est de la statistique sociale, il s'agit de la transition de l'école au marché du travail, de la richesse, de l'utilisation et de l'affectation du temps, des activités bénévoles, de l'immigration et des questions autochtones. M. Petrie énonce clairement que les propositions ne visent pas à demander des fonds supplémentaires, mais simplement à donner un aperçu des activités (et des coûts estimatifs) qui seraient nécessaires pour obtenir les données manquantes.

**Mot de la fin**

M. Petrie garantit aux membres que l'organisme assurera le suivi des questions soulevées durant les délibérations. Il remercie tous les délégués de leur précieuse collaboration et leur rappelle que lui et ses collègues comptent sur leur soutien et leur étroite collaboration pour les nombreuses initiatives qui seront élaborées au cours de l'année.

## ANNEXE 5

## PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU COMITÉ DU PROGRAMME

## PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU COMITÉ DU PROGRAMME

Le Comité du programme a tenu une téléconférence le 25 février 1998. Au nombre de ceux qui ont participé, mentionnons les représentants provinciaux Emmet Weatherhead (président), Bill Hyshka et Dennis Pilkey, ainsi que Denis Desjardins, Wayne Smith et Paula Fedeski-Koundakjian de Statistique Canada.

Le Comité a déterminé différents sujets qu'il aimerait voir étudier à la réunion du Conseil.

- Données administratives

On aura recours de plus en plus aux données administratives — en particulier les données de Revenu Canada — dans le cadre du PASEP. Le Comité a décidé que l'incidence que cela pourrait avoir sur l'accès aux données de Statistique Canada par les représentants provinciaux pourrait être abordée au moment de la mise à jour du PASEP.

- Accès aux données de Statistique Canada par les coordonnateurs statistiques

On a convenu que M. Pilkey présenterait une proposition visant la mise sur pied d'un groupe de travail chargé de définir les problèmes liés à l'accès aux données et de proposer des solutions.

- Nunavut

Le Comité estime qu'un certain nombre de questions liées à l'établissement du nouveau territoire pourraient être abordées utilement à la réunion du Conseil, comme la disponibilité des données et l'adhésion au Conseil.

- PASEP

Les représentants provinciaux ont demandé une mise à jour sur le PASEP, en particulier sur les nouvelles données provinciales qui pourraient découler du projet.

- Lacunes statistiques II et Enquête sur les avoirs et les dettes

Un rapport d'étape sur ces deux questions a été jugé fort souhaitable.

Le secrétariat a élaboré un projet d'ordre du jour sur la base des discussions de la téléconférence. L'ordre du jour a été adopté par les membres du Comité du programme.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010291812

OCS